

مركزنا من راحل

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16654 - 7,50 F - 1,75 EURO

JEUDI 13 AOÛT 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

BP-Amoco : la plus grande fusion industrielle de l'Histoire

LA FUSION, annoncée mardi 11 août, des compagnies britannique BP et américaine Amoco donne naissance au troisième groupe pétrolier mondial, derrière Dutch/Shell et Exxon. Cette opération de 290 milliards de francs, payée par échange d'actions, représente la plus grande fusion industrielle jamais réalisée. Elle s'inscrit dans un mouvement généralisé de concentrations dans la finance comme dans l'automobile, dans les télécoms comme dans la pharmacie. Elle intervient au moment où les prix du pétrole sont au plus bas. Le secteur pétrolier n'échappe pas à la pression des actionnaires, qui exigent plus de bénéfices. Cette fusion entraînera une restructuration massive du nouveau groupe BP-Amoco : 6 000 suppressions d'emplois sont annoncées.

Lire page 11

L'islam des talibans s'étend sur l'Afghanistan

● Les « moines-soldats » sont désormais maîtres de l'essentiel du pays ● L'accès au pétrole et au gaz d'Asie centrale est l'enjeu stratégique ● Les Etats-Unis sont soupçonnés d'avoir soutenu les intégristes ● Malgré leur politique liberticide, les talibans ont l'espoir d'être reconnus par l'ONU

LA CHUTE des principaux bastions de l'opposition armée aux talibans vient de permettre à ces derniers de se rendre maître de l'essentiel de l'Afghanistan. Quatre ans après leur soudaine irruption sur la scène politico-militaire, les « étudiants en théologie », ces « moines-soldats » de l'islam, sont désormais en mesure d'imposer le régime islamique le plus intégriste du monde arabo-musulman.

Au-delà des conséquences de cette victoire dans un pays ravagé par vingt ans de guerre, la poussée intégriste a des implications régionales et économiques importantes. L'Afghanistan représente un enjeu stratégique et économique fondamental, lié au sort des réserves pétrolières et gazières du Turkménistan. Des compagnies américaines sont impliquées dans des projets de pipe-line permettant de faire transiter par l'Afghanistan pétrole et gaz en direction de l'Océan indien. Un tel projet implique un Afghanistan pacifié et Moscou soupçonne Washington de conti-



nuer d'apporter, dans ce but, son soutien aux talibans, perçus comme un garant de stabilité interne. La Russie s'inquiète de cette « contagion intégriste » aux portes de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Les garde-frontières russes encore stationnés au Tadjikistan et en Ouzbékistan ont été placés en état d'alerte.

Proscrits par la communauté internationale en raison de leur politique, notamment à l'égard des femmes, les talibans risquent de poser un dilemme aux Nations unies. La victoire des intégristes les met en effet en position d'exiger une reconnaissance de leur régime par l'ONU alors que leur pouvoir se radicalise de plus en plus, comme le montre leur décision d'expulser de Kaboul les ONG étrangères dont les activités étaient cruciales pour la population civile.

Lire page 2, nos informations sur les attentats p. 3 et notre éditorial p. 10

La pollution de l'air

■ En France, 22 villes ont dépassé le niveau 2

■ En Allemagne, pour la première fois, des Länder ont interdit la circulation

■ M^{me} Voynet envisage d'abaisser les seuils d'alerte

Lire page 6



Voyages en utopies
Depuis sept ans, un Américain se bat pour mettre en place une bibliothèque planétaire et virtuelle, accessible gratuitement sur Internet. Troisième de nos voyages en utopies, illustré par Jean-Claude Mézières. p. 9 et notre grand jeu de l'été p. 20

Journée noire sur les marchés
Après un plongeon généralisé des bourses mondiales, le calme semblait revenir mercredi 12 août. p. 20

La Catalogne, atout baroque
Vingt-six communes près de Perpignan se lancent dans une nouvelle formule de développement local, fondé sur le patrimoine. p. 7

Le Lux de Moscou
Rebaptisé Central, le grand hôtel moscovite, lieu de mémoire de l'Internationale communiste, veut oublier les fantômes du Komintern. p. 15

Presse du cœur
Hala I, mastodonte espagnol consacré à l'actualité des stars, devrait devenir Allo pour s'attaquer au marché français, à l'automne. p. 12

Allemagne, 3 DM; Autriche, 13 S; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 KOD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,26 IRL; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F.; Maroc, 10 DH; Mexique, 14 MXN; Pays-Bas, 3 F.; Portugal, 200 Esc; Espagne, 166 Ptas; Singapour, 1 S\$; Thaïlande, 10 Baht; Tunisie, 100 F; USA, 1 \$; USA (international), 2,30 \$.

M 0147-813-7,50 F

Dans le ciel sud-soudanais, les mercenaires volants de l'humanitaire

LOKOCHOKIO (Kenya du Nord)
de notre envoyée spéciale
Ils s'appellent Frank, Marvin, Pascal ou Youri. Profession : pilote. Signe particulier : mercenaire de l'humanitaire. Depuis le début du mois de juillet, dans le cadre du renforcement d'Opération Life Soudan (OLS), ils sont plusieurs dizaines à survoler quotidiennement le Soudan du Sud pour larguer des sacs de maïs ou déposer médicaments, huile et matériel dans des conditions parfois rocambolesques, les terrains d'atterrissage n'ayant de piste que le nom.

Ils se trouvent là un peu par hasard. Non que la situation de famine, « en bas », leur indiffère. Disons plutôt qu'ils sont un peu des têtes brûlées et plutôt fous de leurs drôles de machines. Le « job » est d'abord lucratif. Et si la compagnie privée qui les emploie a passé contrat avec l'ONU, va pour ce petit supplément d'âme ! Pour mettre sur pied le plus grand pont aérien de son histoire, le Programme alimentaire mondial a ratissé tout ce qui était susceptible de voler dans la région, étant entendu qu'aucun avion militaire ne peut participer à l'opération. Le résultat est un ensemble hétéroclite

d'engins et d'équipages, dont les propriétaires ne sont pas moins exotiques.

Frank, le Texan, a la sobriété bien frappée, la casquette vissée sur la tête, le chewing-gum dans la bouche. Dix ans sous-mariner dans sa jeunesse, ancien pilote dans l'armée américaine, 15 000 heures de vol... et amoureux du zinc qu'il pilote. C'est sa troisième rotation de la journée sur Acumcum, à près de deux heures de vol de la base. Cette fois-ci, il va larguer dix-huit palettes de 900 kilos chacune : 324 sacs de maïs de 50 kilos. Avec lui, un copilote angolais et un ingénieur philippin. A l'arrière, deux autres Philippines couperont les sangles qui libéreront les palettes au-dessus de l'objectif.

Pour l'instant, ils ont le temps et jouent aux cartes dans la soute. L'Hercule S de Frank est l'un des quatre avions qui opèrent à partir de Leki, la base OLS du nord du Kenya pour le sud du Soudan tenu par les rebelles. Sa base d'origine est l'Angola. Il est enregistré à Sao Tomé et possède par trois propriétaires, un Angolais, un Autrichien et un Portugais. Frank s'amuse. Il rentre bien tous les trois mois au Texas, mais qu'y ferait-il toute l'année ? « Regarder l'herbe

pousser dans mon jardin ? » Alors, il vole, malgré les conditions difficiles de navigation.

Depuis un mois, le ciel sud-soudanais est, avec quatre-vingt-dix mouvements par jour, le plus encombré de la région. Et sans tour de contrôle. Alors, les pilotes se communiquent leur position par radio. L'exercice est devenu un peu plus sportif avec l'arrivée, dans le ballet aérien, de trois Antonov loués par des organisations non gouvernementales (ONG) à des compagnies ukrainienne, russe et moldave. Problème : les pilotes ne maîtrisent pas très bien la langue de Shakespeare et déjà deux incidents ont failli se produire.

Sans parler du fait que l'un des Antonov, dans sa version militaire, est un largueur de bombes. Celui-ci ne larguera que de la nourriture, mais il ressemble comme un frère à cet autre qui, il y a deux mois - avant le cessez-le-feu -, a lâché des bombes nord-soudanaises, près d'Ajjeip, où sont installés des camps rebelles. Mais que valent ces détails quand 2,6 millions de Soudanais risquent de mourir de faim sans une assistance internationale massive ?

Babette Stern

Discrète campagne des sénatoriales

AU CREUX de l'été, discrètement, dans trente-huit départements métropolitains - ceux de la série alphabétique A, de l'Ain à l'Indre -, la campagne pour les élections sénatoriales du 27 septembre s'est engagée. Trois sièges sont aussi à renouveler outre-mer, ainsi que le tiers des douze sièges de représentants des Français de l'étranger. De polnaises de mains en conversations courtoises, les candidats visitent, sans distinction d'étiquettes, les « grands électeurs » (maires de petites communes et délégués des conseils municipaux des villes). Bref, c'est une affaire de « professionnels » où l'on parle peu de politique nationale et beaucoup des intérêts des départements.

Lire page 5

Eloge de la techno, nouvelle écologie

LA TECHNO n'existe pas. En France, ce nom générique désigne un ensemble très morcelé de musiques électroniques - 1 900 styles et racines selon le magazine spécialisé *Coda*. Le choc entre organisateurs de rave (les fêtes) et représentants de l'ordre a longtemps noyé la réflexion. En dix ans, la musique techno a pourtant évolué au rythme du monde : à toute vitesse, en s'éparpillant sans jamais quitter sa galaxie d'origine. Elle rencontre aujourd'hui en France un succès que le plus grand rassemblement « officiel » d'amateurs de ce type de musique, la nuit *Boréalis* de Montpellier (*Le Monde* du 11 août), est venu confirmer. Que sont donc ces musiques électroniques ?

Profondément ancrées dans l'environnement - lieux de fête choisis avec minutie - et liées à l'évolution des technologies de pointe, elles ont en réalité été enfantées par une génération pour qui les ordinateurs sont l'appendice de l'homme. Ni crainte, ni méfiance ; le zapping sur quarante chaînes de télévision est un acte naturel, comme l'usage du e-mail et du téléphone portable. Beaucoup des DJ, les musiciens techno, tels Laurent Garnier ou Carl Craig,

sont nés aux aurores d'Internet, il y a bientôt trente ans. Ils ont appris à penser en réseaux. Ils ont aussi été des gamins accrochés à leur Game-Boy, livrés à un monde virtuel dont les codes échappent au réel.

Un DJ est le paysan qui cultive le sillon météorique du village global. Il est l'anti-héros moderne. Il ne se laisse pas photographier facilement, il se cache derrière des nappes de fumée ou de lumière lors des soirées. Les artistes techno cultivent l'anonymat par souci de casser les singeries obligées de la « rock attitude ». Ils rejettent la surenchère médiatique façon Oasis, porte-parole de la pop anglaise à succès.

Face au discours globalisant des industries culturelles, la techno oppose avec obstination une hétérogénéité nourrie des défauts du monde moderne : tout phénomène apparu change immédiatement.

Vue depuis les lieux où on la célèbre, la techno reflète le paysage, au sens propre, dans lequel évolue l'humanité d'aujourd'hui.

Véronique Mortaigne

Lire la suite page 10

Lorient, terre d'Asturies



A QUELQUES JOURS de sa clôture, le Festival interceltique de Lorient a vécu une *Nuit celtique* mémorable, suite symphonique écrite par le compositeur Ramon Prada, vingt-huit ans, dont c'est la première création d'une telle ampleur. C'était le point d'orgue d'une soirée consacrée aux Asturies, province d'un monde celtic en pleine forme artistique.

Lire page 17

International	2	Communication	12
France	5	Tableau de bord	12
Société	6	Aujourd'hui	14
Régions	7	Météorologie	16
Carpet	8	Jeux	16
Abonnements	8	Culture	17
Horizons	9	Guide culturel	18
Entreprises	11	Radio-Télévision	19

ASIE Les défaites en série que vient de subir l'opposition armée aux talibans...

leurs bastions traditionnels. Désormais, les ultra-orthodoxes contrôlent les trois quarts du pays...

commandant Massoud se replie dans la vallée du Panjshir. QUATRE ANS après leur soudaine irruption...

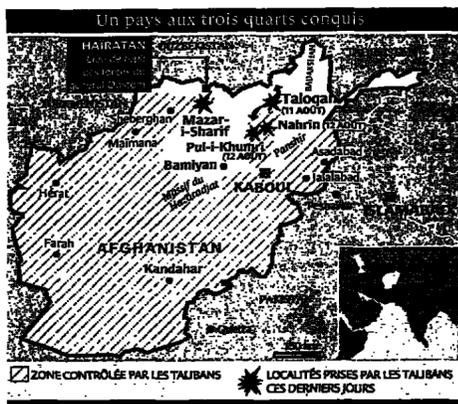
« pur » du monde arabo-islamique. MOSCOU S'INQUËTE de la possible « contagion intégriste » à la frontière de la CEI...

soutenir les talibans en raison de l'enjeu du pétrole, représenté par le projet de construction d'un pipeline...

L'ordre pur et dur des talibans s'étend sur l'Afghanistan

Les ultra-orthodoxes islamistes ont contraint les seigneurs de guerre à se replier dans la désunion sur leurs bastions traditionnels ou à s'enfuir. La Russie semble prendre son parti de la défaite de ses alliés

ISLAMABAD de notre envoyée spéciale Lancée il y a un mois avec la prise de Maimana, capitale de la province du Fariab, à l'ouest...



Un pays aux trois quarts conquis. ZONE CONTRÔLÉE PAR LES TALIBANS LOCALITÉS PRISES PAR LES TALIBANS CES DERNIERS JOURS

Sur la trentaine de provinces que compte l'Afghanistan, les talibans passent en contrôlant plus des trois quarts et certaines, comme celle du Badakhshan...

Celles-ci peuvent sans doute les protéger quelque temps, mais elles risquent aussi de les étouffer. Avec la chute, mardi, de l'aéroport de Taloqan...

outre le fait que son accès risque d'être plus risqué, celui-ci n'est pas utilisable en hiver.

VINGT ANS DE GUERRE

L'effondrement de l'opposition, qui a surpris tout le monde par son ampleur et sa rapidité, reste, à ce stade, inexplicable. Mais la première cause de cette déroute réside sans aucun doute dans ses divisions...

ment penser que la population, exténuée par vingt ans de guerre, d'anarchie et d'insécurité, était prête à laisser faire, dans l'espoir de la paix...

La transformation progressive des talibans en ce mouvement conquérant ne s'est pas faite miraculeusement. Le rôle du Pakistan, et en particulier de ses services spéciaux, l'ISI, a été déterminant.

mée pakistanaise, il reste que celle-ci a été très active à divers niveaux. « Le Rukhistan assure le plus important, affirme un expert militaire, les trois "C" : commandement, contrôle et communications... »

AIDE EXTÉRIÈURE

L'aviation des talibans - une vingtaine de chasseurs, des hélicoptères et des avions de transport - a bénéficié, ces derniers mois, d'une remise en état, impossible sans aide extérieure...

« S'il existe, dans l'administration talibane, un ministère de la défense et des commandants militaires de région, les hauts responsables ne sont pas des militaires mais des mollahs. Les militaires, au sens strict du terme, encadrent directement la troupe... »

qui livraient la guerre sainte contre l'occupant soviétique, et qui sont rassemblés selon les structures tribales : les anciens de l'armée afghane, qui sont des professionnels et forment le corps des officiers...

Face aux talibans, les trois composantes principales de l'oppo-

Estimées entre 3 000 et 5 000 hommes à Mazar-i-Sharif, les forces du Hezb-i-Wahdat chifite comptent peut-être, au total, jusqu'à 10 000 hommes.

Le « noyau dur » des forces du commandant Massoud est, pour sa part, estimé à environ 3 000 hommes, plus quelques milliers d'autres dont la loyauté est plus sujette à caution.

L'offensive continue

Après avoir consolidé leur présence à Taloqan, prise mardi 11 août pratiquement sans combats, sur les forces du commandant Ahmad Shah Massoud, les talibans ont affirmé mercredi s'être emparés, lors d'une offensive nocturne, des localités de Pul-i-Khumri et Nahrin...

Par ailleurs, contrairement aux informations rapportées mardi par l'agence américaine de presse AP, l'ancien premier ministre afghan Gulbuddin Hekmatyar n'a pas été tué dans le nord-est du pays.

sition ne sont pas non plus de véritables armées. La seule force calquée sur le modèle militaire était celle du général Abdoul Rashid Dostom, qui est aujourd'hui réduite, selon des estimations difficiles à vérifier, à un maximum de deux mille soldats qui continuent de se battre à Haïratan, sur la frontière de l'Ouzbékistan.

riens, entre 10 et 20 chasseurs, quelques hélicoptères et des avions de transport, basés à Koulob au Tadjikistan. Tout comme les talibans, mais sur une échelle plus réduite, l'opposition a aussi reçu une aide extérieure de la Russie, de l'Ouzbékistan, de l'Iran et, dans une moindre mesure, de l'Inde.

Françoise Chéreau

La Russie réagit mollement à l'avancée des « étudiants en théologie » vers les pays d'Asie centrale

MOSCOU de notre correspondant Les réactions de la Russie et de ses alliés d'Asie centrale à la nouvelle poussée des talibans dans le nord de l'Afghanistan n'ont pas eu la vigueur de celles qui suivirent, l'an dernier, la première avancée des « étudiants » sur Mazar-i-Sharif...

Russie et adversaire résolu des talibans, de contrôler les futures voies d'exportation des ressources énergétiques de l'Asie centrale. L'enjeu reste le sort des vastes réserves de gaz du Turkménistan, qui borde l'Iran et l'Afghanistan...

« étudiants » est perçu à Moscou comme une donnée de base, même si officiellement, rien n'est dit contre Washington. Les Etats-Unis avaient tenté au printemps dernier une médiation entre les talibans et leurs ennemis afghans de l'Alliance du nord...

appelait, mardi, que la prise de Mazar-i-Sharif était tout prétexte à retarder le projet de gazoduc trans-afghan. M. Asséfi lui répondait à Moscou que « les Afghans ne sont pas contre le gazoduc, mais n'acceptent jamais qu'il soit construit au prix de leur sang ».

appelé LA RÉSISTANCE Cet appel à la résistance sera-t-il suivi ? Suffisamment pour continuer à troubler les projets américano-turkméno-pakistanaise de gazoduc. Mais des observateurs à Moscou ont estimé que la victoire des talibans était à mettre au compte de la désunion de leurs adversaires...

péché, la semaine dernière, son chef d'état-major, Anatoli Kvachnine à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. Mais le seul résultat de ses entretiens sur place a été un communiqué appelant à la négociation avec leurs adversaires. Rejetés à Kaboul comme n'étant qu'une « tentative vaine de défendre des communistes en déroute », cet appel fut suivi par la prise de Mazar-i-Sharif...

Sophie Striuh

Entre Big Brother et Mahomet, l'étrange histoire des « moines-soldats » de l'Islam

Il y a quatre ans, les talibans n'existaient pas. Aujourd'hui, ils sont en position de mettre l'ensemble de l'Afghanistan en coupe réglée, un Coran dans une main, une Kalach-

ANALYSE Les talibans opposent une vision messianique aux traditions tribales d'un pays éclaté

nikov dans l'autre. Ils n'existaient pas, c'est-à-dire qu'ils ne formaient pas ce mouvement constitué, fédérateur, qui a réussi à l'emporter sur des seigneurs de la guerre engagés, à partir de l'été 1992, dans un sanglant règlement de comptes interactions, dès la chute du dernier gouvernement communiste afghan.

la guerre, ils vont émerger à l'automne 1994, alors que l'écoeurement grandit dans le pays devant les exactions de groupes fondamentalistes dont les constantes rivalités n'ont plus rien à voir avec l'Islam au nom duquel ils prétendent se battre.

Le premier coup d'éclat des talibans, certes modeste, est cependant un coup de maître qui donne aussitôt le ton de leur ambition et annonce de futurs succès : ils déclenchent un convoi de camions intercepté par des soldats perdus des ex-groupes moudjahidines. Le fait que le convoi soit pakistanaise et appartienne à la National Logistics Cell, couverture de l'armée pakistanaise pour assurer transports d'armes et de drogue au moment de la guerre antioviétique, n'est évidemment pas un hasard : les « étudiants » sont, dès le début, un instrument d'Islamabad, soucieux d'imposer, de l'autre côté de la frontière, une pax pakistana conforme à ses intérêts.

Mais les « étudiants », manipulés par les Pakistanaïes, ne sont pas pour autant de simples fantoches : le mouvement qu'ils déclenchent va bientôt se transformer en une opération de nettoyage, provoquant re-

tournements, ralliements et renversements d'alliances. Les nouveaux venus sont accueillis en libérateurs dans les villes et les villages où ennemis d'hier et civils hissent le drapeau blanc talibane, portant la devise : « Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète ». Devant eux, les bastions de leurs anciens collègues de l'ex-« résistance » à l'armée rouge tombent les uns après les autres, sans pratiquement qu'aucun coup de feu ne soit tiré. L'ancienne capitale royale de Kandahar est prise en novembre 1994. La grande ville d'Hérat en septembre de l'année suivante. La capitale orientale de Jalalabad, à l'automne 1996 et enfin, en septembre, Kaboul.

L'ORDRE TALIB

Certes, beaucoup déchantent vite quand ils comprennent ce qu'ordonne talibane. Mais alors que l'Afghanistan entre dans sa dix-huitième année de guerre, les talibans symbolisent soudain l'espoir de la paix retrouvée, de la sécurité. Et c'est bien ce qui se passe : les nouveaux maîtres, les yeux cerclés de khol, enturbannés, souvent vêtus de noir, pachotines austères originaires

des campagnes du Sud afghan, sont aussi inflexibles qu'honnêtes. Les maisons confisquées par des « commandants-guérilleros », qui avaient eu trop tendance à confondre guerre sainte et enrichissement personnel, sont rendues à leurs propriétaires. L'ordre est imposé. Les milices sont désarmées.

Mais l'ordre se paie cher. Au fil des mois, les nouveaux « moines-soldats » de l'Afghanistan post-communiste vont imposer un régime à nul autre pareil en terre arabo-musulmane. Leur but : mettre sur pied l'Emirat islamique - le plus « pur » de la planète. Au nom de la loi et l'ordre, Utu est soudain roi dans Kaboul. Interdiction aux femmes de travailler et de sortir non voilées, interdiction de jouer, port obligatoire et millimétré de la barbe, interdiction de s'habiller à l'occidentale, de se promener sans couvre-chef, de mettre des oiseaux en cage, de jouer au cerf-volant, de regarder des films vidéo, d'écouter de la musique non religieuse, etc.

Les talibans ne doutent de rien parce qu'ils ne doutent pas. Le Coran est tout à la fois une arme et une référence. Tout ce qui y est écrit doit

être appliqué car le Saint Livre répond à toutes les questions. Même si le discours talibane n'est pas forcément choquant en cette terre afghane où, dans les campagnes, les filles n'allaient de toute façon pas à l'école, et où les femmes étaient, la plupart du temps, strictement confinées à la maison ou à l'abri du tchadri, ce voile afghan les couvrant de la tête aux pieds avec un grillage de tissu en guise d'ouverture sur l'extérieur...

« PURIFIER » L'ISLAM

Mais, en tant que mouvement, les talibans sont singuliers. Les autres groupes « fondamentalistes », pour extrêmes que certains soient, sont issus d'une tradition de réforme islamique radicale, née en Inde au début du siècle et quasi contemporaine, en Égypte, du mouvement des Frères musulmans. Idéologiquement, ces « révolutionnaires » ont cherché à combiner le retour à la lettre du Coran en tenant compte des acquis de la modernité occidentale. Les talibans s'inscrivent, eux, dans une toute autre tradition : l'école de Déobandi, ville du nord de l'Inde où s'est créée, à la fin du XIXe siècle, un séminaire de mollahs

orthodoxes obsédés par l'idée de « purifier » l'Islam de toute influence étrangère.

Résultat, ces soldats-paysans venus des campagnes, avec le Coran pour toute éducation culturelle, veulent « punir » la ville, notamment Kaboul, devenu le « laboratoire » de leur projet. Châtier cette ville « décadente » au temps de la monarchie et « pervertie », sous les communistes, par les suppôts dangereusement bornés de marxistes qui révalent d'un Afghanistan soviétisé. Aujourd'hui, à la logique simplement tribale d'un pays éclaté où le pouvoir central ne pouvait jadis garder sa légitimité qu'en s'appuyant sur les tribus - ou en les asservissant -, les talibans opposent une logique messianique et universelle que symbolise leur mahdi, leur « guide » : le tout-puissant mollah Omar, chef suprême que l'on ne voit jamais, que l'on n'entend pas, qui n'apparaît jamais en public mais qui tel le « Big Brother » de Georges Orwell, est présent partout et mille part tout en servant de référence ultime et oblige.

Bruno Philip

مذا من لامل

Les Etats-Unis avertis de menaces terroristes

Après les attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam, Washington a renforcé la sécurité de ses installations à l'étranger et « suspendu brièvement » l'activité d'une demi-douzaine d'ambassades. Quatorze suspects ont été arrêtés en Tanzanie

Quatorze étrangers, dont six irakiens et six Soudanais, ont été arrêtés par la police tanzanienne dans l'enquête sur l'attentat anti-américain de vendredi à Dar es-Salaam (10 morts), tandis que le bilan de l'autre at-

tentat, commis dans la capitale kényane, Nairobi, s'est alourdi, mardi 11 août, à 248 morts. A Washington, le département d'Etat a fait état d'informations selon lesquelles les intérêts américains étaient menacés en Egypte, au Yémen et en Malaisie. Une demi-douzaine d'ambassades ont également été temporairement fermées depuis le double attentat de vendredi pour améliorer leur sécurité. Le FBI, qui a dépeché 175 ex-

perts supplémentaires à Nairobi et à Dar es-Salaam, a affirmé avoir « réuni des preuves, des enregistrements de voyage ». « Nous avons de bonnes pistes », a déclaré le porte-parole du FBI, Paul Bresson.

Somalien, selon le directeur du service d'enquête criminelle de Tanzanie, Adadi Rajab. M. Rajab a indiqué que les premiers éléments de l'enquête de la police avaient révélé que les suspects étaient entrés dans le pays en simples visiteurs, sans préciser dans quel but.

LES ETATS-UNIS ont été avertis, mardi 11 août, de menaces d'attaques terroristes contre des installations américaines en Egypte, au Yémen et en Malaisie, selon le département d'Etat, tandis que le bilan des attentats anti-américains du 7 août au Kenya et en Tanzanie ne cessait de s'alourdir, avec 258 morts et près de 5 000 blessés.

D'après le département d'Etat, les « menaces » contre les intérêts américains « pourraient comprendre des attaques contre des bâtiments américains, a indiqué un porte-parole. « Tous les ressortissants américains dans ces pays doivent se montrer vigilants et revoir leur attitude en ce qui concerne la sécurité. »

D'autre part, d'après le sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires administratives, Patrick Kennedy, les activités d'« une demi-douzaine » d'ambassades américaines « dans plusieurs régions » ont été « suspendues brièvement », le temps de faire « les ajustements nécessaires en matière de sécurité pour être capable de répondre à une menace ». « Nous ne ferons pas d'ambassades de manière permanente, nous ne partons pas », a insisté M. Kennedy, précisant que parmi ces aménagements figureraient la pose de caméras de sécurité ou de grilles et la mise en place de personnel supplémentaire pour surveiller et protéger les lieux. M. Kennedy a aussi indiqué que les Etats-Unis étaient en train de revoir le classement de leurs ambassades, en fonction des risques d'attaque. Ce classement détermine les fonds alloués pour des aménagements de sécurité.

Un responsable du département d'Etat parlant sous couvert d'anonymat avait auparavant annoncé



que le personnel et les activités du bureau de l'USAID (agence américaine pour l'aide au développement) au Caire avaient été transférés dans les locaux principaux de l'ambassade américaine, par mesure de précaution. D'ores et déjà, l'ambassade américaine en Malaisie a renforcé son dispositif de sécurité.

D'après le Pentagone, le chef d'état-major interarmes de l'armée américaine, le général Henry Shelton, a ordonné un examen des mesures de sécurité qui protègent toutes les installations militaires des Etats-Unis dans le monde. Si le nombre des attaques dirigées contre les personnels militaires et diplomatiques américains à l'étranger a fortement reculé ces dernières années - passant de deux cents en 1986 à seulement huit en 1997 -, c'est, selon un

porte-parole du Pentagone, grâce à « l'attention accrue portée aux questions de sécurité, aux activités de renseignement et à la vigilance croissante des soldats et des diplomates dans le monde entier ». Le président Bill Clinton a affirmé mardi que les Etats-Unis ne se désengageraient pas de la scène

Kenya : 3 milliards de francs de dégâts, selon M. Moi

L'attentat qui a visé l'ambassade américaine à Nairobi a fait plus de 500 millions de dollars de dégâts (3 milliards de francs), a estimé mardi 11 août le président kényan, Daniel arap Moi, qui était accompagné des principaux leaders de l'opposition sur les lieux de la tragédie. « Tous les secteurs du pays ont été affectés », a dit le président kényan sans commentaires qui continuent de déplorer les ruines. D'autre part, d'après le quotidien israélien Haaretz, les Etats-Unis ont été avertis de l'éventualité d'un attentat à l'explosif contre leur ambassade à Nairobi peu avant que celui-ci ne se produise. « Une personne se doutant en l'hésitant que l'attentat avait mis en garde les Etats-Unis », a affirmé mercredi le journal. - (AFP)

internationale. « Je sais que, quand quelque chose comme cela arrive, c'est effrayant pour les gens », a déclaré M. Clinton, à l'occasion d'un discours sur l'environnement prononcé à San Francisco. Mais il est important que les Américains envoient « au monde un message très clair sur le fait que nous n'allons pas abandonner notre opposition au terrorisme ». M. Clinton a décidé d'écouter sa tournée à travers les Etats-Unis et devait être mercredi de retour à Washington.

OFFRE DE RECOMPENSE

Recevant les condoléances des ambassadeurs africains en poste à Washington, la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright a annoncé dans le même sens. « Nous ne nous laisserons pas intimider », a déclaré M^{me} Albright, soulignant que Washington voulait « construire une relation nouvelle et solide avec une Afrique nouvelle ». Elle a souligné l'importance pour l'Amérique et ses « partenaires et amis africains » de lutter ensemble contre le terrorisme.

La police tanzanienne a affirmé mardi avoir arrêté au total quatorze suspects. Il s'agit de six irakiens, six Soudanais, un Turc et un

Le bilan des deux attentats s'élève désormais à 258 morts, dont 248 à Nairobi, où 4 923 personnes ont été blessées. Quant aux victimes hospitalisées, 244 sont toujours hospitalisées. Quant au bilan de l'attentat à Dar es-Salaam, il reste inchangé, avec 10 morts et 70 blessés. Parlant sous couvert d'anonymat, un haut responsable américain a indiqué mardi que les enquêteurs suspectaient l'utilisation d'un puissant explosif, le Semtex, dans les deux attentats.

L'organisation islamiste el Moujahidoun (les exilés) a appelé mardi les musulmans à rejeter l'offre de récompense d'un montant de 2 millions de dollars (12 millions de francs) faite par le gouvernement américain pour toute information sur les deux attentats. « Musulmans, le gouvernement américain vous propose un pot-de-2 millions de dollars pour espionner vos frères, mais ceci vous conduira en enfer », a affirmé le mouvement dans un communiqué. - (AFP, Reuters.)

Les rebelles anti-Kabila assurent progresser vers Kinshasa

ALORS QUE LA REBELLION affirme se rapprocher de Kinshasa, le président Laurent-Désiré Kabila, de nouveau accusé, mardi 11 août, de l' Rwanda et l'Ouganda de soutenir les insurgés Banyamulenge (Congolais tutsis d'origine rwandaise) et d'avoir envahi la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Récusant les démentis de Kigali et Kampala, M. Kabila a qualifié les dirigeants rwandais et ougandais, Paul Kagame et Yoweri Museveni, de « gros menteurs » et de « manipulateurs ».

L'ambassadeur de la RDC auprès des Nations unies, André Kapanga, a appelé l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à demander le retrait immédiat des troupes ougandaises et rwandaises du territoire congolais. « Des colonnes de camions militaires rwandais armés ont violé les frontières congolaises afin de s'emparer des villes de Goma et de Bukavu », a affirmé M. Kapanga. L'ONU et l'OUA devraient, selon lui, ouvrir une enquête sur l'agression contre le Congo et la conduire de façon indépendante et objective.

A New York, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a déploré mardi une série d'incursions aux frontières de la RDC au cours desquelles le personnel humanitaire avait été pris pour cible. « Il est inique des violations de l'intégrité territoriale de la RDC et des actes d'intimidation et de violence à l'encontre du personnel humanitaire et d'autres représentants internationaux », a expliqué un porte-parole de l'ONU. M. Kabila a de nouveau appelé ses compatriotes à se mobiliser contre la rébellion. « Des armes vont être distribuées à des dizaines de milliers de gens afin qu'ils défendent leur pays et leur souveraineté », a-t-il déclaré à son arrivée à l'aéroport de Kinshasa après plusieurs jours d'absence. L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a dénoncé l'émiettement d'enfants qui n'ont souvent que douze ans.

Des informations contradictoires continuent à circuler sur la situation militaire. Par la voix d'un de ses représentants à Goma, Jean-Pierre Ondekane, la rébellion affirme avoir renforcé son emprise sur l'est du pays et continuer sa progression à l'ouest pour marcher sur Kinshasa. Les préparatifs d'une offensive de la rébellion sur la capitale sont confirmés par des témoins qui affirment que des troupes rebelles composées de soldats rwandais continueraient d'attirer par centaines sur la base militaire de Kitona, à 500 kilomètres au sud-ouest de Kinshasa.

A Kinshasa, un porte-parole du gouvernement a expliqué, au contraire, que les troupes loyalistes étaient en train de reprendre l'avantage sur la rébellion. La radio nationale a annoncé que des soldats de l'armée régulière avaient tué dix-huit soldats rwandais en fuite au cours d'un affrontement à proximité de la capitale. L'affrontement s'est produit lundi à 40 kilomètres à l'ouest de Kinshasa, a dit la radio. Les militaires rwandais, au nombre d'une centaine, s'enfuiraient après avoir vainement incité des soldats congolais à rejoindre la rébellion, a-t-elle ajouté. Cette information n'a pas été confirmée de source indépendante, pas plus que les rumeurs d'avancées des loyalistes sur Uvira, dans l'est, et Muanda, Banana et Kitona, dans l'ouest.

Au plan diplomatique, une délégation de l'OUA a quitté Kinshasa mardi, après y avoir rencontré, sans résultat, des ministres de Kabila. Les diplomates africains doivent maintenant se rendre au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie. Le ministre zambien des affaires présidentielles, Erick Chhumba, est, lui, arrivé dans la capitale congolaise dans le cadre de la tentative de médiation des pays de la région qui s'étaient réunis, samedi, au Zimbabwe. - (AFP, Reuters.)

La situation au Kosovo a été examinée avec pessimisme par l'ONU

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante. « C'est triste à dire mais je ne vois aucune raison d'être optimiste au Kosovo, le président serbe, M. Milosevic, continue de faire des promesses, comme d'habitude, et continue de ne pas les respecter, comme d'habitude. » Danilo Turk sait de quoi il parle. L'ambassadeur slovène, qui représente la première République à avoir gagné son indépendance de Belgrade, présidé, pour le mois d'août, le Conseil de sécurité. Il n'envisage pas de dénouement convenable pour le conflit qui oppose les forces serbes aux Albanais du Kosovo : « Je ne vois pas de solution à cette guerre à ce stade », a-t-il déclaré dans un entretien au Monde, mardi 11 août. « On verra la fin de cette guerre, peut-être, lorsque les combattants seront fatigués de se battre. »

Quant à une intervention militaire de l'Occident, M. Turk l'estime « improbable ». Interrogé sur les initiatives du groupe de contact, il dit constater « que leurs envoyés divers et variés projettent de temps à autre de l'optimisme, basé sur ce que je ne sais quoi ». Selon l'ambassadeur slovène, les six pays membres du groupe de contact ont fait « preuve de beaucoup d'individualisme et le résultat jusqu'à maintenant a été une série d'initiatives mal coordonnées et une multiplication d'envoyés spéciaux ». Pour M. Turk, l'attitude américaine semble « peu claire ». Ils comptent peut-être, dit-il, « sur une solution à la Dayton [les accords de Dayton, aux Etats-Unis, avaient mis fin à la guerre en Bosnie] pour ce conflit. C'est possible ». Il ajoute toutefois que Washington semble moins réticent « depuis quelques jours à voir le Conseil s'impliquer » dans la crise du Kosovo.

De plus en plus de diplomates à l'ONU se posent des questions sur les véritables motivations des pays membres du groupe de contact. « Même si les Russes n'ont pas d'intérêt particulier au Kosovo », explique un diplomate occidental de rang élevé qui requiert l'anonymat, c'est un endroit « où ils peuvent encore montrer qu'ils

comptent ». Quant à l'opposition de la Russie à l'adoption d'une résolution autorisant l'usage de la force par l'OTAN, ce diplomate se demande si cette opposition « n'arrange pas en vérité les Américains qui n'ont pas du tout envie de garantir l'application d'un plan éventuel de paix, ce qu'ils seront obligés de faire si jamais ils interviennent militairement au Kosovo ». « Et, poursuit notre interlocuteur,

Violents combats dans l'Ouest

De très durs combats ont eu lieu, mardi 11 août, dans la région de Djakovica, à l'ouest du Kosovo. Des milliers de séparatistes albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) opposaient « une très, très forte résistance » aux forces serbes dans le village de Glodjane, selon des sources serbes qui estiment que l'UCK dispose dans l'ouest du Kosovo, près de la frontière avec l'Albanie, de son dernier bastion réellement organisé, après avoir subi dernièrement une série de défaites dans d'autres parties de la province. Des responsables policiers de la région ont indiqué que la plupart des combattants qui ont fui la région de Malisevo fin juillet s'étaient réfugiés vers l'ouest et se trouvaient à présent dans un triangle délimité par les villes de Pec, de Klina et de Djakovica. Toujours dans l'Ouest, la police assiège depuis le 26 juillet quelque 700 rebelles, ainsi que plusieurs centaines de civils, dans le village de Junik. - (AFP)

que voulez-vous que des pays comme le Bahreïn, le Costa Rica ou encore le Kenya fassent, alors que des pays européens directement concernés ne peuvent ou ne veulent rien faire ? »

Cependant, pour la première fois, en dépit des réticences russes, le Conseil de sécurité de l'ONU a mis directement en cause la Serbie en « déplorant l'usage excessif de la

force par les forces de sécurité de Belgrade ». Dans une déclaration à la presse, mardi, le président du Conseil de sécurité a aussi appelé à un cessez-le-feu « immédiat » en rappelant « les engagements pris » par le président yougoslave, Slobodan Milosevic, envers la communauté internationale. Lors de la réunion à huis clos du Conseil, treize des quinze pays membres ont exprimé « sans ambiguïté » leur indignation devant les violations des droits de l'homme par les forces serbes. Peu de pays ont cependant soutenu l'ambassadeur français, Alain Dejammet, dans sa proposition d'adoption d'une résolution menaçant Belgrade d'une opération militaire.

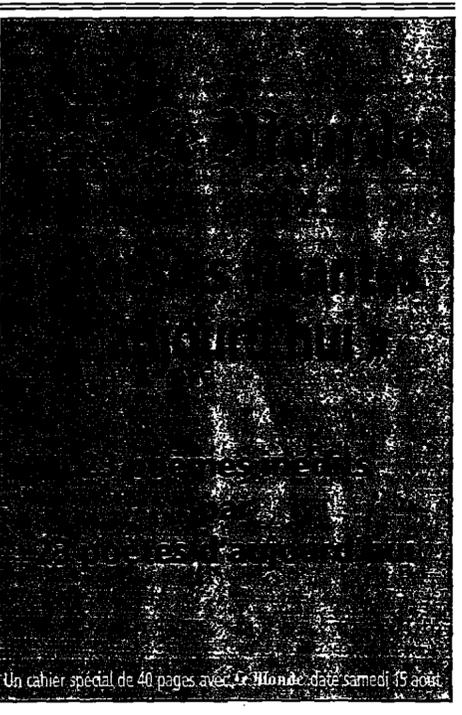
Pour la Chine, le conflit au Kosovo reste « une affaire intérieure », hors de la compétence du Conseil. Moscou, pour sa part, reste fermement opposé à l'adoption d'une résolution autorisant l'usage éventuel de la force par l'OTAN. Selon le représentant russe, la situation au Kosovo « n'est pas blanche ou noire ». Que le Conseil penche d'un côté, estime Youri Fedotov, serait traduit dans la région comme un appui aux Albanais du Kosovo. Par ailleurs, bien que des informations sur l'existence de « charniers » ne soient pas confirmées, plusieurs délégations membres du Conseil ont fait état de leurs préoccupations à ce sujet. Le secrétaire général de l'ONU a pour sa part condamné, mardi, « la politique de terre brûlée » des forces serbes. Kofi Annan « condamne de telles pratiques et presse les forces de sécurité de la RFY de ne pas se livrer à de tels actes de destruction gratuits ».

M. Annan se dit aussi « extrêmement préoccupé » par la situation humanitaire. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, plus de 200 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de la RFY depuis le début du conflit, en février. « La communauté internationale risque une fois de plus de se trouver placée dans une position où elle ne peut réagir que sur les symptômes d'un conflit par

l'intermédiaire de ses organismes humanitaires », écrit le secrétaire général dans son dernier rapport sur le Kosovo. Etant donné « la composition ethnique des pays voisins, je ne peux que me montrer pessimiste face à la situation », écrit M. Annan. Il conclut son rapport en demandant au Conseil de sécurité d'examiner la question du Kosovo « non pas de manière isolée », mais en prenant « pleinement en considération le vaste contexte régional dans lequel elle s'inscrit ». Présenté au Conseil de sécurité mardi, le rapport du secrétaire général relève que l'em-

bargo sur les armes, décrété en mars par le Conseil, et qui interdit la fourniture d'armes à la République fédérale de Yougoslavie, n'a pas été respecté. Selon le secrétaire général, les grandes organisations régionales européennes « qui avaient pourtant déclaré » leur volonté de contribuer activement à la surveillance de l'embarco ont manqué de leur responsabilité : « Le montant global des contributions annoncées ne permet pas de mettre en place un régime global de surveillance », écrit-il.

Afsané Bassir Pour



Un cahier spécial de 40 pages avec les Mondes date samedi 15 août

Gro Harlem Bruntland, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé « L'OMS doit impérativement améliorer l'efficacité de son action sur le terrain »

Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis le 21 juillet, Mme Gro Harlem Bruntland, ancien premier ministre norvégien, a succédé au Japonais Hiroshi Nakajima

dont la gestion a été très critiquée. La nouvelle directrice souhaite entreprendre une réforme en profondeur d'une organisation qui vient de bénéficier d'une aide de 2,5 millions de dollars

(15 millions de francs) versée par la Fondation Rockefeller. Au-delà de l'action en faveur du tiers-monde, M^{me} Bruntland entend agir énergiquement dans la lutte contre le tabagisme.



GRO HARLEM BRUNTLAND

GENÈVE
de notre envoyé spécial
« Vous avez à plusieurs reprises, depuis votre récente entrée en fonction, souligné votre volonté de réformer en profondeur l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de « tourner la page », de « créer la différence ». Quel diagnostic a pu vous conduire à un tel objectif ? Dans quel état avez-vous trouvé cette organisation que vous allez diriger, et que l'on dit à bout de souffle ?

« Je n'ai pas encore établi de diagnostic précis et définitif. Pour autant, j'avais préparé, avant mon arrivée à ce poste, avec l'équipe de transition que j'avais constituée ces derniers mois, une série de mesures afin d'améliorer au plus vite l'action de l'OMS sur le terrain ; afin de mesurer, aussi, l'impact des activités de cette organisation. En d'autres termes, j'ai acquis la conviction que l'on peut notablement améliorer l'efficacité de ces activités, en mettant notamment un terme au cloisonnement qui, jusqu'ici, prévalait entre les différents programmes.

« Il nous faut impérativement améliorer le fonctionnement « horizontal » au sein de l'organisation, associer au plus vite les savoir-faire et trouver des apports externes. Nous disposons pour cela de ressources qui sont limitées, alors

constituant une sorte de cabinet, et qui disposeront à ce titre d'un véritable pouvoir. J'ai voulu, dès le départ, fixer certains principes éthiques qui devront impérativement être respectés, et ce afin qu'il n'y ait aucun doute, aucune suspicion par la suite. Quant à savoir si ces principes n'ont pas été respectés par le passé ou auraient pu ne pas l'être, il faut rappeler que de telles règles n'étaient pas évidentes pour tout le monde il y a une vingtaine d'années. Ces règles ne se sont naturellement imposées en tant que directives éthiques reconnues par tous que de manière progressive.

« Faut-il néanmoins voir dans vos déclarations une dénonciation des pratiques qui auraient pu exister du temps de votre prédécesseur, le docteur Hiroshi Nakajima ?

« Sur ce point, il y a eu, il est vrai, des accusations précises. Étaient-elles fondées ou non ? Quelle que soit la réalité des faits reprochés, il s'agit pour moi de fixer ces principes éthiques pour que, à l'avenir, les choses soient plus claires et que l'on puisse prévenir l'émergence de ce type de problèmes.

« Souhaitez-vous conserver le mode actuel de fonctionnement de l'OMS, et notamment son financement, qui se caractérise par un budget régulier bisannuel, actuellement de 842 mil-

spécifiques, mais aussi, peut-être, d'inciter les États membres à envisager une augmentation du budget régulier de l'Organisation, qui est, comme vous le savez, en croissance zéro depuis près de quinze ans.

« Quel défi vous donnez-vous pour retrouver cette crédibilité vis-à-vis des pays bailleurs de fonds et de la « famille onusienne » ?

« L'un des membres de mon cabinet est en charge de cette question. Nous sommes très préoccupés par la problématique de l'évaluation de notre action. Nous tenterons d'y répondre avec tous les apports possibles, qu'ils viennent de l'intérieur de l'OMS ou de l'extérieur. Cette tentative d'évaluation vient de débuter. Dans quelques mois, notre nouvelle manière de travailler sera claire pour tous. Nous pourrions alors commencer à procéder à des évaluations concrètes. Bien évidemment, en ce qui concerne l'impact véritable de notre politique sur les indicateurs sanitaires, il faudra plus de temps, mais c'est clair : nous parviendrons bientôt à mesurer l'efficacité de notre action.

« Y a-t-il, de votre point de vue, des conflits majeurs, fondamentaux, opposant, dans le tiers-monde, l'OMS à l'Unicef, à la Banque mondiale ou, plus largement, à l'ensemble de la famille onusienne ?

« Nombre de membres de cette famille onusienne passent, dans le champ de la santé, trop de temps et d'énergie à trouver des arguments de manière à s'opposer les uns aux autres, à justifier leur action, leur existence. Faut-il rappeler qu'il s'agit là de la santé des populations de la planète parmi les plus défavorisées ? Nous n'avons aucun temps à perdre et devons en finir avec la duplication des connaissances, des efforts et des dépenses d'énergie.

« Regrettez-vous que la lutte contre la pandémie de sida soit aujourd'hui traitée par Onusida, c'est-à-dire une agence onusienne qui se situe en dehors de l'OMS ?

« Soyons pragmatiques. Cette scission s'est produite il y a quelques années, les décisions ont été prises. Il nous faut faire avec, et œuvrer au mieux pour que la lutte

internationale contre cette maladie virale n'en pâtisse pas. Pour ce qui nous concerne, je vais tout mettre en œuvre pour que l'un des aspects de la lutte internationale contre cette maladie virale porte au plus vite sur l'amélioration de la sécurité transfusionnelle.

« Votre dynamisme centralisateur laisse-t-il un avenir aux différents bureaux régionaux de l'OMS, dont l'action a été, ces dernières années, souvent très controversée ?

« Je pense que ces bureaux ont encore un avenir, à condition que nous parvenions tous ensemble à établir une coordination étroite et que l'OMS centralise son action et parle enfin d'une seule voix. Nous devons impérativement améliorer, là encore, l'efficacité de l'action sur le terrain, et en finir définitivement avec les doubles emplois. Pour ce qui concerne l'Afrique, le déplacement du bureau régional à Harare ne peut être qu'une situation provisoire, ce bureau devant revenir, dès que la chose sera possible, à Brazzaville.

« Nous devons obtenir une baisse de la consommation mondiale de tabac »

« Vous avez à plusieurs reprises souligné l'ampleur du fléau mondial que constitue la consommation de tabac. Sous votre autorité, l'OMS va-t-elle effectivement partir en guerre contre les multinationales du tabac ?

« Nous ne partons pas en guerre contre les fabricants, mais contre les conséquences sanitaires de la consommation de tabac et tout particulièrement celle des plus jeunes, de plus en plus touchés par ce fléau, comme les pays du tiers-monde, souvent démunis pour organiser, politiquement, la lutte au service de la santé publique. Pour autant, le combat doit être global, et nous devons obtenir à l'échelon mondial une baisse de la consommation. Différentes voies sont possibles. Nous les étudions actuellement et nous allons travailler directement en collaboration avec les gouvernements, user de notre autorité et de notre mandat pour définir un code de conduite international vis-à-vis de la consommation de tabac, incluant notamment des dispositions législatives, des actions éducatives et la prohibition des incitations publicitaires. Oui, je rêve parfois d'un monde sans tabac.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Les inondations ralentissent la production industrielle chinoise

PÉKIN. Les inondations enregistrées cet été dans plusieurs régions de Chine ont d'ores et déjà causé un ralentissement de la croissance de la production industrielle, passée de 7,9 % sur un an en juin à 7,6 % en juillet, selon le bureau des statistiques. « La baisse industrielle en juillet tient principalement à l'énorme impact des inondations et aux fermetures d'entreprises » qui en ont résulté, a précisé le bureau. La province du Heilongjiang, dans le nord-est de la Chine, connaît les plus graves inondations de son histoire en raison de débordements multiples de la rivière Nen, affluent de la Sungari, à la suite de pluies torrentielles, selon diverses sources officielles. Un responsable a fait état de « plusieurs dizaines de morts » à la suite de glissements de terrain. Des digues se sont rompues sur des longueurs allant de 100 à 1 000 mètres. Une voie ferrée a été coupée près du chef-lieu provincial, Harbin, et l'armée s'efforce de colmater de nombreuses fuites dans le réservoir de Yibe, un ouvrage retenant quelque 70 millions de tonnes d'eau. Au centre de la Chine, en amont de Wuhan, un cinquième pic de crue se dessinait mardi sur le fleuve Yang-tseu. Dans la ville de Chongqing, au Sichuan, des glissements de terrain durant le dernier week-end ont fait 90 morts et 39 disparus. - (AFP, Reuters.)

Bill Clinton en visite à Moscou du 1^{er} au 3 septembre

MOSCOU. Le président américain Bill Clinton se rendra à Moscou pour un sommet avec son homologue russe Boris Eltsine du 1^{er} au 3 septembre, a annoncé le Kremlin, mardi 11 août. Le dernier sommet russo-américain remonte à mars 1997 à Helsinki. La réunion de septembre était prévue, mais sans date précise, car M. Clinton avait dit vouloir en lier la tenue à la ratification du traité de désarmement nucléaire Start II par la Douma, la Chambre basse du Parlement russe, qui est très réticente. La Douma craint, en effet, que ce traité, ratifié par le Sénat (Chambre haute) américain en 1996 et qui réduirait respectivement le nombre d'ogives nucléaires américaines et russes à 3 500 et 3 000 unités, ne donne un avantage stratégique aux États-Unis. Toutefois, d'autres inquiétudes, notamment la profonde crise économique que traverse la Russie et la nécessité d'une concertation sur la situation au Kosovo (sud de la Serbie), ont poussé la Maison Blanche à abandonner la demande concernant Start II, a-t-on indiqué de source américaine. Le vice-président américain Al Gore s'était rendu il y a trois semaines à Moscou pour préparer le sommet Eltsine/Clinton. - (AFP)

Tournée africaine de Charles Josselin, ministre français de la coopération

LE CAIRE. M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, a fait, mardi 11 août au Caire, un bilan mitigé de la tournée qu'il a menée à Nairobi et à Khartoum. Au cours de sa mission qui consistait à examiner les obstacles à l'aide destinée au Sud-Soudan déchiré par la guerre civile et la famine, M. Josselin a rencontré les responsables des organisations chargées d'acheminer l'aide, ainsi que le président soudanais Omar El Bechir et, au Caire, le chef des rebelles sudistes, le colonel John Garang. M. Josselin a estimé que la poursuite du cessez-le-feu restait incertaine, mais il a confié espérer que les prochaines négociations prévues à Nairobi entre Khartoum et les rebelles sudistes puissent aboutir à la paix, au lendemain de l'échec des négociations d'Addis-Abeba (entre la junte islamiste de Khartoum et la rébellion sudiste). - (Corresp.)

Le président colombien annonce la démilitarisation du sud du pays

BOGOTÁ. Le nouveau président colombien Andrés Pastrana a annoncé, mardi 11 août, la démilitarisation prochaine de plusieurs zones dans le sud du pays, selon le nouveau haut commissaire pour la paix en Colombie, Victor Ricardo. Cette démilitarisation, qui concerne cinq régions dans les départements du Meta et Caquetá (Sud-Est), était une des principales revendications de la guérilla, constituant un préalable à tout dialogue direct avec les autorités. Le président Pastrana, qui a pris ses fonctions officiellement vendredi dernier, succédant à Ernesto Samper, a souligné qu'il espérait que la guérilla s'engage à faire en sorte que ces régions ne se transforment pas en territoire libre pour le trafic de drogue. Cette crainte avait été évoquée par les militaires, pour qui le sud-est du pays constitue un des centres du trafic de drogue. Dès son discours d'investiture, Andrés Pastrana avait souligné que la priorité de son gouvernement était la recherche de la paix, dans un pays où les conflits armés durent depuis près de quarante ans. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ RUSSIE : les marchés russes sont à nouveau dans la tourmente. La Bourse de Moscou a chuté de plus de 9 %, mardi 11 août, déprimée par une brusque tension des taux d'intérêt et des rumeurs de dévaluation du rouble. Les taux ont gagné 30 à 40 points en une seule journée, touchant les 150 % sur les emprunts à neuf mois, alors que le taux principal de refinancement de la banque centrale reste fixé à 60 %. Devant le prix exorbitant du marché, le gouvernement a annulé mardi les adjudications de 6 milliards de roubles (1 milliard de dollars) qu'il s'apprêtait à lancer mercredi. - (AFP)

■ AZERBAÏDJAN : le ministre iranien des affaires étrangères a quitté Téhéran, mercredi 12 août, à destination de l'Azerbaïdjan pour une visite de trois jours destinée à des entretiens centrés sur le régime juridique et le partage des réserves pétrolières de la Caspienne, a indiqué Radio-Téhéran. Le ministre iranien se rendra ensuite au Turkménistan et au Kazakhstan, a précisé la radio. L'Iran a toujours affirmé, jusqu'à présent, souhaiter un partage commun des ressources énergétiques de la Caspienne et ne reconnaît pas les accords bilatéraux. - (AFP)

■ AFRIQUE DU SUD : l'Afrique du Sud a un rôle central à jouer dans la reprise du processus de paix israélo-palestinien, a estimé mardi 11 août, Yasser Arafat, le président de l'Autorité palestinienne après avoir rencontré, au Cap, le président Nelson Mandela. En visite officielle en Afrique du Sud, M. Arafat devait prendre la parole, mercredi, devant l'Assemblée nationale. « L'Afrique du Sud a une grande dette de reconnaissance envers M. Arafat », a affirmé M. Mandela en évoquant le soutien palestinien à la lutte anti-apartheid. Thabo Mbeki, le vice-président sud-africain, a, lui, accusé Benyamin Nétanياهو, le premier ministre israélien, de « temporiser » afin de mettre à exécution son programme plutôt que de chercher à construire la paix au Proche-Orient. - (Reuters, AFP)

■ SÉNÉGAL : 13 personnes ont été tuées et 8 autres blessées, mardi 11 août, en Casamance, dans le sud du Sénégal, lors de l'explosion d'une mine qui a détruit l'autocar à bord duquel elles circulaient, a fait savoir un responsable de cette région en proie à une agitation séparatiste. L'explosion s'est produite dans le village de Sindia, à 60 km de la capitale provinciale, Ziguinchor. - (Reuters.)

Un souci de déontologie et de transparence

La première action officielle du nouveau directeur général de l'OMS a été de mettre en place un « code de conduite » concernant « la divulgation des renseignements financiers ». En pratique, les responsables de haut niveau à l'OMS devront dévoiler « leurs intérêts financiers ou autres » et, si le docteur Bruntland le juge nécessaire, s'en priver dès lors que ces intérêts pourraient « affecter leur indépendance par rapport aux autorités extérieures ». Fout partie de ces « intérêts » la détention d'actions, d'obligations, les brevets et les postes de direction. Mettant personnellement en pratique cette volonté de transparence, M^{me} Bruntland a, en réponse aux questions du Monde, précisé le montant de son salaire et celui des membres de son cabinet. Le salaire annuel du directeur général de l'OMS est ainsi de 123 433 dollars (environ 740 000 francs) et celui de ses collaborateurs de niveau « directeur exécutif » de 78 390 dollars (470 000 francs) auxquels s'ajoute une allocation de membre de cabinet de 15 281 dollars (91 000 francs).

même que l'on découvre de plus en plus à quel point la santé a un rôle capital en matière de développement.

« Pourquoi avoir insisté, comme vous l'avez fait ces derniers jours, sur la nécessité, pour ceux qui travailleront avec vous, de respecter une nouvelle « éthique financière » ? Est-ce à dire que les investigations menées par votre équipe de transition ont mis au jour des faits contraires à cette éthique ?

« Je prends aujourd'hui la relève à la direction de l'OMS avec une équipe de dix personnes qui travailleront étroitement avec moi,

lions de dollars (plus de 5 milliards de francs), complété par des ressources d'un montant équivalent ou supérieur émanant de fonds extérieurs affectés à des programmes qui échappent plus ou moins à l'OMS ?

« Nous souhaitons augmenter les ressources disponibles, notamment en améliorant l'image et donc la crédibilité de l'OMS dans son ensemble grâce au décloisonnement de nos activités. Cela devrait permettre aux bailleurs de fonds extérieurs d'élargir la portée de leurs apports sans pour autant limiter ces derniers à certains programmes

Consensus sur l'interdiction des matières fissiles à la Conférence sur le désarmement des Nations unies

GENÈVE
de notre correspondante
Après des années de tergiversations et un blocage provoqué en 1995 par un veto des deux pays dits « du seuil », l'Inde et le Pakistan, la Conférence sur le désarmement des Nations unies a créé par consensus, mardi 11 août, un comité spécial chargé d'entamer immédiatement des négociations en vue d'un traité interdisant la

production de matières fissiles à des fins militaires, destinées à la fabrication d'armes nucléaires et d'autres dispositifs explosifs atomiques. Le traité devra être, comme l'a précisé déjà, le 24 mars 1995, le rapport Shannon (du nom du médiateur canadien), « non discriminatoire, multilatéral et internationallement et effectivement vérifiable ».

Il est à noter que ce traité a été conclu avec l'accord quasi enthousiaste de trois pays qui s'étaient presque, jusqu'au dernier moment, montrés réticents : l'Inde, le Pakistan et Israël. Ces pays ont finalement accepté la perspective d'arrêter leur production de matières fissiles et d'admettre une vérification internationale de leurs installations et de leurs stocks. Israël n'a fait connaître son accord que mardi matin. L'Inde l'a fait savoir à l'issue de ses explosions nucléaires du mois de mai, et le Pakistan le 30 juillet 1998. Israël avait d'ailleurs assorti son adhésion de réserves dont il se garde la possi-

bilité d'informer ultérieurement le comité spécial.

Il est indiscutable que la création de ce nouvel organe onusien revêt une importance de taille. Elle signifie qu'après le traité CTBT interdisant les essais nucléaires - lesquels avaient pour objectif de permettre le perfectionnement de la qualité des armes les plus meurtrières - le traité sur l'interdiction de la production des matières fissiles aura pour effet de restreindre la quantité de ces armes.

En outre, ce comité spécial permettra de relancer une mécanique de négociations multilatérales sur le désarmement en panne depuis la conclusion du traité CTBT, le 24 septembre 1996.

■ RENDRE L'ESPOIR
Les experts de la Conférence sur le désarmement se sont donc félicités de la création de ce nouveau comité qui, comme nous l'a déclaré la représentante de la France, l'ambassadrice Joëlle Bourgeois, « offre la chance d'un monde où

l'arme nucléaire subirait une contrainte supplémentaire et dans lequel une nouvelle donne stratégique pourrait être mise sous contrôle ». Pour sa part, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, avait, lors de son passage le 4 juin à Genève, affirmé que négocier l'arrêt de la production des matières fissiles « c'est rendre l'espoir, c'est démontrer que le régime de non-prolifération n'est pas encore sans vie, et qu'une dynamique l'habite encore ».

La France - comme les États-Unis d'ailleurs - a beaucoup œuvré en faveur de la création de ce nouveau comité spécial et a plaidé son dossier dans les principales capitales. Elle a également élaboré, de concert avec l'Égypte, une formule définitive de compromis qui a permis d'aboutir au consensus de ce 11 août. Le comité spécial a déjà mis en route ses consultations pour la nomination de son président.

Isabelle Victriac

2 nouveaux copieurs personnels Canon Chez Duriez
Sans antraxier, Compact et léger. Tout papiers. Canon FC 200 avec alimentation feuille à feuille 2 490 F TTC, FC 220 avec alimentation automatique 50 feuilles 3 490 F TTC.
Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8e 112 bd St-Germain Paris 6e

PARLEMENT
Les élections

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

PARLEMENT La campagne pour le renouvellement triennal du Sénat, qui concerne cette année, en métropole, les départements de l'Ain à l'Indre, a déjà commencé. Dis-

crète, elle met en présence les candidats et les « grands électeurs », maires de petites communes et délégués des conseils municipaux des villes, auxquels les premiers font au

moins une visite, sans distinction d'étiquettes, avant le scrutin du 27 septembre. ● CETTE CAMPAGNE de « professionnels » a ses rites et ses usages, faits de conversations

courtoises, de calculs de voix silencieux, de propos parfois sibyllins de la part des maires, qui évitent de s'engager ouvertement. ● LES ÉLUS attendent de « leurs » sénateurs

qu'ils soient les porte-parole et les lobbyistes des intérêts du département, mais aussi qu'ils défendent les prérogatives et les ressources des collectivités locales.

Les élections sénatoriales, une affaire de « professionnels »

Quarante-sept mille élus locaux se rendront, le 27 septembre, aux chefs-lieux des départements de l'Ain à l'Indre afin d'élire, pour neuf ans, le tiers du Sénat. La campagne, discrète, mobilise la vaste troupe des maires et des conseillers municipaux

C'EST une campagne bien particulière, entre gens d'un même monde: celui des élus. « On a affaire à des personnes qui s'y connaissent. C'est un public exigeant, difficile à égarer. Une campagne de relations personnelles », raconte Gérard Fayolle (RPR), député sénateur de Dordogne en janvier 1997, en remplacement d'Yves Guéna, nommé au Conseil constitutionnel. « Il n'y a pas de bagarres, dit-il. Tout est toujours très feutré. »

Quand un candidat est de passage dans une commune, il invite tous les « grands électeurs », sans distinction d'étiquette. Le plus souvent, les maires des petites villes n'ont pas d'attachés politiques. C'est là qu'interviennent les relations personnelles du candidat. De toute façon, les « grands électeurs » ne sont pas gens agressifs. Conséquence paradoxale de cette affabilité polie: un candidat ne sait jamais trop qui va voter pour lui. Même si le gros des voix se répartit de manière prévisible entre gauche et droite, dans le secret de l'isoloir, tout peut arriver. « Il faut avoir du flair pour deviner », sourit M. Fayolle.

Le « grand électeur » manifeste rarement son enthousiasme et ne dévoile jamais son choix. Une visite dans une mairie ne se termine

pas par: « Je voterai, bien sûr, pour vous », mais plutôt par: « Vous me connaissez suffisamment... » Très sibyllin. Large de possibilités. « C'est une élection coquille », disent les Périgourdiens que rencontre M. Fayolle. Il raconte qu'un maire du coin lance toujours, en guise de conclusion: « Un vote, c'est un vote. » Hautement abscons. Le candidat sait que, de toute façon, « après l'élection, tous ceux que l'on rencontrera auront voté pour nous ».

Le travail de terrain consiste, le plus souvent, à écouter les doléances des maires de petites communes. Le statut de l'élu est fréquemment évoqué: le problème du recrutement des maires, souvent retraités ou fonctionnaires, mais, surtout, l'inquiétude au sujet de la trop lourde responsabilité pénale des maires et des mises en examen dont nombre d'entre eux ont fait l'objet ces dernières années. La réforme de la taxe professionnelle, annoncée le 22 juillet, est aussi un sujet de préoccupation - qui va payer? -, et la simplification administrative est toujours espérée.

Pour un élu, le sénateur doit jouer sur deux tableaux: à Paris, pour le soutien, et dans le département, où on aime le voir lors des fêtes et des manifestations, ou à la



réunion de travail sur la chasse. « Il veut une présence, résume M. Fayolle. Le député passe plus vite, il parle de politique en général. Nous, on parle de réalités locales et on doit être l'ambassadeur de ce monde rural à Paris. » C'est pas nous, les petits élus, qui pouvons aller à Paris », confirme le maire d'une petite commune. Henri Revol, sénateur (Rép. et Ind.) de

Côte-d'Or, constate que les élus locaux s'adressent volontiers à leur conseiller général ou à leur député pour obtenir une subvention, mais plutôt à leur sénateur pour défendre les prérogatives des collectivités locales. Xavier Darcos, maire de Périgueux, directeur du cabinet de François Bayrou lorsque celui-ci était ministre de l'éducation natio-

nale, se lance pour la première fois et fait campagne avec M. Fayolle. Il constate que les élus « veulent quelque chose de l'étoffe ». « Mais le revers de la médaille, ajoute-t-il, c'est qu'ils pensent souvent que cette personne doit être âgée pour faire l'affaire. En même temps, cette image commence à changer. Ils veulent aussi quelqu'un qui puisse valoriser leur région. »

UNE NOUVELLE IMAGE

M. Darcos reconnaît qu'« on a beaucoup vu de sénateurs arriver au Palais du Luxembourg en fin de carrière, pour y cultiver une préférence dorée ». Ses modèles se situent plutôt du côté de sénateurs élus jeunes et passés par les ministères, comme Jean Puech, sénateur de l'Aveyron à trente-huit ans, Jean-Pierre Raffarin, sénateur de la Vienne, ou Michel Barnier, sénateur de la Savoie. « Des types comme ça, on les écoute! » Et de citer aussi René Monory, président du Sénat, dont il résume la vie d'une formule: « Un garagiste devenu ministre et qui a transformé un champ de betteraves en Futuroscope. »

Les élus locaux balanceront donc entre l'ancienne image d'un Sénat fatigué et celle, nouvelle, qui semble percer sous la boulette de personnalités plus jeunes. « Un dé-

puté, c'est tout feu, tout flamme. Le sénateur sert à calmer le jeu », estime un élu, exprimant l'opinion la plus répandue. M. Darcos a d'ailleurs constaté assez rapidement que les élus locaux entendent mal un discours très novateur et moderne: « Ils se méfient. »

Un autre maire de petite commune juge, au contraire, que le Sénat « est souvent un frein » et ajoute que l'on devrait peut-être réfléchir à une autre façon de représenter les communes. Un troisième, rencontré au cours de leur tournée par MM. Fayolle et Darcos, proposait de faire du sénateur « une monnaie de transmission entre le monde rural et l'Europe, pour faire pression, puisqu'il a le temps et que ses interlocuteurs privilégiés sont les maires ». Ambassadeur à Paris, lobbyiste à Bruxelles... Le 27 septembre, les « grands électeurs » de chaque département renouvelable se rendront au chef-lieu pour voter. Premier tour le matin, second l'après-midi. Entre les deux, ils retrouvent pour déjeuner, et les candidats jouent leur va-tout en faisant la tournée des restaurants. Comme le résume Yves Guéna, « c'est un jour où l'on ne déjeune pas ».

Hélène de Virvieu

102 sénateurs à élire

● Sièges à pourvoir: le renouvellement du 27 septembre concerne les départements de la série A, de l'Ain à l'Indre (38 départements et 95 sièges); un département d'outre-mer, la Guyane (1 siège); deux territoires d'outre-mer, la Polynésie française (1 siège) et Wallis-et-Futuna (1 siège); 4 sièges de sénateurs représentant les Français établis à l'étranger. ● « Grands électeurs »: le collège concerné par ce renouvellement compte 47 068 personnes. Il s'agit des députés, des conseillers régionaux élus dans le département, des conseillers généraux et des délégués des conseils municipaux (environ 95 % du corps électoral). La majorité de ces députés reste issue des communes de moins de 1 500 habitants (plus de 80 % des communes). Cent cinquante membres élus du Conseil supérieur des Français à l'étranger élisent les sénateurs représentant les Français établis hors de France. ● Mode de scrutin: il se déroule à la majorité à deux tours, sauf dans les Bouches-du-Rhône et la Gironde, sous le régime de la représentation proportionnelle, de même que les quatre sièges de sénateurs de l'étranger.

Pour Pierre-Rémy Houssin, 405 mairies à visiter et 1 091 « grands électeurs » à rencontrer

BARBEZIEUX (Charente) de notre envoyé spécial Longtemps, la Charente a eu pour mascotte touristique l'escargot. Qui plus est, lové dans une charentaise, produit du cru éri-

REPORTAGE

Investi par le RPR, le président du conseil général de la Charente mise sur son expérience

gé en symbole national du pantoufflard. Ainsi prévenu, on est tenté d'aller à la rencontre de Pierre-Rémy Houssin - ses amis, dont Jacques Chirac, l'appellent « Pémé » -, président du conseil général depuis seize ans et ancien député, sans trop se presser. On a tort. En campagne pour les élections sénatoriales du 27 septembre, M. Houssin avance vite, au rythme de qui doit rendre visite aux 405 mairies du département et serrer la main de 1 091 « grands électeurs ». Dans la voiture, une photocopie de carte routière porte, tracé au feutre rouge, le parcours du jour. Sur la banquette arrière, un dossier gonflé de chemises en carton, chacune étiquetée soigneusement: « commune de... ».

Montchaude, une commune amie: le maire est vice-président du conseil général. Le candidat précise qu'aujourd'hui il ne s'agit que d'« une visite de courtoisie, mais surtout d'amitié ». Le maire et ses conseillers

écoutent; M. Houssin note, s'informe, compatit. « Le député a une circonscription, le sénateur un département », observe-t-il entre deux visites. Batu aux élections législatives de 1997, il a choisi de se présenter aux sénatoriales parce qu'il considère que ce mandat se marie bien avec celui qu'il a déjà, argument qu'il ne manque pas de faire valoir à chaque grand électeur rencontré. Guimès, le discours, tonique, se rode et se déroule selon un schéma qui sera peu malmené au cours de la journée. Primo: « Merci de nous recevoir pour cette visite de courtoisie. On se connaît bien... » Secundo: « Pourquoi ma candidature? » Là, il évoque la candidature sauvage d'Henri de Richemont, ancien député, vice-président du conseil régional Poitou-Charentes, qui n'a pas été investi par le RPR. « Pémé » insiste beaucoup sur sa légitimité d'« investi ». Deuxième argument, il a une bonne expérience de la vie locale: maire de Baignes-Sainte-Radegonde pendant vingt-quatre ans, membre du conseil général dès 1970, président depuis 1982. Avec franchise, il avoue que l'ambition le titille aussi, mais, après tout, c'est « le carburant de toute action » ou « le kérosène de la vie ».

DÉFENSE DES SUJETS LOCAUX

Tertio: dès la rentrée, il y aura de nombreux projets de loi à discuter, dont, notamment, celui sur l'aménagement du territoire, « qui nous concerne particulièrement ». M. Houssin met en avant son expérience de parlementaire et l'importance d'un mandat

national pour défendre des sujets locaux. « Si vous votez pour moi, vous votez pour du solide. Je serai l'interface entre les élus et Paris. » Et il ponctue, le poing sur la table, par un tonitruant « Voilà, monsieur le maire! Et vous la commune? Des projets? Pas trop de problèmes? » 10 heures à Saint-Palais-du-Né, 11 h 15 à Lagarde-sur-le-Né. Le maire a oublié de demander une subvention, à laquelle il a droit; le président du conseil général va arranger ça. Ce qu'il n'arrangera pas si facilement, et dont tous ses interlocuteurs lui parlent, c'est la mévente du cognac, principale ressource économique du département, dont dépendent, directs ou indirects, cinquante mille emplois. « Un sacré problème », lance le maire de Lagarde. « Et on n'est pas près d'en sortir », renchérit M. Houssin. Il fait ce qu'il peut pour aider les producteurs et les négociants à remettre cette boisson au goût du jour, en la faisant passer du digestif à l'apéritif. Il est intervenu pour qu'elle soit servie à la garden-party de l'Épuyssé, le 14 juillet...

A Lachaise, il est midi. Une table de conseillers municipaux l'attendent, dix paires d'yeux plantés sur le candidat. Le maire, « un ami », pourtant, est coriace: « Vous en avez du courage de vous présenter! » Le candidat hésite sur le sens qu'il doit donner à cette phrase. « Non, c'est un plaisir », choisit-il de répondre. « Ce qui nous chagrine, c'est que vous êtes plusieurs candidats... », reprend le maire. L'allusion à la candidature de M. de Richemont ne dé-

monte pas l'« investi », martial: « La discipline est la force des armées! » « Mais ça va peut-être aussi basculer de l'autre côté », insiste l'électeur récalcitrant, alors que les deux sièges sont aujourd'hui détenus par la droite.

CONTRE LES « TECHNOCRATES DE PARIS »

Il est temps de faire une pause pour déjeuner, courte, avant de reprendre la route vers Barbezieux, Brie-sous-Barbezieux, Angedoul. Dernier rendez-vous à 19 h 30. Sans se lasser, l'impétrant joue de sa voix, douce quand il écoute et prend note, forte quand il veut montrer qu'il s'est battu pour un projet, râleuse quand il évoque les « technocrates de Paris ». Les mains sont souvent de la partie: posées à plat sur la table, cognant sur le bois, sabrant les airs. Le cognac, toujours, mais aussi le tracé du TGV, les versements de la PAC, « toujours en retard en Charente ».

M. Houssin se rappelle que sa première campagne, en 1980, avait tourné court, puis-qu'il avait dû se désister en faveur du candidat UDF. Il avait alors quarante-huit ans. « C'était une campagne beaucoup moins professionnelle. Je les avais trop bouculés. » A soixante-six ans, dans ce canton de Barbezieux immortalisé par le romancier préféré de François Mitterrand, Jacques Chardonne, le président du conseil général a compris qu'une campagne sénatoriale doit paraître épouser le cours paresseux de la Charente.

H. de V.

DÉPÊCHES

● TOULON: Hubert Falco, sénateur et président du conseil général du Var (DL), a demandé, mardi 11 août, aux dirigeants de la droite de « mettre un terme au processus d'autodestruction » de l'opposition. « Alors que la gauche plastronne et que le Front national poursuit son travail de sape ». La veille, une nouvelle candidate à l'élection législative partielle de la première circonscription du Var s'était déclarée à droite: André Heymonet, membre du Mouvement des réformateurs de Jean-Pierre Soisson. Le RPR et l'UDF s'étaient mis d'accord sur la candidature de Marc Bayle (Le Monde date 12 août). ● UDF: Gilles de Robien, député (UDF) de Somme et maire d'Amiens, souhaite un renforcement de l'union « entre libéraux et centristes » au sein de l'UDF, dans un entretien publié par Le Figaro du 12 août. « Le libéralisme, ce n'est pas qu'une théorie économique, selon M. de Robien. C'est un projet de société. Il y a le libéralisme économique et le libéralisme de cœur, auquel nous adhérons. » ● FRONT NATIONAL: Claude Billard (PCF) demande, dans une lettre à Lionel Jospin datée du 10 août, « ce qu'il compte » entreprendre pour lever l'« affront » de National Hebdo, qui réclamait « des rafles et des camps de concentration » pour les sans-papiers (Le Monde du 8 août). « Quelles mesures va prendre votre gouvernement afin que l'extrême droite propagandiste du nazisme ne puisse plus utiliser de façon répugnante une situation vécue si douloureusement? », demande M. Billard, membre du bureau national du PCF. ● RADIOLOGUES: la lettre-clé « ZI », fixant les tarifs des actes des radiologues, va baisser de 13,5 %, passant ainsi à 9,47 francs en France métropolitaine, selon un arrêté paru mercredi 12 août au Journal officiel. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, avait présenté, le 29 juillet, un plan pour l'assurance-maladie, imposant aux radiologues 450 millions de francs d'économies.

La CGT hostile aux conclusions du rapport Malinvaud

LE RAPPORT d'Edmond Malinvaud sur les charges patronales de Sécurité sociale (Le Monde du 6 août) continue à susciter des réactions très contradictoires parmi les syndicats et la classe politique. La principale proposition de l'ancien directeur général de l'Insee - la réduction durable des charges jusqu'à des salaires d'environ 13 600 francs brut - est vivement critiquée par Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, et la Fédération nationale des accidentés du travail (FNATH), alors que Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF-Alliance de l'Assemblée nationale, l'approuve. Dans un communiqué publié mardi 11 août, M. Viannet rappelle que, « depuis plusieurs années, la CGT souligne la nécessité de réformer les cotisations patronales et de parvenir à un mode de calcul favorisant l'emploi, le développement des qualifications et la croissance ». Or le rapport « ne répond à aucun de ces objectifs », note-t-il. « Loin

de clore le débat (...), il l'enferme dans une suite de partis pris et rend urgente et indispensable l'ouverture d'une réelle concertation. » M. Viannet demande « d'autres approches, d'autres rapports », la CGT ayant toujours été favorable à l'extension de l'assiette des cotisations à la valeur ajoutée des entreprises.

UN PAS EN ARRIÈRE

Le secrétaire général de la CGT estime que M. Malinvaud part du « postulat contestable et contesté selon lequel le coût du travail est responsable du fort taux de chômage ». Or les allègements de cotisations patronales n'ont pas fait, selon lui, « la preuve de leur efficacité pour créer des emplois ». Il juge « certain qu'une telle démarche aurait pour conséquence de tirer tous les salaires vers le bas, d'encourager la non-reconnaissance des qualifications » et « de pénaliser le travail qualifié ». Pour sa part, la FNATH estime que le rapport constitue

« un pas en arrière », la Fédération des accidentés du travail ayant toujours préconisé un élargissement des sources de financement de la « Sécurité ».

Ce n'est pas l'avis de M. Douste-Blazy. Dans un entretien publié par Les Echos du 12 août, il déclare que « le rapport Malinvaud confirme ce que les socialistes ne voulaient pas admettre: les charges sur les salaires sont trop élevées en France et constituent un frein à l'emploi ». L'ancien ministre de la culture juge que le projet de réduire les cotisations sur les bas salaires et de les relever sur les rémunérations plus élevées « n'est pas acceptable ». « Je ne dis pas non à la progressivité, à condition qu'elle ne soit pas brutale », explique-t-il. Le député UDF estime que le gouvernement a opéré « une volte-face » en reconnaissant que les charges sur les bas salaires sont trop élevées, et que c'est « l'aveu de l'échec des 35 heures et des emplois-jeunes ».

MASTERS ESG

12 formations de 3ème cycle en alternance pour titulaires Bac+4 et plus et cadres

- FINANCES
● AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION
● GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
● ASSURANCES ET PATRIMOINES
● FISCALITÉ, DROIT DES AFFAIRES
● GESTION DES ENTREPRISES
● MARKETING
● COMMERCE INTERNATIONAL
● TOURISME ET LOISIRS
● EUROPEAN MBA
● AMERICAN MBA
● LATIN AMERICAN MBA

Ecole Supérieure de Gestion
25, rue Saint-Ambréose 75011 Paris
Tel : 01 53 36 44 00
Fax : 01 43 55 73 74
Internet : http://www.esg.fr

مركزنا من لاجل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

ENVIRONNEMENT La canicule et la pollution à l'ozone qui frappent le continent européen depuis quatre jours, ont suscité des réactions contrastées dans les pays

européens. ● EN ALLEMAGNE, des mesures de restriction de la circulation ont été prises dans plusieurs Länder. La Grande-Bretagne et la Suisse n'envisagent pas de telles

mesures. ● EN FRANCE, où des records de chaleur pour un 11 août ont été battus dans plusieurs départements, vingt-deux villes ont dépassé le niveau d'alerte 2 de pollution à

l'ozone tandis que Bordeaux atteignait presque le niveau 3. ● LA MINISTRE de l'environnement, Dominique Voynet, a annoncé, dans un entretien au Figaro du mercredi

12 août son intention « de lancer une réflexion avec le Conseil national de l'air sur l'évolution du dispositif de riposte aux différents niveaux d'alerte ».

L'Europe lutte dans le désordre contre la pollution à l'ozone

Face à la vague de chaleur, les différents pays ont recours à des réglementations très diverses. Plusieurs Länder allemands ont décidé des restrictions de circulation. En France, le ministère de l'environnement envisage un abaissement du niveau 3 qui impose la circulation alternée

BONN, LONDRES, ROME, BERNE, ATHÈNES
de nos correspondants

La vague de chaleur et de pollution de l'air par l'ozone qui s'est abattue sur l'Europe ces derniers jours a provoqué des réactions contrastées sur le continent, témoignant de l'absence totale d'harmonisation.

● En Allemagne, ce n'était pas arrivé depuis plus de vingt ans. Les Allemands ont appris, mardi 11 août, par les radios et télévisions, qu'ils n'auraient pas le droit d'utiliser leur sacro-sainte voiture mercredi 12 août. La température a frôlé mardi les 40 degrés dans les vallées du Rhin ou du Neckar. Pendant vingt-quatre heures, à partir de six heures du matin, la circulation a été interdite en Hesse (région de Frankfurt), dans le Bade-Wurtemberg (région de Stuttgart, de l'autre côté de la frontière française), la Rhénanie-Palatinat (Trèves), la Sarre, quatre régions qui comptent à elles toutes plus de 20 millions d'habitants.

Seuls les véhicules non polluants munis d'un pot catalytique - plus de 60% du parc automobile, selon le ministère fédéral de l'environnement - ont le droit de circuler. A condition toutefois de posséder la « pastille verte » allemande, facturée dix marks (33 francs). Le gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie, le land le plus peuplé d'Allemagne avec 18 millions d'habitants, où la cote d'alerte a aussi été franchie, devait décider dans la matinée de mercredi d'interdire ou

non la circulation. Le ministère de l'environnement, dirigé par les Verts, était pour, tandis que le ministre des transports, géré par le SPD, premier responsable de ce genre de décision, était beaucoup plus réticent. En cas d'interdiction, environ 40 millions d'Allemands, soit près de la moitié de la population, seraient concernés.

C'est la première fois que la loi fédérale sur l'ozone, adoptée en juillet 1995 pour unifier les réglementations disparates des seize États fédéraux (les Länder), est appliquée en Allemagne. Le pays a adopté trois niveaux d'alerte : à 180 microgrammes d'ozone par mètre cube d'air (mg/m³), la population doit être informée, on conseille de ne pas circuler. A 240 mg/m³ tombe l'interdiction de circuler, l'objectif étant d'empêcher d'atteindre la limite des 360 mg/m³. Ces seuils sont inférieurs à ceux fixés en France (respectivement 130 mg/m³, 180 mg/m³ et 360 mg/m³).

La loi est vivement critiquée par les défenseurs de l'environnement et l'opposition au gouvernement Kohl, qui la juge insuffisante, eu égard notamment aux nombreuses dérogations existantes. Taxis, transports en commun, ambulances et médecins, véhicules des services publics ou militaires, véhicules pour handicapés, camions transportant des animaux ou des biens périssables peuvent circuler, même sans pot catalytique. C'est aussi le cas des travailleurs qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun ainsi que des touristes

étrangers et des vacanciers allemands, qui devront toutefois justifier à la police de la nécessité de leurs déplacements.

● En Grande-Bretagne, le vice-premier ministre et ministre de l'environnement, John Prescott,

l'adoption des mesures de restriction de la circulation à Paris par Dominique Voynet avait suscité quelques réactions d'auto-satisfaction outre-Manche : on considèrerait alors que la pollution était plus sérieuse de l'autre côté du Channel et

Bruxelles à l'heure de la voiture propre

Le programme européen « Auto-oil », proposé par la Commission de Bruxelles en 1996 et adopté à l'unanimité en juin 1997 lors d'un conseil de ministres de l'environnement des Quinze, prévoit une réduction des émissions polluantes pour les nouveaux modèles de voitures : réduction de 20 % à 40 % pour l'oxyde d'azote et les hydrocarbures, de 30 % à 40 % pour le monoxyde de carbone et de 35 % pour les particules fines émises par les moteurs diesel. A l'horizon 2005, une étape supplémentaire porterait la réduction de la pollution automobile à 60 % du niveau actuel.

L'essence plombée devra être retirée du marché en 2000 mais des dérogations ont été prévues pour les États membres dont le parc automobile est ancien. Actuellement en cours d'examen par le Parlement européen et le conseil des ministres, ce programme « Auto-oil », qui a fait l'objet d'un premier accord entre ces deux instances le 29 juin, devrait être adopté définitivement en septembre.

envisage des mesures drastiques - y compris financières - contre la circulation automobile. Celles-ci devraient être couplées à un plan visant à améliorer le fonctionnement d'un réseau de transports publics vieillissant et souvent inadéquat. Ces propositions ont soulevé de vives protestations des organisations d'automobilistes mais ont satisfait les écologistes.

Pour l'heure, les Britanniques n'appliquent pas de mesures restrictives à la circulation en cas de pollution caractérisée. En 1997,

que l'Angleterre était protégée par son insularité. On s'est cependant rapidement rendu compte que si la réglementation française devait être appliquée en Grande-Bretagne, elle serait un nombre de jours bien plus grand qu'en France.

● En Italie, les Romains restés en ville peuvent se tranquilliser. Au répertoire du « bureau de la pollution » de la ville, une voix rassurante annonce que « dans les jours qui viennent, aucune limitation de trafic n'est prévue ». En principe, cette mesure extrême est commu-

niquée 24 à 48 heures à l'avance. Depuis le début du mois d'août, le niveau d'ozone a dépassé plusieurs fois le seuil d'« attention », premier pas vers l'alerte « rouge ». Les douze centrales qui veillent sur la pollution dans la capitale italienne sont en état d'alerte. Quand elles signalent trois jours de suite un niveau d'« attention », l'interdiction de la circulation devient automatique, en général de 15 heures à 20 heures. Ce n'est pas le cas à Milan où, même si le niveau d'« attention » a été atteint pour la troisième fois de suite, la municipalité a simplement invité les habitants à « limiter l'usage de l'automobile ainsi que la sortie dans les heures chaudes de la journée, surtout pour les enfants et les personnes âgées ».

A Gênes, en revanche, le centre-ville a été interdit de circulation mardi 11 août et pourrait l'être encore dans les jours qui viennent. Une interdiction qui concerne tous les véhicules non équipés de pots catalytiques y compris les deux-roues, une première en Italie.

● En Suisse, mardi 11 août, la température s'est élevée en moyenne autour de 35 degrés. La Confédération n'a plus eu aussi chaud depuis au moins trois ans, mais on est encore loin des 39 degrés relevés à Bâle, le 2 juillet 1952. Dans l'ensemble, peu de dispositions particulières ont été prises. La mesure la plus spectaculaire a été annoncée à Bâle où les élèves des écoles de la ville se sont vu octroyer un « congé de chaleur » mardi après-midi, au lendemain de la

rentrée des classes. Depuis l'adoption, en 1985, de l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air, la Suisse encourage les mesures à long terme plutôt que les dispositifs d'alerte. Des dispositions ont été prises pour généraliser l'introduction du pot catalytique et promouvoir les transports publics et le seuil limite de sécurité pour l'ozone a été fixé à 120 mg/m³ d'air, le plus bas du continent européen.

Selon l'Office fédéral de l'environnement des forêts et du paysage, cette politique a déjà permis de « réduire significativement le taux de l'ozone de 25 % à 40 % environ ».

● En Grèce, la canicule a provoqué, au début et à la fin juillet, un regain de pollution dans le bassin athénien (4 millions de personnes, pour une population nationale de 10 millions d'habitants). Les 2 et 29 juillet, les cotes d'alerte du dioxyde d'azote et de l'ozone (respectivement 400 mg/m³ et 180 mg/m³) ont été dépassées, sous des températures à chaque fois supérieures à 40 degrés. A aucun moment les seuils d'urgence (500 mg/m³ pour le dioxyde d'azote, 25 mg/m³ pour le monoxyde de carbone et 360 mg/m³ pour l'ozone) n'ont été franchis. A Athènes, le gouvernement a imposé depuis 1982 un système de circulation alterné dans le centre de la capitale.

Arnaud Leparmentier, Patrice De Beer, Salvatore Aloise, Jean-Claude Buhner et Didier Kunz

La ville de Bordeaux a frôlé un pic de pollution de niveau 3

DE NOUVEAUX records de chaleur ont été battus, mardi 11 août, dans plusieurs villes, notamment de l'est de la France. A Strasbourg (Bas-Rhin) le thermomètre a atteint 36,2 degrés. Le précédent record pour le même jour (31,2 degrés) remontait à 1997. A Besançon, le thermomètre a affiché 36 degrés, contre 34,3 degrés en 1919. Le record historique dans cette ville a été atteint le 28 juillet 1921 avec 40,3 degrés. Le record remontant au 31 juillet 1983, a en revanche été égalé à Nancy (Meurthe-et-Moselle), avec une température de 37,6 degrés. La canicule a également sévi à Metz, avec 37,8 degrés, contre 37,7 le 27 juin 1947. Le mercure a grimpé jusqu'à 40 degrés dans deux départements bourguignons, l'Yonne et de la Nièvre.

Fortes chaleurs, absence de vent et circulation automobile : les éléments étaient réunis pour que des pics de pollution à l'ozone supérieurs au niveau 2 d'alerte (180 microgrammes par mètre cube d'air) se reproduisent dans vingt-deux villes. Avec 300 microgrammes par mètre cube d'air, Bordeaux a été la ville la plus polluée, mardi 11 août, frôlant le niveau 3 d'alerte (360 mg/m³). Lyon (289 mg/m³) et Paris (271 mg/m³) suivent. La capitale en est à son quatrième jour consécutif de pollution, ce qui ne s'était jamais produit auparavant. Le niveau 2 d'alerte a été dépassé pour la cinquième journée consécutive à Strasbourg.

Un pic de pollution de l'air par l'ozone de niveau 2 a été atteint, samedi 8 août, à Saint-Etienne, mais le grand public n'en a été informé que deux jours plus tard, contrairement à ce que prévoit la loi. La direction de l'Anpasel, le réseau de contrôle de la qualité de l'air de Saint-Etienne et du département de la Loire a fait savoir qu'elle n'avait pas de fonctionnaire de permanence pendant le week-end. Cet oubli devrait être réparé le week-end prochain.

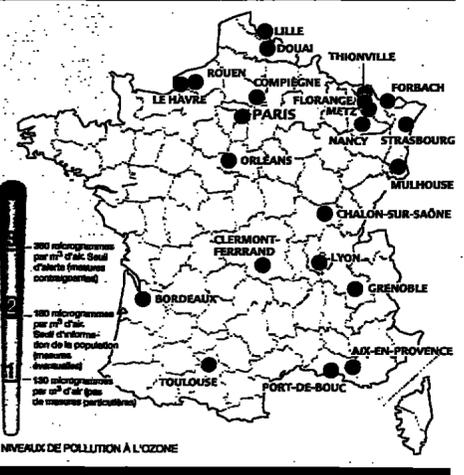
A Paris, la préfecture de police a reconduit pour la journée de mercredi les mesures anti-pollution qu'elle avait décidées dès le samedi 8 août. La vitesse de 44 771 voitures a été contrôlée, le 11 août, et

895 procès verbaux ont été dressés. Alerté par « l'état d'épuisement et de déshydratation » des SDF dans la capitale, Médecins du Monde (MDM) a lancé, mardi, un appel aux Parisiens pour qu'ils apportent au siège de l'association des bouteilles d'eau minérale qui devaient être redistribuées aux sans domicile fixe.

Le parquet d'Épinal (Vosges) a ouvert, mardi 11 août, une information judiciaire pour rechercher les causes du décès d'un ouvrier qui a succombé après avoir travaillé toute une matinée en pleine chaleur. Pris d'un malaise dans l'hôtel où il séjournait, il est mort au centre hospitalier de Nancy (Meurthe-et-Moselle), dans la nuit de lundi à mardi. Une autopsie devra déterminer s'il est mort d'une insolation.

Météo France prévoyait une amélioration de la situation, mercredi, dans l'ouest et le nord du pays. En revanche, la région parisienne et l'est devaient connaître un nouvel épisode de pollution, avant l'arrivée, jeudi, du vent et des orages qui devraient rafraîchir l'atmosphère.

22 villes en état d'alerte de niveau 2



Le ministère de l'environnement envisage un abaissement des seuils d'alerte

LA MINISTRE de l'environnement, Dominique Voynet, a annoncé, dans un entretien au Figaro de mercredi 12 août, son intention « de lancer une réflexion avec le Conseil national de l'air, sur l'évolution du dispositif de riposte aux différents niveaux d'alerte ». Le ministère de l'environnement envisage en effet d'abaisser le seuil d'alerte à la pollution du niveau 3 (360 microgrammes d'ozone par m³ d'air) au niveau 2 (180 microgrammes) ce qui aurait pour conséquence d'enclencher plus tôt les mesures de restriction de la circulation. Le Conseil national de l'air, une instance consultative présidée par Jean-Félix Bernard, est favorable à cette mesure.

L'abaissement du seuil d'alerte de niveau 3 au niveau 2 est notamment réclamé par Corinne Lepage,

dans Le Figaro. L'ancienne ministre de l'environnement du gouvernement Juppé, auteur de la loi sur l'air adoptée en décembre 1996, estime qu'« il faut passer à la vitesse supérieure en prenant des mesures contraignantes dès le niveau 2 ».

« UNE MESURE NÉCESSAIRE »

« On devrait mettre en place la circulation alternée et l'utilisation de la pastille [verte] à l'alerte 2 au lieu d'attendre le niveau 3, affirme M^{me} Lepage. Cela permettrait de réduire de 15 % le trafic. Le gouvernement a pris une mesure en limitant ces deux dispositions alors que le pic 3 se produit assez rarement. »

L'efficacité des seuils en vigueur, également contestée par les écologistes, a récemment conduit le gouvernement à abaisser les seuils

d'alerte de niveau 2 pour le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre. Dominique Voynet a également affirmé que son ministère prépare « tout un train de mesures, en plus du dispositif d'urgence : contrôles techniques renforcés, rendements des chaudières urbaines, achats de véhicules par les flottes publiques ou les collectivités locales ».

La ministre de l'environnement a aussi souligné que « les pics [de pollution] ne doivent pas masquer la priorité essentielle : réduire la pollution chronique - la pollution de "fond" - que subissent quotidiennement nos concitoyens ». Pour Dominique Voynet, cette démarche passe par la réduction du trafic automobile en ville et le développement de transports moins polluants.

Un enfant de dix ans retrouvé ligoté dans un immeuble à Paris

DANS la cour pavée, Madeleine, l'une des dernières locataires du vieil immeuble, montre du doigt les quatre appartements dont les fenêtres n'ont pas encore été murées. « Avant que le bâtiment ne soit racheté par la Mairie de Paris, il y avait des locataires partout. Depuis, il y en a qui sont partis ou qui ont été relégués, d'autres qui sont morts. » Au troisième étage, deux fenêtres portent encore des rideaux. C'est dans ce deux-pièces de la rue de Crimée, à Paris, que la gardienne a retrouvé, samedi 8 août vers 15 heures, un petit garçon de dix ans ; ses poignets étaient attachés avec un fil électrique qui s'enroulait aussi autour de sa gorge. « S'il bougeait, il s'étranglait », rapporte la gardienne. Sur le corps du garçon, des traces de coups, des brûlures et des cicatrices anciennes.

Hospitalisé d'urgence à l'hôpital Robert-Debré, Radouane, originaire d'Algérie, a expliqué aux enquêteurs de la brigade des mineurs qu'il était séquestré depuis quatre ans par deux sœurs, des parentes éloignées à qui sa famille algérienne avait confié. L'enfant était logé tour à tour dans l'appartement de Fatima, sa « mère adoptive » de soixante ans et dans celui de Yamina, la « tante » de soixante-deux ans, chez qui il a été retrouvé.

Les deux femmes, qui occupent l'immeuble depuis des années, sont bien connues de leurs deux autres voisines. « On les croise parfois dans l'escalier, raconte Madeleine. On aidait Fatima à remplir ses papiers. »

Dans le quartier, on se souvient de cette vieille dame qui ne parlait pas un mot de français et qui sortait rarement de chez elle, comme de sa sœur plus jeune, qui vivait de ses « consultations » de voyance-marabout, au gré des visites qu'elle recevait. « Il y a deux ou trois ans, je l'avais déjà vue avec un petit garçon qui s'appelait Radouane et qu'elle avait fait venir d'Algérie, se souvient un commerçant. C'était son fils adoptif. Après, je ne l'ai plus revu. Elle m'a dit qu'il était rentré à bus et qu'elle continuait à envoyer

de l'argent à sa famille. » Dans l'immeuble, personne n'arrive à croire à cette affaire, révélée mardi 11 août par Le Parisien.

« Les fenêtres étaient toujours ouvertes et on ne l'a jamais entendu ni crier, ni pleurer, rien »

« Ce garçon, on ne l'a jamais vu, témoigne Madeleine. Les fenêtres étaient toujours ouvertes, et on ne l'a jamais entendu, ni pleurer, ni crier, rien. » « C'est impossible qu'il soit resté quatre ans enfermé, venchât un commerçant. Je l'ai vu quand il est arrivé le premier jour, il y a quelques années. Il était bousillé d'un peu partout, sur le visage, les mains. Il avait déjà des blessures, des bosses sur la tête, comme s'il s'était battu avec d'autres gamins. »

Les deux sœurs ont été déstabilisées lundi 10 août devant le parquet. Elles ont expliqué aux policiers qu'elles devaient attacher l'enfant parce qu'il « cassait tout » et « allumait le gaz ». Mises en examen pour séquestration et actes de barbarie, elles ont été écrouées à la prison de Fleury-Mérogis. Pour l'instant, les enquêteurs ne disposent d'aucun élément supplémentaire pour corroborer les déclarations de Radouane, qui doit encore passer des examens physiques et psychologiques avant d'être confié à un foyer ou à une famille d'accueil.

Dans la cour désertée par les policiers et les journalistes, Madeleine discute avec Marie-Josée, en surveillant un petit caniche blanc. « J'espère que je vais bientôt pouvoir déménager, soupire-t-elle. Qu'est-ce que je peux faire pour avoir un beau logement ? Je voudrais aller dans le douzième, à la porte Dorée, ou près du château de Vincennes. J'en ai marre du dix-neuvième. »

Alexandre Garcia

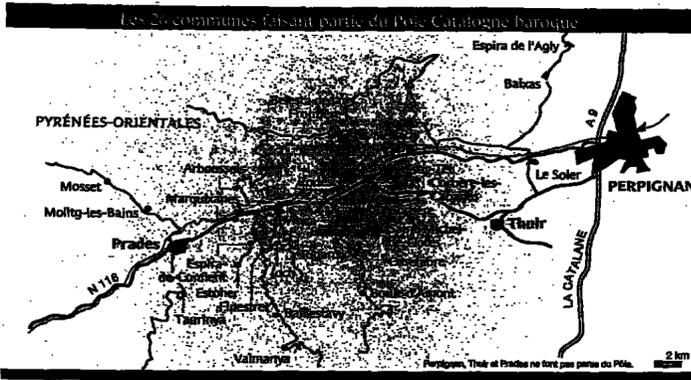
مركز من راجل

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

Le patrimoine devient le levier du développement local

La Datar lance une nouvelle formule d'économie régionale : les pôles d'économie du patrimoine (PEP), une trentaine de projets pour mettre en valeur l'architecture, le paysage ou l'histoire. Riche de ses trésors préservés, la Catalogne baroque illustre cette nouvelle politique



Les 20 communes faisant partie du Pôle Catalogne baroque

Malgré ces premiers résultats honorables, Marc Puig ne cache pas l'ampleur de la tâche encore à accomplir pour que le PEP « Catalogne baroque » atteigne son rythme de croisière. « L'important, dit-il, était de donner une identité à la vallée et de créer une logique de rassemblement entre les communes. Il était essentiel aussi de s'inscrire dans une logique de créativité, seule susceptible de faire douger une population à qui il est nécessaire de présenter des résultats. Un important travail de communication reste à faire : nous sommes sur l'axe Ardres-Fort-Romeu, où passent treize millions de véhicules par an. Autant de passagers qu'il s'agit d'informer pour les inciter non seulement à passer mais à revenir et s'arrêter. »

Le PEP a déclenché une dynamique prometteuse pour les communes-membres (à moyen terme, leur nombre pourrait atteindre la trentaine, chiffre limite pour une bonne gestion). Les élus, au départ quelque peu méfiants, admettent dorénavant qu'il peut être un véritable instrument de développement économique au travers d'un tourisme culturel de qualité, mis en place grâce à la mobilisation autour de projets communs de l'ensemble du corps social local et du tissu économique. Un « plus » pour l'apprentissage de l'intercommunalité.

Faire avaliser par les élus et la population de la vallée, comme on le souhaite à la Datar, « la nécessité

d'une vision contemporaine du patrimoine, tournée vers l'avenir et capable de ne pas se limiter à la simple préservation des sites » n'était pas évidente. « Le baroque n'est pas facile à vendre même s'il peut constituer une locomotive pour d'autres secteurs culturels », reconnaît Jean-Claude Groussard, pour qui « il y a un effort considérable à faire pour aménager le triple patrimoine culturel de la région, non seulement pour les touristes, mais pour les habitants eux-mêmes ». « Nous avons en possession d'un miroir d'eux-mêmes », ainsi que le souligne joliment Olivier Poisson, inspecteur général des monuments historiques et responsable du comité scientifique de l'Hospitalet.

La création d'un atelier de restauration des retables, dont la plupart sont en péril, est vivement souhaitée par la DRAC qui soutient également le projet de faire entrer la région, grâce au Pôle, dans le réseau national des pays d'art et d'histoire. L'heure n'est certes pas encore au bilan. Mais la Datar en choisissant l'agreste petite station thermale de Mollat-les-Bains pour accueillir récemment les Premières rencontres nationales des PEP a déjà donné comme un satisfait aux différents acteurs du programme de la « Catalogne baroque ».

AB Habib

à l'ozone

La Datar lance une nouvelle formule d'économie régionale : les pôles d'économie du patrimoine (PEP), une trentaine de projets pour mettre en valeur l'architecture, le paysage ou l'histoire. Riche de ses trésors préservés, la Catalogne baroque illustre cette nouvelle politique

ILLE-SUR-TÊT (Pyrénées-Orientales) de notre envoyé spécial

Les Pyrénées-Orientales s'enorgueillissent d'un exceptionnel patrimoine roman, bien connu des amateurs de cette architecture religieuse médiévale et des touristes qui aiment la Côte radieuse et la Côte vermeille. Mais sait-on aussi que ce flanc sud du Roussillon - département du bout du monde hexagonal - recèle des trésors insoupçonnés de l'art religieux baroque (du XVI^e au XVIII^e siècle), qui transforment la moindre petite église de village en mini-conservatoire du patrimoine catalan ? Près de 1 000 retables ont été répertoriés. Ce patrimoine va de la peinture à la sculpture en passant par l'orfèvrerie et les textiles. C'est, en quelque sorte, un condensé séculaire du savoir-faire artistique populaire, miraculeusement préservé des vicissitudes de l'histoire.

Espira-de-Confient, Marquixanes, Bains, Saint-Michel-de-Lotes, Bèstès... sont disséminés dans la vallée de la Têt, dans l'arrière-pays perpignanais au pied du Canigou. Dans un périmètre qui englobe plaine, vallée, montagne à quelques encablures de la mer, des dizaines de villages, dont certains ne dépassent pas 200 ans, vivent, plutôt mal que bien, de l'air du temps, victimes de leur enclavement et de la déprise agricole, comme du départ des jeunes vers les grandes villes. Mais les élus sont conscients depuis peu que les richesses patrimoniales, dont ils sont les dépositaires un peu embarrassés, peuvent être source de retombées économiques et un moyen de les sortir de l'ornière somnolente dans laquelle ils ont glissé.

En 1985, à l'initiative de la commune d'Ille-sur-Têt, est créé un centre d'art sacré dans les murs du miraculeusement préservé Hospitalet d'Ille, un ancien hospice datant du Moyen Âge et classé monument historique, afin d'assurer l'étude, la conservation, la gestion et la mise en valeur du patrimoine d'objets mobiliers et d'œuvres d'art du Ribéral et du Confient. Malgré des débuts prometteurs, le centre rencontre rapidement des difficultés budgétaires et ressent le besoin de se donner une assise professionnelle. Une étude lancée avec l'aide du ministère de la culture montre alors la nécessité d'un réajustement de la stratégie d'ensemble avec le sou-

ot de dix ans retrouvés un immeuble à Paris

avait annulé une délibération du conseil municipal qui approuvait la révision du plan d'occupation des sols (POS) afin d'accueillir le CET, aujourd'hui installé sur 42 hectares. Le tribunal a également annulé deux arrêtés préfectoraux autorisant, l'un, le détachement des lieux, l'autre, l'exploitation du site par la Soval. Le juge administratif a motivé ces décisions par l'insuffisance de l'étude d'impact réalisée en 1993. « C'est vrai qu'à l'origine, nous avons sous-estimé le sous-sol, avoue Jean-Pierre Morot, directeur général de la société, mais nous avons fait les travaux ensuite, au-delà même de la simple réglementation. »

Mobilisation contre une décharge « exemplaire » en Gironde

BORDEAUX de notre correspondant

Du 8 au 11 août, quelques dizaines de personnes ont manifesté sous un soleil de plomb devant une décharge d'ordures ménagères à Lapouyade, dans le nord de la Gironde. « La loi doit être respectée, la décharge doit être fermée », pouvait-on lire sur des pancartes de fortune. Ils demandaient à l'exploitant du centre d'enfouissement technique (CET), la Soval, filiale de Vivendy (ex-Générale des eaux), tout simplement de respecter la loi et les décisions de justice.

Le 4 août, suite aux recours d'une association opposée à cette décharge, le tribunal administratif

CORRESPONDANCE

Une lettre du préfet de Corse

A la suite de notre article « Polémique en Corse autour de la base marine du futur parc marin des bouches de Bonifacio » (Le Monde du 4 août), M. Bernard Bonne, préfet de Corse, tient à apporter les précisions suivantes :

1) Je n'ai pas saisi le procureur de la République d'une plainte, mais d'une demande de démolition d'une construction édifiée en complète illégalité dans une zone inconstructible. Car comme vous le savez, seule l'autorité judiciaire peut ordonner la démolition d'une construction.

2) Le procureur de la République n'a aucune compétence pour annuler un acte administratif, comme l'écrit votre correspondant. La base nautique a été édiflée sur le fondement d'une « autorisation de travaux » déclarée par le maire de Bonifacio qui n'avait pas qualité pour le faire, les permis de construire sollicités par des établissements publics étant délivrés uniquement par le préfet. L'imbroglie juridique décrit par M. Silvani n'existe donc pas.

3) « Le petit bâtiment » évoqué par votre correspondant représente une superficie de plus de 400 m². Le bâtiment préexistait

La gestion du patrimoine ne doit pas se limiter à la simple préservation des sites

Le PEP est devenu un office de tourisme sous forme d'établissement public industriel et commercial, avec un budget de fonctionnement d'environ 5 millions de francs. « Nous sommes une véritable entreprise publique, souligne Marc Puig, son directeur, avec un effectif total de 34 postes dont 4 emplois-jeunes créés en 1998. » Outre sa vocation à mettre en place des actions mêlant les différents éléments du patrimoine - naturel, préhistorique, médiéval, baroque -, le PEP entend également diversifier son action selon quatre axes : recherche de clientèle thermique, activités de nature et plein air, mise en valeur de la viticulture, l'agriculture et la gastronomie, et enfin gestion des sites. Le Pôle assure déjà la gestion quotidienne du site naturel des Orgues et de l'Hospitalet d'Ille, du château-musée de Bèstès et du musée de l'Agriculture de Saint-Michel-de-Lotes. Ces lieux ont généré 70 000 entrées payantes en 1997. Quant au patrimoine mobilier des églises, il est progressivement inventorié en liaison avec le service de l'inventaire général.

18 projets pour commencer, 12 autres en 1998

Le CONCEPT de Pôle d'économie du patrimoine (PEP) a été défini, lors du CIAT (Comité interministériel d'aménagement du territoire) réuni le 20 septembre 1994, sur la base de trois critères : un territoire, un patrimoine, un projet global de développement. C'est donc avant tout un projet de territoire, mais sa définition est suffisamment large pour permettre à chaque acteur responsable d'agir de la manière la plus adaptée aux données locales. La seule contrainte de procédure tient dans l'obligatoire étude préalable financée par l'Etat.

Passée la phase d'études, le dispositif est d'une très grande souplesse dans la pratique, une large initiative étant laissée aux différents acteurs locaux. La France est potentiellement l'un des pays européens le plus riche en héritage patrimonial, qu'il soit historique, architectural, naturel ou animal. Quinze mille communes, soit 40 % du total, ont sur leur territoire un monument historique protégé. Les communes de moins de 5 000 habitants regroupent près des deux tiers de ce parc. Environ 24 000 monuments et près de 7 000 édifices sont dans des communes de moins de

REPUBLICQUE DU CAMEROUN

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA PRIVATISATION DE LA CAISSE NATIONALE DE REASSURANCE (CNR)

Dans le cadre du programme de restructuration et de privatisation des entreprises du secteur public et parapublic, le Gouvernement du Cameroun souhaite créer avec des investisseurs privés, une nouvelle société de réassurance appelée à remplacer la Caisse Nationale de Réassurance, établissement public. A ce titre, un appel d'offres international est ouvert pour la recherche d'un investisseur de référence qui acquerra au moins 51% des actions de la nouvelle entreprise. Le montant minimal du capital est fixé à 1 milliard de FCFA (FF 10 millions ou USD 1,67 million).

Aux côtés de l'actionnaire ou groupe d'actionnaires de référence de la nouvelle société, des cédantes locales sont disposées à participer au capital et à soutenir par des sessions volontaires et régulières d'affaires.

L'investisseur ou groupe d'investisseurs de référence devrait être un assureur reconnu pour sa compétence, son professionnalisme, sa réputation internationale et disposant d'une surface financière solide. Toutefois, le gouvernement Camerounais acceptera une société financière ou industrielle ne réunissant pas ces caractéristiques dans les conditions précisées dans la note de présentation et les termes de référence.

Le Cameroun, plaque tournante de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), offre aux investisseurs des possibilités d'accès aux marchés des pays voisins.

Les investisseurs potentiels pourront procurer une note de présentation détaillée au sujet de cette privatisation, en français ou en anglais, ainsi que des documents nécessaires pour soumettre leurs offres en contactant :

Monsieur OBAM-MBOM Samuel, Directeur des Contrôles Economiques et des Finances Extérieures, Ministère de l'Economie et des Finances, B.P. 24, Yaoundé (Cameroun) Téléphone : (237) 22 49 53 ou (237) 22 19 63 ou (237) 21 49 75 Télécopieur : (237) 23 35 22 ou (237) 23 34 85 ou (237) 23 35 27

ou Monsieur ONONEMANG Georges, Chef de Division des Assurances, Ministère de l'Economie et des Finances, B.P. 24, Yaoundé (Cameroun) - Téléphone : (237) 22 21 09

Les offres devront être reçues au plus tard le lundi 21 septembre 1998 au Ministère de l'Economie et des Finances aux adresses indiquées ci-dessus.

REPUBLICQUE DU CAMEROUN

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA PRIVATISATION DE LA CAISSE NATIONALE DE REASSURANCE (CNR)

Dans le cadre du programme de restructuration et de privatisation des entreprises du secteur public et parapublic, le Gouvernement du Cameroun souhaite créer avec des investisseurs privés, une nouvelle société de réassurance appelée à remplacer la Caisse Nationale de Réassurance, établissement public. A ce titre, un appel d'offres international est ouvert pour la recherche d'un investisseur de référence qui acquerra au moins 51% des actions de la nouvelle entreprise. Le montant minimal du capital est fixé à 1 milliard de FCFA (FF 10 millions ou USD 1,67 million).

Aux côtés de l'actionnaire ou groupe d'actionnaires de référence de la nouvelle société, des cédantes locales sont disposées à participer au capital et à soutenir par des sessions volontaires et régulières d'affaires.

L'investisseur ou groupe d'investisseurs de référence devrait être un assureur reconnu pour sa compétence, son professionnalisme, sa réputation internationale et disposant d'une surface financière solide. Toutefois, le gouvernement Camerounais acceptera une société financière ou industrielle ne réunissant pas ces caractéristiques dans les conditions précisées dans la note de présentation et les termes de référence.

Le Cameroun, plaque tournante de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), offre aux investisseurs des possibilités d'accès aux marchés des pays voisins.

Les investisseurs potentiels pourront procurer une note de présentation détaillée au sujet de cette privatisation, en français ou en anglais, ainsi que des documents nécessaires pour soumettre leurs offres en contactant :

Monsieur OBAM-MBOM Samuel, Directeur des Contrôles Economiques et des Finances Extérieures, Ministère de l'Economie et des Finances, B.P. 24, Yaoundé (Cameroun) Téléphone : (237) 22 49 53 ou (237) 22 19 63 ou (237) 21 49 75 Télécopieur : (237) 23 35 22 ou (237) 23 34 85 ou (237) 23 35 27

ou Monsieur ONONEMANG Georges, Chef de Division des Assurances, Ministère de l'Economie et des Finances, B.P. 24, Yaoundé (Cameroun) - Téléphone : (237) 22 21 09

Les offres devront être reçues au plus tard le lundi 21 septembre 1998 au Ministère de l'Economie et des Finances aux adresses indiquées ci-dessus.

A. H.

مذاهب من الامل

DISPARITIONS

■ ANGELO PRONTERA, philosophe italien, est mort d'un infarctus le 30 juillet, à l'âge de cinquante-trois ans.

de la revue Esprit. On doit également à Angelo Prontera des travaux sur Pierre Leroux et les socialismes français.

■ RODOLPHE ZAVATTA, clown, est mort samedi 8 août à Romorantin (Loir-et-Cher) des suites d'un problème cardiaque.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 10-mardi 11 août sont publiés :
● Sénatoriales : un décret convoquant le 27 septembre les collèges électoraux pour l'élection de sénateurs dans les départements de la série A (Ain à Indre), dans les territoires de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna, ainsi que dans les départements de Haute-Loire et du Puy-de-Dôme ; un décret portant convocation au 27 sep-

tembre du collège électoral pour l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France.

● Défense : un arrêté portant création d'un comité pour la réforme et l'innovation administratives.

● Education : un arrêté portant nomination au comité des travaux historiques et scientifiques.

● Assurances : un arrêté portant nomination au Conseil national des assurances.

Le Monde des livres sur Internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde

... également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr

... sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/min)

« COMPRENDRE »

Une collection de cédéroms de poche du Monde diplomatique

AU PRIX EXCEPTIONNEL DE 110 F

La mondialisation

Stratégies globales des firmes multinationales, rôle des marchés financiers, des Etats et des grandes institutions internationales, impact des mutations technologiques...

Comprendre 1 La mondialisation



LE MONDE diplomatique

Articulés autour d'articles-clés du Monde diplomatique ou de Manière de voir, 21 dossiers analysent les conséquences sociales, écologiques et culturelles, au Nord comme au Sud, de la transformation de la planète en un gigantesque marché.

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à :

Le Monde diplomatique boutique, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.

Je désire recevoir _____ exemplaires du cédérom de poche La mondialisation au prix de 110 F (port inclus).

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Je joins mon règlement de _____ F par : Chèque bancaire

Carte bancaire n° _____ Expire fin _____

Signature obligatoire _____

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Cathy, Benoît et Marie MARCHAL ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël,

le 6 août 1998, à Paris.

3, clos Saint-Vigor, 78220 Viroflay.

Myrella RENE-CORAIL et Mérouafe DAMALLA sont heureux d'annoncer la naissance de

Kayodé Mnywa,

le samedi 8 août 1998, à 20 heures, à Vitry, 4.450 kg et 54 cm.

Félix, Jeanne et François-Xavier ont la joie d'annoncer la naissance de

Jonas ROTH,

le 8 août 1998, 8, rue Camille-Taban, 75018 Paris.

Décès

— André, son mari, Danièle, Pierre, Jean, ses enfants et leurs familles, Ses petits-enfants et arrière-petit-enfant,

M. et M^{me} Charles Benamon, son frère et sa belle-sœur, et leur fille Sophie, Les familles Benamon, Adan, Djim, Djiane, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

David Albert BENAMOU, dit Dab,

dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 13 août 1998, au cimetière parisien de Bagneux. On se réunira à l'entrée principale, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. Résidence des Blancs-Manteaux, 14, allée des Glycines, 91550 Grigny.

— Le président, Et les membres de l'association des chefs de service régionaux de la formation et du développement, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé collègue

Claude BENOIS, ingénieur général d'agronomie, survenu à Marseille, le 10 août 1998, à l'âge de soixante et un ans.

— M. Gilbert Compagnon, son épouse, Brigitte et Pierre Diegpois, Christophe Compagnon, ses enfants, Guillaume, Édouard, Charles, ses petits-enfants, M. et M^{me} Lucien Compagnon, ses beaux-parents, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Ses neveux, nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gilbert COMPAGNON, née Lucienne COLLOT, survenu le 5 août 1998, à Senlis, à l'âge de cinquante-trois ans.

Priez pour elle ! La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 12 août, en l'église de Plailly, sa paroisse.

13, rue du Muguet, 60128 Plailly.

— M. Elhabib Kerboub, son épouse, Patricia et Sonia, ses filles, Sofiane, son fils, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de leur épouse et maman bien-aimée,

Nicole KERBOUB, née MARCO, survenu dans sa soixante-deuxième année, à Lyon.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Fontainebleau, le vendredi 14 août 1998, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontainebleau.

40, rue d'Alhery, 75015 Paris.

— Dominique Laurette, son épouse, Pacôme et Florent Bouthillon, ses enfants, M^{me} Emilie Bouthillon, sa mère, Les familles Bouthillon, Laurette, Saravane, Dufour, Desmoulière, Nizay, Stemistotis et Lafaysse, Le personnel de l'entreprise Syvabat, ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

Vincent BOUTHILLON, survenu, le 30 juillet 1998, dans sa cinquième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 4 août, ses cendres dispersées en mer.

Que son sourire et sa joie de vivre restent inscrits au fond de nos cœurs.

Si vous souhaitez faire un geste en souvenir de Vincent, veuillez adresser un chèque libéré à l'ordre de la SNSM, que nous reverrons de sa part à la Société nationale de sauvetage en mer, 8, rue Eugène-Dupuy, 38000 Grenoble.

— Marie-Antoinette Viars, son épouse, Françoise et Laurent Chabot, Dominique Viars, ses enfants, Jean et Colette Viars, leurs enfants et petits-enfants, Claude Viars, Les enfants de Jacqueline et Georges Chaffard et leur petit-fils, Marie-Anoëlle Peretti, ses enfants et petits-enfants, Jeannette et François Mercury, leurs enfants et petits-enfants, Michèle Puybasset, ses enfants et petits-enfants, André Lavedan et son fils, Amélie-Antoinette et Pascal Pöll, leurs enfants et petits-enfants, Les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre VIARS, professeur à l'université Paris-VI, ancien chef de service du département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, survenu le 10 août 1998, à Portofino.

La levée de corps a lieu à Portofino, le mercredi 12 août, à 14 h 30. La cérémonie religieuse a lieu en l'église Saint-Pierre de Guitera, à 16 heures.

L'inhumation suivra dans le cimetière familial à Zevico. Ni fleurs ni couronnes. Marie-Antoinette Viars, Dominique de Privilgia, 2017 Cauro.

— Le département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, Ses anciens élèves, ont le regret de faire part du décès de

docteur Pierre VIARS, professeur à l'université Paris-VI, ancien chef de service du département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 10 août 1998, à Portofino, en Haute-Corse.

Ni fleurs ni couronnes. La levée de corps a lieu le 12 août, à 14 h 30, à Portofino.

— Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Le président de la commission médicale d'établissement de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, Le doyen, Les enseignants, Et le personnel de la faculté de médecine de la Pitav-Salpêtrière, Le directeur, Le président du comité consultatif médical, Et les membres de la commission de surveillance du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, ont le regret de faire part du décès, survenu le 10 août 1998, de

M. Pierre VIARS, professeur des universités, praticien hospitalier, consultant, ancien chef de département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière.

— Toute sa famille s'associe à Denise Sadek-Khalil, née Massouda, pour faire part de la mort de son fils, Amr SADEK-KHALIL, Alimé, survenu le 6 août 1998.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part. 40, rue d'Alhery, 75015 Paris.

— M. Diego Diaz et M^{me}, née Jeanne Salvy, M^{me} Marie Gallo, née Salvy, Le docteur et M^{me} Pierre Salvy, Le docteur et M^{me} Jean-Louis Salvy, ses enfants, Ses onze petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean SALVY, chirurgien urologue honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 8 août 1998.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 10 août, en l'église de Ramonville (Haute-Garonne).

Il repose désormais dans le caveau familial de Saint-Julia (Haute-Garonne), auprès de sa femme.

Madeleine SALVY.

— M^{me} Suzanne Vallée-Vignot, son épouse, Les familles Vallée, Vignot, Gourtay et Baudier, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel VALLÉE, avocat honoraire, survenu à Paris, le 10 août 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 août, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides (espérance des Invalides, Paris-7^e).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arrou (Eure-et-Loire), précédée d'une bénédiction, à 15 heures, en l'église de la commune.

18, rue des Ecoles, 75005 Paris.

— M^{me} Suzanne Vallée-Vignot, son épouse, Les familles Vallée, Vignot, Gourtay et Baudier, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel VALLÉE, avocat honoraire, survenu à Paris, le 10 août 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 août, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides (espérance des Invalides, Paris-7^e).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arrou (Eure-et-Loire), précédée d'une bénédiction, à 15 heures, en l'église de la commune.

18, rue des Ecoles, 75005 Paris.

— M. Gilbert Compagnon, son épouse, Brigitte et Pierre Diegpois, Christophe Compagnon, ses enfants, Guillaume, Édouard, Charles, ses petits-enfants, M. et M^{me} Lucien Compagnon, ses beaux-parents, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Ses neveux, nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gilbert COMPAGNON, née Lucienne COLLOT, survenu le 5 août 1998, à Senlis, à l'âge de cinquante-trois ans.

Priez pour elle ! La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 12 août, en l'église de Plailly, sa paroisse.

13, rue du Muguet, 60128 Plailly.

— M. Elhabib Kerboub, son épouse, Patricia et Sonia, ses filles, Sofiane, son fils, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de leur épouse et maman bien-aimée,

Nicole KERBOUB, née MARCO, survenu dans sa soixante-deuxième année, à Lyon.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Fontainebleau, le vendredi 14 août 1998, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontainebleau.

40, rue d'Alhery, 75015 Paris.

— Marie-Antoinette Viars, son épouse, Françoise et Laurent Chabot, Dominique Viars, ses enfants, Jean et Colette Viars, leurs enfants et petits-enfants, Claude Viars, Les enfants de Jacqueline et Georges Chaffard et leur petit-fils, Marie-Anoëlle Peretti, ses enfants et petits-enfants, Jeannette et François Mercury, leurs enfants et petits-enfants, Michèle Puybasset, ses enfants et petits-enfants, André Lavedan et son fils, Amélie-Antoinette et Pascal Pöll, leurs enfants et petits-enfants, Les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre VIARS, professeur à l'université Paris-VI, ancien chef de service du département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, survenu le 10 août 1998, à Portofino.

La levée de corps a lieu à Portofino, le mercredi 12 août, à 14 h 30. La cérémonie religieuse a lieu en l'église Saint-Pierre de Guitera, à 16 heures.

L'inhumation suivra dans le cimetière familial à Zevico. Ni fleurs ni couronnes. Marie-Antoinette Viars, Dominique de Privilgia, 2017 Cauro.

— Le département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, Ses anciens élèves, ont le regret de faire part du décès de

docteur Pierre VIARS, professeur à l'université Paris-VI, ancien chef de service du département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 10 août 1998, à Portofino, en Haute-Corse.

Ni fleurs ni couronnes. La levée de corps a lieu le 12 août, à 14 h 30, à Portofino.

— Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Le président de la commission médicale d'établissement de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, Le doyen, Les enseignants, Et le personnel de la faculté de médecine de la Pitav-Salpêtrière, Le directeur, Le président du comité consultatif médical, Et les membres de la commission de surveillance du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, ont le regret de faire part du décès, survenu le 10 août 1998, de

M. Pierre VIARS, professeur des universités, praticien hospitalier, consultant, ancien chef de département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière.

— Toute sa famille s'associe à Denise Sadek-Khalil, née Massouda, pour faire part de la mort de son fils, Amr SADEK-KHALIL, Alimé, survenu le 6 août 1998.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part. 40, rue d'Alhery, 75015 Paris.

— M. Diego Diaz et M^{me}, née Jeanne Salvy, M^{me} Marie Gallo, née Salvy, Le docteur et M^{me} Pierre Salvy, Le docteur et M^{me} Jean-Louis Salvy, ses enfants, Ses onze petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean SALVY, chirurgien urologue honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 8 août 1998.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 10 août, en l'église de Ramonville (Haute-Garonne).

Il repose désormais dans le caveau familial de Saint-Julia (Haute-Garonne), auprès de sa femme.

Madeleine SALVY.

— M^{me} Suzanne Vallée-Vignot, son épouse, Les familles Vallée, Vignot, Gourtay et Baudier, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel VALLÉE, avocat honoraire, survenu à Paris, le 10 août 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 août, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides (espérance des Invalides, Paris-7^e).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arrou (Eure-et-Loire), précédée d'une bénédiction, à 15 heures, en l'église de la commune.

18, rue des Ecoles, 75005 Paris.

— M^{me} Suzanne Vallée-Vignot, son épouse, Les familles Vallée, Vignot, Gourtay et Baudier, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel VALLÉE, avocat honoraire, survenu à Paris, le 10 août 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 août, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides (espérance des Invalides, Paris-7^e).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arrou (Eure-et-Loire), précédée d'une bénédiction, à 15 heures, en l'église de la commune.

18, rue des Ecoles, 75005 Paris.

— M. Gilbert Compagnon, son épouse, Brigitte et Pierre Diegpois, Christophe Compagnon, ses enfants, Guillaume, Édouard, Charles, ses petits-enfants, M. et M^{me} Lucien Compagnon, ses beaux-parents, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Ses neveux, nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gilbert COMPAGNON, née Lucienne COLLOT, survenu le 5 août 1998, à Senlis, à l'âge de cinquante-trois ans.

Priez pour elle ! La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 12 août, en l'église de Plailly, sa paroisse.

13, rue du Muguet, 60128 Plailly.

— M. Elhabib Kerboub, son épouse, Patricia et Sonia, ses filles, Sofiane, son fils, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de leur épouse et maman bien-aimée,

Nicole KERBOUB, née MARCO, survenu dans sa soixante-deuxième année, à Lyon.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Fontainebleau, le vendredi 14 août 1998, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Fontainebleau.

40, rue d'Alhery, 75015 Paris.

— Marie-Antoinette Viars, son épouse, Françoise et Laurent Chabot, Dominique Viars, ses enfants, Jean et Colette Viars, leurs enfants et petits-enfants, Claude Viars, Les enfants de Jacqueline et Georges Chaffard et leur petit-fils, Marie-Anoëlle Peretti, ses enfants et petits-enfants, Jeannette et François Mercury, leurs enfants et petits-enfants, Michèle Puybasset, ses enfants et petits-enfants, André Lavedan et son fils, Amélie-Antoinette et Pascal Pöll, leurs enfants et petits-enfants, Les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre VIARS, professeur à l'université Paris-VI, ancien chef de service du département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, survenu le 10 août 1998, à Portofino.

La levée de corps a lieu à Portofino, le mercredi 12 août, à 14 h 30. La cérémonie religieuse a lieu en l'église Saint-Pierre de Guitera, à 16 heures.

L'inhumation suivra dans le cimetière familial à Zevico. Ni fleurs ni couronnes. Marie-Antoinette Viars, Dominique de Privilgia, 2017 Cauro.

— Le département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, Ses anciens élèves, ont le regret de faire part du décès de

docteur Pierre VIARS, professeur à l'université Paris-VI, ancien chef de service du département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 10 août 1998, à Portofino, en Haute-Corse.

Ni fleurs ni couronnes. La levée de corps a lieu le 12 août, à 14 h 30, à Portofino.

— Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Le président de la commission médicale d'établissement de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, Le doyen, Les enseignants, Et le personnel de la faculté de médecine de la Pitav-Salpêtrière, Le directeur, Le président du comité consultatif médical, Et les membres de la commission de surveillance du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière, ont le regret de faire part du décès, survenu le 10 août 1998, de

M. Pierre VIARS, professeur des universités, praticien hospitalier, consultant, ancien chef de département d'anesthésie-réanimation du groupe hospitalier Pitav-Salpêtrière.

— Toute sa famille s'associe à Denise Sadek-Khalil, née Massouda, pour faire part de la mort de son fils, Amr SADEK-KHALIL, Alimé, survenu le 6 août 1998.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part. 40, rue d'Alhery, 75015 Paris.

La deuxième révolution Gutenberg

Créer une bibliothèque librement et gratuitement sur Internet. C'est le projet d'un America.com... par les éditeurs...

A... (Large vertical advertisement on the right side of the page)

Partez en vacances avec Le Monde

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES.

• Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la page de votre journal).

• Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au crédit des numéros servis dans le mois.

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES. Retournez nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

Form with fields for name, address, and payment method (check or bank card).

Date et signature obligatoires:

Form with fields for vacation details, including dates, location, and contact information.

مركزاً من الرأسمالية

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les Etats-Unis, apprentis sorciers

ENTRE la victoire, ces dernières quarante-huit heures, de la milice ultra-islamiste des talibans en Afghanistan et les attentats anti-américains en Afrique orientale, il y a, apparemment, peu de rapports. A y regarder de plus près, on trouve, cependant, entre les deux événements, le fil des liens dangereux que Washington peut entretenir avec l'islamisme. Comme si la manière dont se déroula, en Afghanistan, l'un des derniers conflits de la guerre froide nourrissait, aujourd'hui, la campagne de terreur que mènent contre les Etats-Unis certains groupes fondamentalistes musulmans. L'armée soviétique fut défaite en Afghanistan, qu'elle quitta en février 1989, par des Moudjahidins armés et financés par l'Amérique. Vainqueurs, et largement dominés par les fondamentalistes musulmans, ils n'auront de cesse de se battre les uns contre les autres. Ils ont martyrisé la population afghane et, ce faisant, ouvert la voie aux talibans. Ceux-ci figurent parmi les plus rétrogrades des islamistes. Ils sont soutenus par deux alliés des Etats-Unis : le Pakistan et l'Arabie saoudite. Un moment, Washington eut quelques faiblesses à leur égard : on les imaginait seuls capables - ce qui pourrait, hélas, être le cas - de ramener un peu d'ordre dans un pays susceptible de jouer un rôle important dans l'acheminement du pétrole d'ex-Astie soviétique. Seulement, fidèles à leur idéologie, les talibans abritaient aussi en Afghanistan l'un des hommes soup-

Une mémoire doit-elle en chasser une autre ?

par Myriam Revault d'Allonnes

L A mémoire est une activité sélective. Elle trie, elle choisit, elle rejette. Elle veut ou ne veut pas oublier, elle peut ou ne peut pas se souvenir. Mais l'aptitude au souvenir est indissociable de la capacité d'oubli. Entendons par là que l'oubli n'est pas le contraire de la mémoire. Comme le disait Nietzsche, l'oubli est une force qui permet de transformer et d'assimiler le passé, de cicatriser ses plaies, de réparer ses pertes, de reconstruire les formes brisées.

communisme, en novembre 1997, portait essentiellement sur deux éléments : le premier était celui de la légitimité d'une démarche qui homogénéise deux types de criminalité en estimant le nombre global de victimes et en additionnant les millions de morts violents (dans les chambres à gaz, par les purges, la famine, les massacres). Mais qu'en est-il vraiment des conditions de possibilité d'une démarche comparative ? Comment des régimes totalitaires peuvent-ils à la fois présenter des traits comparables et être uniques ? Question fondamentale, qui ne sera pas abordée ici.

par lequel le sujet réussit à surmonter la perte d'un être cher. Le deuil est normalement la « réaction à la perte d'une personne aimée ou d'une abstraction mise à sa place, la patrie, la liberté, un idéal, etc. ». Or le deuil ne va pas de soi : il implique une véritable activité du sujet. C'est-à-dire la mobilisation d'une énergie considérable, et pas seulement l'atténuation progressive et prétendument naturelle de la douleur liée à la perte. Ce fil conducteur permet d'esquisser l'hypothèse suivante : nous sommes affrontés, à l'épreuve de deuil, l'objet perdu, celui dont nous avons éprouvé la perte, n'est pas le même, et les enjeux du travail qu'il nous faut accomplir ne sont pas identiques.

Même si nous retrouvons un certain nombre de traits approchant dans le totalitarisme communiste, notre mémoire n'est pas en charge d'un travail équivalent. Le problème, contrairement à ce que l'on continue parfois d'affirmer, n'est pas celui d'un système dont l'idéal lumineux (régénérer l'humanité, créer un homme nouveau) aurait été perverti ou dévié par les moyens de sa réalisation. Il tient au fait que la politique, érigée en œuvre de salut, investie sur le mode pseudo-religieux par une fonction rédemptrice, porte en elle-même sa visée mortifère et les conditions de son autodestruction. « Redoutable est la tentation d'être bon. »

il est impossible de vivre sans oublier. Les pathologies de la mémoire sont donc du côté aussi bien de l'hypertrophie que de l'atrophie, de l'hypermnésie que de l'amnésie. La santé consisterait-elle alors à se tenir à mi-chemin entre l'excès et le défaut, dans la juste mesure ou la bonne distance ? Ce serait, pour le coup, oublier que le caractère sélectif de la mémoire comme activité est lié au fait qu'elle est toujours située. L'individu ou le groupe qui se remémorent, qui oublient, qui souffrent d'un « trop » ou d'un « trop peu » de mémoire ne sont pas des abstractions dispersées venues de nulle part. Lier la mémoire à la vie, c'est d'abord l'inscrire sur un trajet où l'épaisseur du présent à la fois retient le passé et anticipe l'avenir. C'est dans l'immense « palais de ma mémoire », écrivait Saint-Augustin, que je me rencontre moi-même, que je me souviens de ce que j'ai fait, mais aussi que je projette mes actions à venir.

Mais le deuxième élément de la polémique avait directement trait au caractère différentiel ou sélectif d'une mémoire qui ne pouvait, apparemment, que procéder à un interminable jeu de bascule. Une mémoire chassait l'autre : l'accent mis sur la mémoire du nazisme

fait que les moyens de la mort sont mis au service de la mort, que les moyens du mal servent à la réalisation du mal. Le génocide des juifs est au cœur du système en tant qu'il est pour lui une fin en soi. Il n'y a pas de distinction entre l'idée et l'incarnation de l'idée. Et la réalisation, par des hommes ordinaires, d'une criminalité massive et inédite pose le problème de l'illégitimité des possibles, et en particulier de ce que l'homme peut faire de l'homme et à l'humain. La mémoire doulosseuse est d'abord celle des survivants, mais elle est aussi celle de notre présent affronté à l'épreuve du « tout est possible ». L'objet perdu n'est autre que la coïncidence (au moins potentielle) entre l'humain et la mesure de l'humain. Le travail du deuil se rapporte ici au fait que l'humanité est l'espace même de la manifestation de l'humain ou, si l'on préfère, que l'humain est la seule mesure de notre humanité.

Les moyens ne sont pas extérieurs à la fin : tout aussi ruineuse est l'idée que la politique doit sauver l'homme, sauver le monde, et même (pourquoi pas ?) sauver l'homme des atteintes du monde... L'objet dont il nous faut sommer la perte, ce n'est pas la politique. C'est une certaine idée de la politique investie par la radicalité et par l'illégitimité. Radicalité qui creuse l'écart entre le bon et le mauvais principe, entre l'ami et l'ennemi. Illégitimité qui dilate l'avenir et donne à l'homme au lieu du pouvoir de tout conquérir, mais celui de se produire lui-même. Le travail du deuil consiste alors à nous détacher de ce doublet ruineux et à élaborer, conformément à l'épreuve de réalité, une autre idée et une autre pratique de la politique.

Comment la mémoire est-elle confrontée à ces événements traumatiques ? La polémique qui a suivi la publication du Livre noir du

pourrait à l'amnésie du communisme et, inversement, le rappel polémique instrumental de la criminalité avait pour effet d'oblitérer la mémoire du génocide juif et de remettre en cause l'unicité de la Shoah. Question : la mémoire ne peut-elle avoir qu'un seul centre de gravité ? Sa dynamique implique-t-elle nécessairement ce « tout-est-possible » qui efface ou qu'on ravive et celui qu'on efface ou qu'on rend absent ? L'occupation de l'un est-elle le prix à payer pour la restitution de l'autre ? Autrement dit, une mémoire sélective est-elle nécessairement une mémoire concurrentielle ?

Il est possible de sortir de l'impasse où nous conduit le faux problème de l'équivalence dans le mal en abordant l'activité de la mémoire par un autre biais. L'idée qu'il existe un travail de mémoire entretient une parenté évidente avec le travail du deuil dont parle Freud lorsqu'il analyse le processus

fait que les moyens de la mort sont mis au service de la mort, que les moyens du mal servent à la réalisation du mal. Le génocide des juifs est au cœur du système en tant qu'il est pour lui une fin en soi. Il n'y a pas de distinction entre l'idée et l'incarnation de l'idée. Et la réalisation, par des hommes ordinaires, d'une criminalité massive et inédite pose le problème de l'illégitimité des possibles, et en particulier de ce que l'homme peut faire de l'homme et à l'humain. La mémoire doulosseuse est d'abord celle des survivants, mais elle est aussi celle de notre présent affronté à l'épreuve du « tout est possible ». L'objet perdu n'est autre que la coïncidence (au moins potentielle) entre l'humain et la mesure de l'humain. Le travail du deuil se rapporte ici au fait que l'humanité est l'espace même de la manifestation de l'humain ou, si l'on préfère, que l'humain est la seule mesure de notre humanité.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Noël-Jean Bourgeois, directeur général adjoint
Directeurs de la rédaction : Gérard Philouze
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhénaux, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Renet, Pierre Georges, Laurence Grellmann, Erik Izreberoff, Michel Rajman, Bertrand Le Grand
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Assol
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Métiers : Thomas Perreux
Directeur éditorial : Eric Philouze ; directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Rollin ; directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courau, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauser (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Dirige de la société : ont été à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Mon Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde
Zadig à Paris

LE ROI envoya Zadig à Paris afin qu'il vît comment les choses s'y passaient. Zadig trouva Paris une ville fort belle, bien polie. Il s'étonna que ses habitants se plainissent de la cherté de la vie ; grâce aux besants d'or dont il était pourvu tout lui paraissait moins coûteux qu'à Isphahan. Pour éclaircir ce mystère, il demanda audience au grand satrape des finances. Celui-ci le reçut aimablement et lui expliqua que tout trait à la perfection le jour où l'on aurait résolu le problème des salaires et des prix. « Et qu'attendez-vous pour le résoudre ? », demanda Zadig. « Peu de choses, répartit le satrape : un rapport du Conseil économique, cinq enquêtes de la CGT, de la CGT-FO, de la CFDT, de la CGA, de la CGC, les conclusions de dix comités spéciaux, les observations de cinquante conseils locaux, plus une centaine d'expertises sur des points particuliers. » « Hé ! quoi ! interrogea Zadig, le problème est-il si nouveau que ces rapports ne soient pas encore achevés ? » « Non pas, reprit en souriant le satrape ; la question est des plus anciennes, et nous ne manquons ni de rapports, ni d'enquêtes, ni d'expertises, ni de conclusions ; en moins de quatre ans nos archives en ont déjà classé trois cent trente mille quatre cent trois... ou quatre. Je parlais de ceux qu'on est en train d'élaborer, et non de ceux qui ont été déposés. » Zadig pensa que les Parisiens étaient d'une humeur singulière, que leur plus grande joie était de chercher la solution des problèmes, et leur plus grande crainte de la découvrir. Pierre Audiat (13 août 1948.)

Le Monde sur tous les supports
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-26-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Eloge de la techno, nouvelle écologie

Les premières raves sauvages européennes, organisées comme des jeux de piste - petits-bourgeois nécessairement - il fallait avoir des voitures pour suivre -, ont été éminemment écologiques. Le choix des sites (plages, carrières, champs de coquelicots, îles ou châteaux abandonnés) est fondamental. On y danse des jours durant en suivant les rythmes du soleil, en subissant les aléas de la nature, orages, soleil de plomb, boue, etc. Quand la fête est finie, on prend les sacs-poubelle. « Respect » est un maître-mot. Le DJ fréquente et anime toutes ces « zones d'autonomie temporaire », ballon d'oxygène dans la société du chômage et du sida. Les raves reconquérissent les bois, mais aussi les monuments historiques - à Concarneau, le 1er août, Astropolis a investi le château de Keriolet. Ils s'installent dans les friches industrielles, partie émergente du patrimoine de la fin du XXe siècle. Le mot house, une des tendances majeures de la techno, vient d'ailleurs de warehouse, entrepôt, en anglais. Ces musiques ont profité de l'ampleur décadente des hangars de l'Angleterre perdue, de Berlin livrée à ses entrepôts après la chute du mur, des usines désaffectées de Detroit et de Chicago, avant d'entrer dans les clubs, laboratoires de créativité musicale. Planétaire mais ancrée au plus proche environnement, la techno a réussi à éviter à ses adeptes la malaise identitaire qui accompagne la mondialisation à

outrance. De même, la techno regorge de références musicales puisées dans le patrimoine, jusqu'aux sources du gospel et des musiques ethniques. Et, dans ce même mouvement de duplicité, cet art de l'ère digitale cultive le culte du vinyle, facile à presser, facile à tribruer. La techno a certes une généalogie - le disco, la new wave. Mais sa physiologie de jeune adulte est liée à une cartographie urbaine précise : Ibiza a forgé le chibbing, le délire de la culture-club ; Goa, en Inde, a renoué avec l'idée hippie de la transe ; à Detroit, les DJ noirs ont créé la tendance garage, dans les entrepôts à l'abandon ; à Amers ou Gand se sont scellées les alliances entre Italiens, Allemands, Anglais, etc., qui ont fait de l'Europe le fer de lance de la techno ; à Londres, tout le monde, du Jamaïcain au Palestinien, s'est mélangé, créant ainsi des musiques seules, la jungle ou le big beat. LA MALLETTE DU DJ SOLITAIRE Un DJ prend l'air tout le temps. Il voyage en solitaire, muni d'une mallette bourrée d'électronique. Il met en pratique ce que Paul Virilio qualifie de « trépanographie », une notion qui, selon lui, « remplace depuis un quart de siècle la géographie ». A chaque point du globe, le DJ retrouve des tribus réunies en fonction de leurs goûts, la house, la jungle ou le hardcore, etc., et non par une quelconque appartenance nationale ou raciale. Une soirée à Tokyo, une autre à Berlin, le lendemain à Londres ou à Paris, le tout retransmis en direct sur le Net. Le DJ ne chôme pas, il gagne même de l'argent. Ses achats sont encore inférieurs à ceux des rockstars, mais il travaille seul, sans frais, là où un groupe pop trimbalait quarante personnes, plus le camion. On le retrouve aux commandes de son home-studio, en train d'enregistrer tout seul un disque à la maison.

C'est économique. Les majons du disque commencent à s'y intéresser. Mais elles se heurtent à des adeptes de la libre entreprise. De leurs parents, qui se sont cassé le nez sur leurs révoltes et les utopies, ils ont retenu que le capitalisme est désormais incontournable. Que rien ne sert d'aller contre, mieux vaut vivre à côté. Les labels indépendants qui représentent les musiciens DJ ont structuré leurs activités en marge des multinationales. En suggérant qu'ils peuvent distribuer eux-mêmes leur musique, via le Net, ils donnent froid dans le dos aux pachydermes du secteur, déjà menacés par la disparition annoncée du support disque sous l'effet du on-line. Si les ventes de techno restent très inférieures à celles du rap, c'est parce que le DJ préfère naviguer à son aise dans le tissu lymphatique de la technosphère, sans avoir à justifier d'une image, d'un passé, d'un discours pour vendre. Selon Jean-Yves Leloup, rédacteur en chef de Coda et coauteur d'un livre à paraître en septembre, Global Techno, les grilles de compréhension doivent changer. Fini, le politiquement correct humanitaire à la Bob Geldoff (Who Are the World). La techno n'a pas de message à délivrer, si ce n'est celui du plaisir : de la danse, parfois décuplé par l'ecstasy, la drogue qui fait aimer tout le monde.

le mouvement psychédélique des années 60, pacifiste et planant. A l'été 1988, quand apparurent les premières grandes raves en Angleterre, on parla immédiatement du « second summer of love », en référence au premier, celui des hippies de 1967. Dans les raves sauvages, les violences furent souvent le fait des forces de l'ordre, confrontées à la résistance passive des danseurs non autorisés. La techno a aussi intégré avec naturel la communauté homosexuelle - ce qui n'a pas été le cas du rap. Elle a mélangé les post-punks, les étudiants admirateurs de Jack Kerouac, le french hype (style français) et les Anglo-Jamaïcains, la secrétaire en poste et les travailleurs, ces nouveaux nomades qui vivent en camion-toutou au rythme des freeparties. Résultat : « Si tu organises une soirée techno dans ton bled, dit un jeune programmeur, tu as l'impression de créer un mouvement international. » Véronique Mortaigne

RECTIFICATIF
GULBUDDIN HEKMATIAR
Contrairement à ce que nous avions annoncé dans nos premières éditions du Monde du 12 août, sur la foi d'une dépêche de l'Agence Associated Press (« L'extrémiste Gulbuddin Hekmatiyar aurait été tué »), l'ancien premier ministre afghan est toujours en vie. Il s'est exprimé mardi 11 août sur Radio-Téhéran. « Comme vous m'entendez aujourd'hui 11 août, je ne suis pas mort ; au contraire, je suis en Afghanistan, et cette nouvelle totalement mensongère vise à affaiblir le moral de nos combattants », a déclaré M. Hekmatiyar dans une déclaration par téléphone sur Radio-Téhéran, citée par l'Agence France-Presse.

CONCENTRATION
BP et Amoco entrep
Sir John...
Le grand...
Various small text and graphics on the right margin.

5/20 من راجل

sser une autre!

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

CONCENTRATION La compagnie britannique BP et l'américaine Amoco ont annoncé, mardi 11 août, leur fusion. Leur rapprochement va créer le troisième groupe mondial

derrière Dutch/Shell et Exxon. Sa production de pétrole et de gaz va dépasser de 50 % celle du Koweït. ● CETTE OPÉRATION DE 290 milliards de francs, payée par échange

d'actions, représente la plus grande fusion industrielle jamais réalisée. ● BP ET AMOCO signent aussi la première grande concentration du secteur pétrolier depuis l'après-

guerre. La pression des actionnaires et la baisse du prix du pétrole, au plus bas depuis dix ans, obligent les compagnies à changer de dimension. Le secteur pourrait connaître

d'autres rapprochements. ● D'IMPOR-
TANTES RESTRUCTURATIONS seront mises en œuvre à la suite de ce mariage : la suppression de 6 000 emplois est déjà prévue.

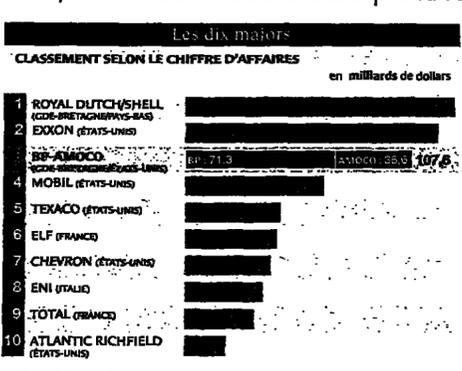
BP et Amoco entreprennent la plus grande fusion industrielle de l'histoire

Les compagnies britannique et américaine créent, pour 290 milliards de francs, le troisième groupe pétrolier mondial. Sous la pression des actionnaires et de la chute des prix du pétrole, la concentration dans le secteur pourrait s'accélérer

LE SECTEUR pétrolier semble succomber, à son tour, à la fièvre des fusions. Le groupe britannique BP et l'américain Amoco ont annoncé, mardi 11 août, leur mariage. Avec une capitalisation boursière de 110 milliards de dollars (660 milliards de francs) et un chiffre d'affaires de 108 milliards de dollars, le nouvel ensemble, baptisé BP Amoco, s'affiche comme la première firme britannique et la troisième compagnie mondiale pétrolière derrière Dutch Shell et Exxon. Sa production de pétrole et de gaz atteindra trois millions de barils par jour, dépassant de 50 % la production du Koweït. Sa chimie se hissera au troisième rang mondial. « BP était

jusqu'à présent en tête de la deuxième division. Avec cet accord, nous passons en première division », a déclaré John Browne, directeur général de BP, lors de la présentation de l'accord. Cédant à la mode ambiante, BP et Amoco feront un mariage de papier par échange d'actions. L'opération s'éleva à 48,2 milliards de dollars. Ce qui en fait la plus grande fusion industrielle jamais réalisée, devant celle de Daimler-Benz-Chrysler, annoncée en mai. Présentée comme « un mariage entre égaux », l'alliance masque en fait l'absorption d'Amoco par BP. Toutes les opérations, à l'exception des activités américaines, seront dirigées de Londres. En dehors des

Etats-Unis, qui conserveront le nom d'Amoco, tous les réseaux de distribution afficheront l'enseigne BP (l'accord de coopération BP-Mobil en Europe n'est pas remis en cause). C'est John Browne, le directeur général de BP, qui dirigera le nouvel ensemble, tandis que Larry Fuller, président d'Amoco, en deviendra vice-président jusqu'en l'an 2000. Par son ampleur, ce rapprochement bouleverse tout le secteur pétrolier. Depuis l'après-guerre, aucune grande concentration n'y avait été réalisée. La taille des compagnies, devant de très loin les autres groupes industriels, semblait suffisante pour faire face aux développements futurs. Des coopérations étaient nées au coup par coup pour exploiter en commun des gisements ou rationaliser des outils de production.



amment dans le gaz, énergie très prometteuse où BP est peu présent. Mais elle n'a pas les moyens suffisants pour toutes les mettre en valeur. Absente, en dehors des Etats-Unis, du secteur du raffinage-distribution, la seule branche qui gagne de l'argent en ce moment, elle souffre plus que d'autres de la baisse du cours du pétrole : au deuxième trimestre, elle a accusé une baisse de résultat de 36 %.

SERRAGE DE VIS
Lors de leurs pourparlers, les deux groupes ont tracé les grandes lignes de leur fusion, un schéma directement inspiré du modèle BP, fait de restructurations, de fermetures, de serrage de vis. BP Amoco, qui emploiera près de 100 000 salariés, a déjà annoncé la suppression d'au moins 6 000 emplois, à la suite de la fusion. Ce n'est sans doute qu'un premier pas : John Browne espère réaliser 2 milliards de dollars de profits avant impôt supplémentaires à partir de l'an 2000. Prévoyant, BP a exigé une clause stipulant qu'Amoco devrait lui payer une pénalité de 950 millions de dollars si la fusion ne se réalisait pas à la fin de l'année. Une arme dissuasive pour empêcher la rupture de ce mariage qui le propulse à la tête des géants du pétrole. Derrière, ses concurrents apparaissent tout petits. Ils semblent condamnés à regrouper leurs forces s'ils veulent poursuivre leur conquête de l'or noir.

La naissance du troisième pétrolier mondial

● BP :
- Chiffre d'affaires 1997 : 71,3 milliards de dollars (428 milliards de francs).
- Résultat net 1997 : 4,1 milliards de dollars.
- Capitalisation boursière : 73 milliards de dollars.
- Effectifs : 56 450 personnes.
- Réserves estimées : 6,85 milliards de barils de pétrole et 2,6 milliards de mètres cubes de gaz.
- Réseau de distribution : 17 900 stations-service dans le monde.

- Capitalisation boursière : 39,3 milliards de dollars.
- Effectifs : 42 000 personnes.
- Réserves estimées : 2,4 milliards de barils de pétrole et 0,7 milliards de mètres cubes de gaz.
- Réseau de distribution : 9 300 stations-service aux Etats-Unis.

ATTENTES DES ACTIONNAIRES
La montée en puissance des actionnaires et la chute des prix du pétrole, qui ont atteint mardi leur plus bas niveau depuis dix ans, ont changé la donne. Les compagnies sont condamnées à travailler à des coûts de plus en plus réduits - autour de 5 à 6 dollars le baril - et à dégager de plus en plus de bénéfices pour satisfaire les attentes de leurs actionnaires. « La concurrence internationale dans notre industrie est déjà forte et elle s'accroît avec l'arrivée de nouveaux intervenants. Dans un tel environnement, les meilleures occasions d'investissement iront aux sociétés qui ont la taille et la puissance finan-

cière d'entreprendre des projets de grande ampleur, à même de dégager des bénéfices notables », expliquent les deux groupes pour justifier leur fusion. BP est le premier à tirer les conclusions de ce changement d'environnement. Comme d'habitude. Le géant, longtemps entravé par son passé prestigieux et ses lourdeurs, s'est mué, dans les années 90, en un groupe actif, précurseur de toutes les évolutions du secteur. BP fut l'un des premiers à remettre en cause sa stratégie d'exploration pour la recentrer sur des grands gisements. Il s'attaqua ensuite à ses activités chimiques pour les réorganiser autour de quelques pôles, puis tailla dans son

réseau de distribution en Europe. Enfin, il fut le premier à prendre à bras-le-corps le problème du raffinage, secteur surcapacitaire en Europe. Ayant retrouvé ses forces financières - le groupe a réalisé 4,1 milliards de dollars de bénéfices en 1997 - BP devait trouver d'autres relais pour tenir les ambitieuses promesses de rentabilité (au moins 15 % sur capitaux investis) faites à ses actionnaires. Amoco était une proie toute désignée. La cinquième compagnie pétrolière américaine, connue en France par le seul désastre de l'Amoco-Cadiz, a pratiqué une politique active de recherche ces dernières années. Elle se retrouve à la tête d'immenses réserves, no-

Martine Orange

Sir John Browne, le grand réformateur

LONDRES
de notre correspondant à la City
Sveith, venu d'un costume strict rehaussé d'une sobre cravate de soie, la voix légèrement enrouée,

Portrait
Ce serait forcer sa nature que de présenter Sir John comme un joyeux luron
donc distingué, l'anglais si châtié qu'aucune syllabe palatalisée n'est escamotée. Sir John Browne, directeur général de British Petroleum, commente, mardi 11 août à Londres, la naissance de BP Amoco, le groupe fusionné dont il prendra les commandes. S'il ne vient pas de la City, on s'y tromperait. Ce géophysicien de formation, moulé à Cambridge et à la Stanford Business School, semble taillé sur mesure pour diriger ce fleuron de l'establishment britannique, issu de la légendaire Anglo-Persian Company créée en 1909 par le First Lord de l'Amirauté, Winston Churchill, en vue de ravitailler la Royal Navy en carburant. « Les qualités indispensables de leadership, un talent de gestionnaire pointilleux, attentif aux détails, une vive intelligence et une fine connaissance du secteur lui permettront de concilier recherche de marchés globaux et d'économies d'échelle », assure-t-on, sans complexes, chez J. P. Morgan, banque-conseil du géant britannique des hydrocarbures, dans les négociations avec le major américain.
Entré en 1966, à la fin de ses études, dans la compagnie - à l'époque nationalisée -, ce fils d'un cadre de BP fait ses premières armes aux Etats-Unis, dans l'exploration, qu'il ne quittera plus. Son éducation se poursuit avec la mise en exploitation des champs gigantesques découverts, fort à propos, en Alaska et en mer du Nord pour compenser la perte des grandes provinces pétrolières du Proche-Orient au cours des années 60 et 70. Sa carrière décolle, il y a une dizaine

d'années, quand le légendaire Bob Horton s'installe dans son équipe de « jeunes Turcs » en lui confiant le poste stratégique de trésorier, malgré son manque de connaissances des arcanes financières. Ce manager discret et réservé devient la tête de proue de l'opération « Projet 1990 », destinée à chambouler une organisation tentaculaire, fortement hiérarchisée, considérée longtemps comme une annexe du Foreign Office jusqu'à sa privatisation, ébauchée de 1979 à 1987. Purgés affectant la moitié des effectifs du siège et contrôle drastiques des dépenses : de justesse, on empêche ce sabreur au zèle puritain de vendre l'avion de fonction de son protecteur, le cheptel de limousines ou la superbe collection de tableaux de maître.
Tout va ensuite très vite : chef de l'exploration, strapontin au conseil d'administration et directeur général en 1992 lorsque M. Horton, limogé sous la pression des investisseurs institutionnels en raison des mauvais résultats et, accessoirement, de son mauvais caractère, est remplacé par un autre « parraïn », David Simon. La désignation en 1997 de Lord Simon comme ministre du commerce et de la concurrence européenne dans l'équipe Blair, et celle du banquier Peter Sutherland, comme président « non exécutif » de BP, font de Sir John l'incontournable homme fort de la compagnie.
Son point faible ? Ce serait forcer sa nature que de présenter ce combattant de cinquante ans, qui vit avec sa mère dans sa maison de Belgravia, comme un joyeux luron. Sir John peut se montrer cassant ou colérique, comme le sont parfois les hommes brefs de taille. Interrogé récemment par le Sunday Times, il avait calmement comparé sa position à son hobby favori, l'opéra, mais en gommant toute émotion artistique : « C'est un art complet, très dur et hybride. Le producteur doit s'entendre avec le chef d'orchestre, qui doit, lui, être en phase avec la musique ».

Marc Roche

BP s'adapte à un environnement pétrolier durablement déprimé

L'ANNONCE de la fusion de British Petroleum (BP) et d'Amoco a réveillé un marché pétrolier jusqu'alors paralysé par la faiblesse des cours de l'or noir et résigné à voir cette situation perdurer pendant encore au moins un an. Mardi 11 août à Londres, le prix du baril de pétrole Brent (qualité de la mer du Nord) a chuté à 11,63 dollars, son niveau le plus bas depuis dix ans. En un an, le baril a perdu 38 % de sa valeur et 53 % par rapport à son sommet, atteint le 16 octobre 1996.
Sur la base des chiffres publiés vendredi 7 août par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le fragile équilibre de l'économie pétrolière semble durablement perturbé par une abondance de l'offre. Au deuxième trimestre 1998, l'offre mondiale d'hydrocarbures s'est élevée à 75,2 millions de barils par jour. En face, la demande est limitée à 72,45 millions de barils, en raison du net ralentissement de la consommation en Asie, essentiellement au Japon (-2,9 %) et en Corée (-8,8 %). Résultat : les prévisions de croissance de la demande mondiale ont été révisées à 1,3 % pour l'année 1998, soit moitié moins que le chiffre initialement prévu.
Circonstance aggravante, les stocks de pétrole n'ont jamais été aussi élevés (2,8 milliards de barils

en juin). A mesure que le prix du baril chute, les opérateurs ont abondamment stocké, espérant faire un bénéfice en cas de redressement des cours. Ce sursaut n'est jamais produit, tant la défiance du marché envers les promesses des pays producteurs est grande. Le 22 mars 1998, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Mexique s'étaient mis d'accord pour amputer leur production de 1,24 million de barils par jour. Cet accord fut complété par un nouvel effort : l'OPEP a convenu le 24 juin de retirer 1,4 million de barils supplémentaires du marché.
A peine cette décision prise, le ministre saoudien du pétrole, Ali Ibrahim Naimi, estimait que des « fraudes » seraient inévitables. En juillet, l'AIE n'a pu constater que les engagements pris n'étaient tenus qu'à moitié. Pour les compagnies pétrolières, la stagnation du prix du pétrole est synonyme de réduction des bénéfices. Ceux du premier semestre 1998 en portent déjà les marques. Même les « majors », dont les différents métiers devraient permettre d'amortir le choc, ont accusé des replis significatifs de leurs profits : -15,2 % pour Exxon, -21 % pour Royal Dutch Shell et -25 % pour BP. Les bénéfices des compagnies plus petites

ont été plus durement touchés (-48 % pour Amoco). Fin 1997, la plupart des pétroliers avaient construit des budgets 1998 sur un prix moyen du baril situé entre 16 et 18 dollars et sur une croissance de la demande mondiale de 3 %. Avec cet environnement moyen, ils n'avaient plus qu'à poursuivre leurs programmes de réduction de coûts pour espérer accroître leurs bénéfices. Mais ce scénario est aujourd'hui mis à mal. De nouvelles économies doivent être recherchées ; comme les compagnies rechignent à couper dans leurs investissements d'exploration, indispensables pour leur survie à long terme, elles doivent les trouver ailleurs. Le 23 juillet 1998, Shell et Ory ont ainsi procédé à la rationalisation de leurs portefeuilles en échangeant 1 milliard de dollars d'actifs.
British Petroleum, en acquérant Amoco, a décidé d'aller plus loin. Le groupe britannique tire les leçons du passé. Pour avoir été l'un des derniers à réviser sa stratégie après le contre-choc pétrolier, il a perdu de l'argent en 1992. Aujourd'hui, BP a décidé d'être le premier à tirer les conséquences de l'environnement actuel.

Enguerrand Renault

Non stratégique, l'emballage se détachera de Danone

DANS UN MARCHÉ de l'emballage mondial et concentré, le groupe Danone avait-il encore sa place ? Sa direction a répondu par la négative. L'annonce, lundi 10 août, d'un projet de « société européenne », où Danone et l'allemand Gerresheimer mettront en commun leurs activités d'emballage de verre alimentaire, est une manière progressive de se désengager de cette activité. Ce repli est en tout point conforme à la stratégie affichée par Frank Riboud depuis son arrivée aux commandes de l'entreprise en mai 1996. « Nous devons nous recentrer sur les activités où nous avons une position de leader mondial », ne cessait-il de réaffirmer. L'activité historique de l'ex-BSN, l'emballage en verre (bouteilles, pots d'aliments pour bébés...), ne répondait plus à cet impératif.
Avec 6,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1997, Danone Emballage représente 16 % du marché européen, clairement devancé par Saint-Gobain (24 %). Au niveau mondial, selon EuroMonitor, Saint-Gobain, qui a racheté en 1996 l'américain Ball Foster, est devenu

le leader avec 21 % du marché devant Owens Illinois (15,5 %). Sur cette activité lourde, gourmande en capitaux et aux marges ajustées, Danone n'a pas atteint la taille critique. De plus, posséder cette activité ne représente plus un avantage stratégique pour ses pôles alimentaires : seuls 20 % des emballages produits sont utilisés en interne. Depuis plus d'un an, la rumeur courait sur les marchés financiers que Danone cherchait à vendre (Le Monde du 6 mars 1997). Mais le prix demandé par le groupe alimentaire avait, semble-t-il, dissuadé les quelques acheteurs potentiels. Le groupe a donc mis en place une stratégie par étapes en s'associant avec son voisin d'outre-Rhin.

JUSTE DERRIÈRE SAINT-GOBAIN
Pour l'instant, la nouvelle société, qui pèsera 8,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, devrait être détenue « à plus de 75 % » par le groupe alimentaire français, selon Danone. L'entité, constituée des six sites industriels de Gerresheimer et des deux usines de Danone, détendra 23 % du marché européen, juste derrière Saint-Gobain (24 %). Les activités géographiques des deux groupes se complètent bien : Gerresheimer a de fortes positions en Allemagne, Danone en France, aux Pays-Bas et en Espagne, quatre pays qui représentent les deux tiers du marché européen. Deux autres étapes sont dès à présent prévues : l'entrée à court terme d'un partenaire financier qui prendrait une « participation minoritaire importante » ; à moyen terme, une entrée en Bourse qui permettrait à Danone de se désengager un peu plus.
Pour Gerresheimer, filiale à 51 % du groupe Viag, cet accord permet de sortir partiellement du marché de l'emballage de verre usuel sur lequel sa faible taille ne lui permettait pas d'être compétitif. La société allemande, leader mondial de l'emballage pharmaceutique, « désire se consacrer à la partie à plus grande valeur ajoutée de son portefeuille », précise Burkhard Lingenberg, responsable marketing du groupe : l'emballage en verre cosmétique, pharmaceutique et les verres spéciaux pour laboratoires.

Laure Belot

DÉPÊCHES

■ **BANQUES JAPONAISES** : les 18 grandes banques nipponnes pourraient doubler le montant des provisions prévues cette année (l'exercice s'achevant fin mars), par rapport à la somme initialement prévue, de 1 760 milliards de yens (72 milliards de francs), selon le Nihon Keizai Shimbun. Cette hausse s'explique par l'accroissement de la crise.
■ **LOCKHEED/GENERAL ELECTRIC** : les deux groupes américains ont annoncé mardi 11 août une joint-venture pour déployer un nouveau système satellitaire de communication destiné à la région Asie-Pacifique. Ce système, appelé GE-1A, fournira des services de télévision et de diffusion d'internet à l'Inde, la Chine, les Philippines et le nord-est de l'Asie.
■ **CGU** : le groupe d'assurances britannique, né de la fusion entre General Accident et Commercial Union, a annoncé, mercredi 12 août, un bénéfice imposable de 280 millions de livres (environ 2,8 milliards de francs) au premier semestre de 1998, en baisse de 44 % par rapport aux six premiers mois de 1997.

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

Le magazine espagnol « Hola ! » se lance sur le marché français

L'hebdomadaire du cœur est un phénomène en Espagne, où il traite de l'actualité de toutes les stars, sans critique et sans sensationnalisme. Dix ans après l'Angleterre, il part à la conquête de la France, où la presse « people » est en perte de vitesse

MADRID de notre correspondante
Hola !, le navire amiral de la presse du cœur espagnole qui, en presque cinquante-quatre ans d'existence, avec une moyenne de 650 000 exemplaires vendus et 3,2 millions de lecteurs, est devenu une référence mondiale, s'était aventuré avec succès, il y a dix ans, dans les eaux tumultueuses de la presse à « gossip » anglaise. Hello était né, qui vend à près de 500 000 exemplaires.
Présent Hola ! s'attaque au marché français et le nouveau produit, Allo, devrait, en principe, sortir à l'automne. Une aventure placée sous le signe de la prudence, puisque le projet initial prévoit une diffusion d'à peine 200 000 exemplaires, sur un terrain, il est vrai, passablement encombré par les revues féminines et autres magazines « people » à la française où des vétérans comme Elle ou Paris Match - dans des genres différents - chez Hachette, ou Voici et Gala, du groupe Prisma presse d'Axel Ganz, n'entendent pas céder la place à ce nouveau venu d'Espagne.

d'une conception particulièrement positive de l'existence : mais loin de traiter de « l'insouvenable légèreté de l'être » façon Kundera, Hola ! surte aimablement sur « l'écume des jours ».
En clair, comme l'expliquait le fondateur, aujourd'hui disparu, Antonio Sanchez Gomez, ce journaliste qui créa le magazine avec sa femme et quelques amis, le 8 septembre 1944, en l'esquissant sur une table de son appartement de la rue Montaner à Barcelone, « notre revue s'adresse aux femmes mais sans oublier les hommes. (...) Elle doit distraire et non créer des complications et être sans poids, ni densité, pour réussir à rendre compte dans ses pages de la mousse de la vie et de ses facettes infinies et multicolores ».
Ne critiquer personne, on l'aura compris, c'est être toujours du côté du pouvoir, et Antonio Sanchez Gomez, ex-directeur de La Prensa de Barcelone et vétérans de la presse conservatrice, ne s'en est jamais caché. A cela près que, comme l'a souvent répété son fils, Eduardo Sanchez Junco, qui a pris les commandes de la revue depuis la disparition de son père en 1984, « ne pas critiquer le pouvoir, ce n'est pas l'épouser non plus : c'est aussi garder une certaine distance ». Et cette « impartialité familière » avec le pouvoir, dans une Espagne qui a cultivé l'oubli avec talent pour assurer, avec le succès que l'on sait, sa transition démocratique au sortir de la dictature, a été, sans nul doute, un ajout supplémentaire.

Car même si le magazine reste toujours un tantinet monarchiste et conservateur, aucun homme fort, aucune égérie du franquisme, du « felpismo » lors des quatorze ans de règne socialiste de Felipe Gonzalez, ou au jourd'hui de l'« aznarisme », au chef du gouvernement José María Aznar, n'a jamais fait défaut dans ses pages. Tant il est vrai que pour exister socialement en Espagne, il faut avoir figuré au moins une fois dans Hola !.
L'hebdomadaire est ainsi devenu, au fil des ans, une sorte de reflet positif de l'Espagne d'abord,

tales sont sublimes par le malheur.
Du cœur donc, de la fesse jamais ouvertement. Et si l'état major de Hola ! s'est battu il y a quelques années pour acheter à prix d'or des photos de Diana de Galles, surprise « topless » sur une plage espagnole, ce n'était pas pour les publier, mais bien au contraire pour les retirer de la circulation, en hommage, - en quelque sorte pour service ren-

d'une période noire de son histoire. Les héroïnes du journal étaient les grandes bourgeoises cultivées et bien habillées de Catalogne. Avec le développement de la photo, les reines de l'écran, de Rita Hayworth à Ava Gardner, eurent l'avantage.
Puis, quand en 1962 le journal alla s'installer à Madrid, ce fut l'explosion des pages couleurs, si aptes à servir naissances et mariages princiers. Ce fut l'apothéose de la cour d'Angleterre. Plus tard s'y ajoutèrent les modernes reines des défilés de mode. Sans oublier cette constante dont le journal ne s'est jamais départi : les princes de l'Eglise et la « cour » du Vatican. Certaines de ses couvertures battirent des records de vente, flirtant avec le million d'exemplaires.
Et ce sans que Hola ! ne se démode ou ne se départisse jamais de sa bonne humeur et de son ton bien élevé, s'accommodant en son temps sans mot dire de la censure franquiste, en allongeant artificiellement sur les photos jupes et robes quand celles-ci étaient décidément trop courtes. Et ne se permettant que deux audaces, durant toutes ces années, l'une financière qui fut, à l'époque où la revue n'était pas riche, avant tout le monde, en avril 1956, un avion avec des envoyés spéciaux pour le mariage de Grace Kelly et Rainier de Monaco ; l'autre éditoriale, d'avoir spéculé sur de possibles prétendants à la main de l'infante Elena, lorsqu'elle était encore jeune fille.

« LA MOUSSE DE LA VIE »
Mais en quoi consiste-t-il, justement, ce cocktail « rose » proposé par Hola !, si savoureux que chaque semaine l'Espagne se précipite pour l'acheter ? Il s'agit tout simplement d'un magazine du cœur qui se veut bon goût et bon cœur, ce qui fait qu'il s'est donné pour règle de ne pas faire de sensationnalisme et surtout de ne jamais critiquer personne. Le résultat, c'est une suprématie de la photographie et de la mise en page sur le texte, au service

et du monde entier ensuite : à défaut des trains qui arrivent à l'heure, c'est le journal poli et précis où chacun est désigné par son titre « l'Excellentissime X » ou « Son Altesse Impériale Z », ou tout simplement « la très chère madame XY ». C'est celui des mariages réussis, des divorces amiables et des familles marquées au sceau du destin, Kennedy, Grimaldi ou Windsor, dont les chamailleries sentiment-

En France, un secteur qui s'essouffle
Roi de la presse « people » - qui traite de l'actualité des stars et des têtes couronnées - en Espagne, Hola ! s'apprête à se lancer en France, dans un marché déprimé, qui a souffert de l'effet Diana. A mi-chemin entre l'actualité et le « people », Paris-Match (807 379 exemplaires) a vu sa diffusion totale payée reculer de 3 % entre 1996 et 1997. Le phénomène est le même dans les deux autres titres du groupe Hachette, France-Dimanche (582 985 exemplaires) et Ici Paris (477 864 exemplaires) qui ont respectivement perdu 6,5 % et 4 % en un an. Les deux hebdomadaires du groupe Prisma Presse, filiale du géant allemand de la communication Bertelsmann, ont été encore plus touchés. En deux ans, Gala (328 760 exemplaires) a perdu 8,5 %, tandis que Voici (698 036 exemplaires) qui adopte un ton ironique, voire agressif à l'égard des stars, a chuté de 15,2 % en deux ans. Point de vue-Images du monde (336 936 exemplaires) est le seul titre à progresser en 1997. Tous ces titres font l'objet d'une plus grande sévérité de la justice sur les atteintes à la vie privée, qui a conduit Voici à atténuer quelque peu sa ligne (Le Monde du 20 mars).

du, à une princesse qui a dû faire, au bas mot, près d'une centaine de couvertures de la revue.
TOP-MODELS ET VATICAN
La première « une » de Hola !, le 8 septembre 1944, très stylisée à la manière de l'époque, représentait une jeune femme élégante, dos à la mer où navigue un voilier rose. Il s'agissait alors, à raison de 2 pesetas l'exemplaire, de faire rêver l'Espagne au sortir

Marie-Claude Decamps

ÉCONOMIE

Baisse de la productivité aux États-Unis

LA PRODUCTIVITÉ aux États-Unis a reculé de 0,2 % au deuxième trimestre contre une progression de 3,5 % au premier trimestre, a indiqué le département du travail mardi 11 août. C'est la première fois depuis le premier trimestre 1995 que la productivité américaine est en baisse. Le nombre d'heures travaillées au deuxième trimestre a progressé de 1,6 % contre 3,4 % trois mois plus tôt. Le coût du travail est en hausse de 4,1 % contre +1,1 % au premier trimestre.

FRANCE: les prix à la consommation ont baissé de 0,4 % en juillet, après une hausse de 0,1 % en juin, selon l'indice provisoire publié mardi 11 août par l'Insee. Sur un an, la hausse des prix en France est de 0,8 %, contre 1 % pour la même période de l'année précédente.

ALLEMAGNE: les ventes de détail ont accusé une baisse de 2,2 % en juin en glissement annuel après une hausse de 0,2 % en mai, a annoncé mercredi 12 août l'office fédéral de la statistique.

La barre des 4 millions de chômeurs ne sera pas franchie à la baisse avant la fin de 1999 ou le début de l'an 2000, a estimé mardi la Deutsche Bank.

SINGAPOUR: le produit intérieur brut a perdu 1,6 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de l'an passé et devrait continuer à baisser au cours du second semestre, a annoncé mardi le gouvernement. Il s'agit du quatrième trimestre de contraction.

PÉTROLE: le prix du baril s'est rapproché mardi de ses niveaux les plus bas depuis dix ans. Il s'est traité sur l'International Petroleum Exchange à 11,86 dollars.

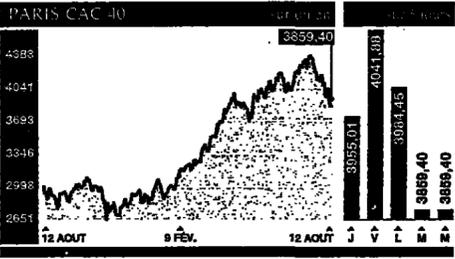


Tableau des principaux écarts au règlement mensuel pour les hausses et baisses de divers indices.

Tableau des cours de change pour diverses monnaies (Franc, DM, Livre, Yen, etc.).

Tableau des taux d'intérêt (%) pour différents pays et périodes.

Tableau des marchés des changes pour diverses devises (Allemagne, Autriche, Belgique, etc.).

Tableau des indices boursiers pour l'Europe 10h15, le monde, et l'Asie 10h15.

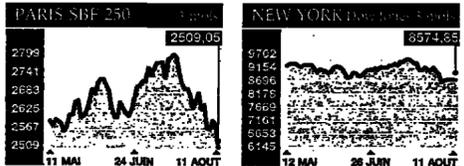


Tableau des matières premières en dollars, incluant métaux, produits agricoles, etc.

Tableau des pétroles en dollars, incluant Brent, WTI, Light Sweet Crude, etc.

Tableau des or et autres métaux précieux, incluant l'or fin kilo banque, etc.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS: MERCREDI 12 AOÛT, la Bourse de Paris a débuté la séance en nette reprise. L'indice CAC 40 gagnait 1,34 %, à 3 897,62 points vers 10 heures 15. Le marché parisien a ouvert avec 15 minutes de retard en raison de problèmes techniques. Mardi 11 août le marché parisien avait accusé une forte baisse, l'indice CAC 40 perdant 2,37 %, à 3 845,98 points (lire page 20).

FRANCFORT: MERCREDI 12 AOÛT, la Bourse allemande a enregistré un fort rebond à l'ouverture de la séance. L'indice DAX progressait de 1,38 %, à 5340,96 points. Les titres SAP et Volkswagen grimpaient fortement après le recul de la veille que certains investisseurs jugeaient excessif au regard des bons résultats de ces deux sociétés.

TOKYO: MERCREDI 12 AOÛT, la Bourse japonaise a clôturé sur une baisse pour la huitième séance consécutive. L'indice Nikkei a perdu 0,18 %, à 15 378,97 points. A l'instar de Sony ou de Honda, les actions des grandes sociétés exportatrices ont été mal créées dans le sillage de Wall Street.

NEW YORK: MARDI 11 AOÛT, la Bourse de New York a terminé en baisse. L'indice Dow Jones a cédé 1,31 %, à 8 462,85 points. Le recul du marché a atteint plus de 2,3 % en cours de séance. Les investisseurs se sont inquiétés de la chute du yen. Ils ont mal réagi à la baisse de 0,2 % au deuxième trimestre de la productivité aux États-Unis.

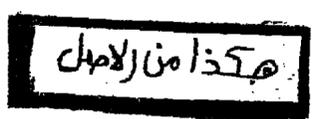
CHANGES: Le yen se redressait face au dollar mercredi 12 août sur le marché des changes à Tokyo. Le billet vert cotait 145,96 yens alors qu'il était monté jusqu'à 147,64 yens mardi 11 août à New York. Les principales devises européennes s'appréciaient contre la monnaie américaine. Un dollar s'échangeait à 5,9563 francs et à 1,7763 mark.

RÈGLEMENT MENSUEL

COMPTANT

SECOND MARCHÉ

SICAV et FCP



RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 12 AOUT

Liquidation : 24 août

Taux de report : 9,63

Cours relevés à 10h49

PARIS +1,30%

Table of stock market data for Paris, including columns for 'VALEURS FRANÇAISES', 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

Table of stock market data for various international markets, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

Table of stock market data for international markets, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

Table of stock market data for international markets, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

COMPTANT

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

ACTIONS FRANÇAISES

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Étrangères

Table of stock market data for international equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; # coupon détaché; @ droit détaché.

o = offert; d = demandé; t = offre réduite; l = demande réduite; # contrat d'animation.

SECONDE MARCHÉ

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

SECONDE MARCHÉ

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

SECONDE MARCHÉ

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

MARCHÉ LIBRE

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

SICAV et FCP

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

SICAV et FCP

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

SICAV et FCP

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

SICAV et FCP

MERCREDI 12 AOUT

Cours relevés à 10h49

Actions Françaises

Table of stock market data for French equities, including columns for 'Cours précéd.', 'Derniers cours', and 'Variation %'.

SYMBOLS: 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; # coupon détaché; @ droit détaché; o = offert; d = demandé; t = offre réduite; l = demande réduite; # contrat d'animation.

GRANDS HÔTELS D'ÉPOQUE

Moscou veut oublier les anciens clients du Lux

Rebaptisé Central, l'établissement voit toujours passer les fantômes du Komintern

MOSCOU de notre correspondante L'hôtel Lux n'existe plus sous ce nom que dans les livres qui, hors de Russie, évoquent ce lieu de mémoire par excellence de l'Internationale communiste (Komintern). Dans l'entre-deux-guerres, il était la résidence obligée de milliers d'étrangers attirés par la grande lueur du mythe de la révolution prolétarienne dont ils deviendront les victimes, les bourreaux ou les deux à la fois. Aujourd'hui, ils sont bannis des annales russes, qui veulent exorciser cette « parenthèse » de l'histoire. Mais l'hôtel est toujours là, banalisé depuis le début des années 50, sous le nom de Tsentralnaïa (le Central). Il fut racheté en 1996 par une banque, qui envisage de lui redonner, un jour, son nom d'ancien régime, Filippov. Celui-ci a déjà la boulangerie ouverte à ses pieds, qui livrait, au siècle dernier, par courrier spécial, des petits pains à la cour de Saint-Petersbourg. Situé au 10 de la Tverskaïa, les Champs-Élysées moscovites, il se fonde dans les maisons semblables du XIX^e siècle, qui s'alignent jusqu'à la fastueuse église Eliseev, pendant architectural de la boulangerie Filippov. Son étroite entrée, flanquée de deux colonnes de marbre, disparaît au milieu des commerces du rez-de-chaussée : un bar à lambris dorés (ex-restaurant Astoria), l'agence de la banque Rossika, propriétaire des lieux, la boulangerie et une « Pizza-Hut ». Mais une fois passées les doubles portes de bois, on pénètre dans un monde caché, où se bousculent les strates du siècle : un cadre pré-révolutionnaire, des restes de règlement soviétique et une agitation où se côtoient exclus et « battants » de la nouvelle Russie, le tout baignant dans la rance odeur de « podiezd »



Dans l'entre-deux-guerres, le Lux, était la résidence obligée de milliers d'étrangers communistes attirés par la grande lueur du mythe de la révolution prolétarienne.



« Vous voulez une chambre ? ». La réceptionniste, dans son bureau vitré, est surprise de voir un étranger. « Vous savez qu'il n'y a pas de confort ? Que les toilettes sont dans le couloir ? Et l'ascenseur est en panne depuis quelques jours. » Des mécaniciens examinent l'antique appareil : « Il n'y a plus rien à en tirer », grommelle l'un d'eux. C'est aussi l'avis du nouveau directeur installé par la banque. « Tout reconstruire serait moins cher que de restaurer, soupire Edouard Sakharov. Mais on a dû s'engager à faire d'un « une-étoile » un cinq-étoiles qui sauvegarde les traditions ». Lesquelles ? « Celles de Filippov père et fils, bien sûr, celles de leur boulangerie aux cinq cents recettes de pain, de leur restaurant, qu'on a ouvert... » Et le Komintern ? Le mot irrite. « Comment voudriez-vous qu'on fasse ça ? En mettant partout des plaques et des flèches disant qu'un tel habitait telle chambre à dénoncer tel autre qui logeait à côté ? ». Edouard Viktorovitch n'a pas une once de compassion pour ces communistes étrangers, venus ici chercher leur propre malheur tout en contribuant à celui des Russes. Un adjoint du directeur est même agressif devant ce qu'il perçoit comme un intérêt pervers de l'Occident pour des drames qui ne furent jamais compris. Il cherche

des sociétés de tourisme, de juristes, des salons de beauté, des marchands de téléphone portable et des voyants. « PENSER À L'AVENIR ». L'une d'elles, Galina Vichnevskaja, une septuagénaire qui occupe le numéro 406, l'une des quatre chambres à balcon donnant sur la Tverskaïa, ne pense « rien » de la sommité du Komintern qui a dû précéder dans ces lieux, car son travail est « de penser à l'avenir ». Les toutes jeunes coiffeuses Alissa et

La Guépéou dans les couloirs

« Le Lux est un lieu sans équivalent, incarnant une histoire sans équivalent, chacune de ses chambres réelle un destin », témoigne Ruth von Meyenburg, une aristocrate de Bohême rescapée de cet « Intourist pour conspirateurs communistes » où elle vécut sept ans avec son mari, Ernst Fischer. Tous les membres du Komintern, internationale fondée à Moscou en 1919 pour porter la subversion dans le monde, se sont arrêtés un jour ou l'autre dans cet hôtel central de Moscou. Les chefs étaient logés aux étages nobles, la pléiade sous les toits, et tous étaient surveillés par la Guépéou, l'agence du KGB, qui dirigea par leur intermédiaire les partis communistes étrangers. Tenus à l'écart de la population, ils avaient au Lux des magasins gratuits, une clinique, un jardin d'enfants et un restaurant avec ses serveuses maussades, ses danseuses obèses et ses clients-flics en service. Dans les années 20, pour le quotidien, les cuisines

communautaires aux étages donnaient lieu à de joyeuses convivialités, celles de la foi en l'avenir radieux, malgré les rats et les cafards qui infestaient le Lux. Mais l'amerume vint vite, puis la déchéance. Dans les années 30, Staline exigea, en plus d'une obéissance aveugle, toujours plus de « trahisons » et d'« espions » à liquider dans les rangs des kominterniens, formés de dénonciateurs et de victimes aux rôles interchangeables. C'est ce qu'ont vécu ceux qui, après-guerre, deviendront chefs d'Etat ou dignitaires du socialisme, comme Tito, Hô Chi Minh, Zhou Enlai, Walter Ulbricht, Palmiro Togliatti, Maurice Thorez ou André Marty, le plus acharné des dénonciateurs ; comme ceux, bien plus nombreux, qui furent arrêtés, torturés, déportés ou abattus dans les caves de la Loubianka voisine, siège immuable du KGB. Sort « classique » que celui de Heinz Neumann, communiste allemand convoqué pour « explications » à Moscou, où il assiste, terrorisé, aux purges avant d'être exécuté en 1937 comme « agent de la Gestapo ». Sa femme, Margarete Bober-Neumann, déportée en Sibérie, est ramenée à Moscou en 1940, pour être aussitôt livrée à cette même

Gestapo, comme des centaines d'autres pensionnaires du Lux extraits du goulag en cadeau à Hitler, nouvel ami de l'URSS. Margarete survécut et publia un témoignage lucide sur les voies menant du Lux au camp de Ravensbrück. En ces temps d'éncre, les pensionnaires du Lux se caiffaient dans leurs chambres, n'en sortant que pour une descente furtive aux cuisines, évitant de se croiser, ne dormant plus la nuit car à l'affût des pas des « guépéistes » dans les couloirs venaient embarquer leurs proies, et comptant au matin les nouveaux scellés sur les portes. Fin 1938, un étrange silence y règne quand débarquent les réfugiés de la « peste brune » en Europe, Espagnols, Tchèques ou Français. Le Komintern est dissous formellement en 1943, mais les survivants du Lux, installés dans une maison voisine ou renvoyés dans leurs pays, serviront encore la « patrie des prolétaires ».

EVASION BONNES VACANCES À NOS 5 624 CLIENTS PARTIS EN AOÛT. Tout va bien. (Dans notre métier, pas de nouvelles, bonnes nouvelles). BONNES VACANCES AUX AUTRES. Ils ont payé plus cher à qualité égale, mais ils pourront toujours se rattraper la prochaine fois. DIRECTEURS VOYAGES INDIVIDUELS À LA CARTE AUX MEILLEURS PRIX DU MARCHÉ

Vos vacances sont sur Minitel Offres de dernière minute !!! 3617 AIREVASION 3617 AIRVOL 3617 LOUEZ

PROMOTION SICILE Hôtel-Club Plaia d'Himera : 3 995 F* Départ des : 29/08/98 - 5, 12, 19 et 26/09/98 semaine supplémentaire : 2 500 F*

TRAVELTOUR MASSIF CENTRAL 1 590 F* ÉGYPTE 45 jours/14 nuits 4 915 F*

3615 DREAMS Voyages propose séjours de qualité et vols des meilleures compagnies aux prix les plus bas.

cit Minitel 3615 CIT EVASION Tél. 01 55 77 27 26

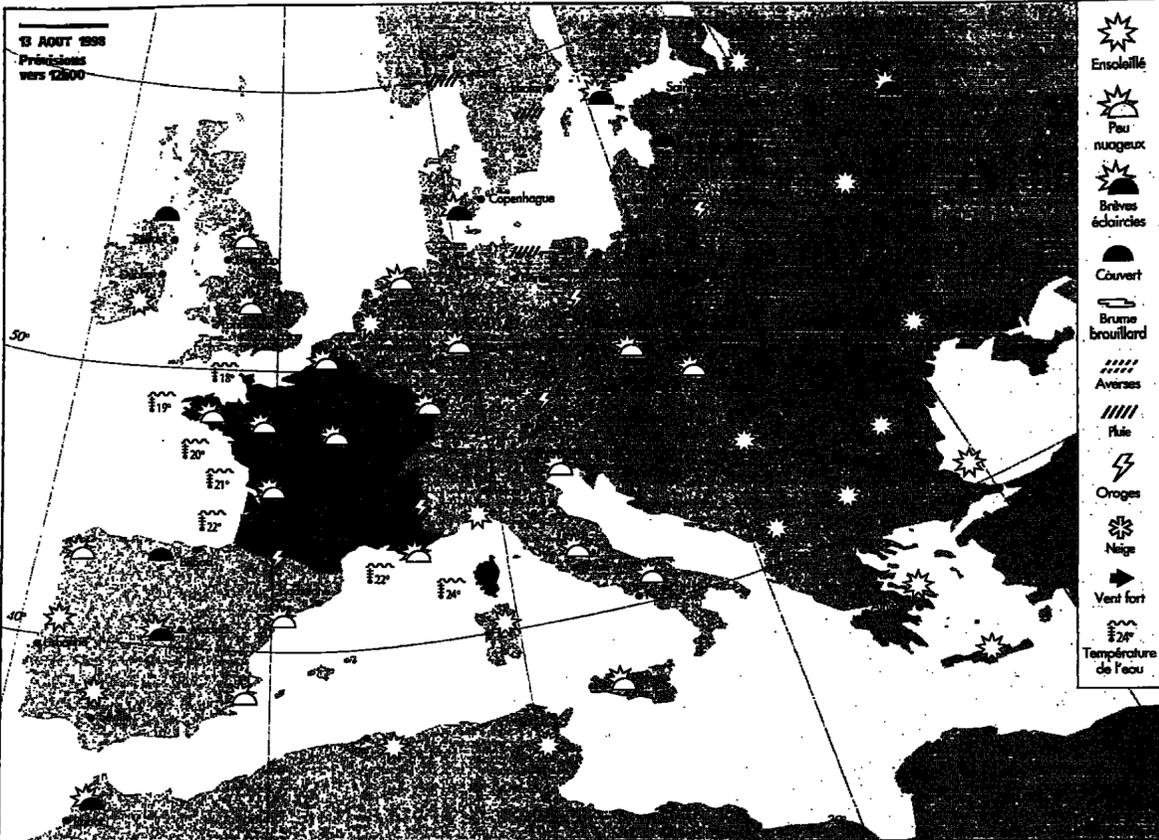
EVASION renseignements publicitaires 101 42 73 39 40

Carnet de route

● L'avion. Air France (tél. : 0802-802-802) relie Paris à Moscou trois fois par jour (deux vols le samedi) en 3 h 35 à partir de 3 649 F A/R (tarif Tempo 3). Le décalage horaire est de plus 2 heures en été. Nouvelles Frontières (08-03-33-33-33) propose un vol quotidien sur Aeroflot à partir de 2 214 F A/R et, avec cette même compagnie, Inexco Voyages (tél. : 01-47-42-25-95), à partir de 2 162 F A/R (départs de Paris, Lyon et Nice). ● L'hôtel. En attendant la rénovation du Lux, alias Tsentralnaïa, alias, après restauration, Filippov, on pourra descendre dans l'un des établissements suivants, soigneusement sélectionnés par Inexco Voyages. Le Belgrade, un 2-étoiles, typique de l'ancien État soviétique par excellence, situé sur l'Arbat, l'artère commerçante, à partir de 210 F par personne en chambre double. L'Ukraine, un 3-étoiles, tour stalinienne s'il en est, à partir de 365 F. Et, parmi les 5-étoiles de caractère, rénovés : le National, où a séjourné Léline, en face de la place Rouge (à partir de 795 F), le Métropole, qui possède une très belle verrière et où furent tournées certaines scènes du Docteur Jivago (à partir de 935 F), le Baltchug, une des plus belles vues sur le Kremlin (à partir de 845 F), et le Savoy, construit en 1913, non loin du Boïchoï (à partir de 870 F). ● Saison. Le climat à Moscou est parfaitement continental avec des hivers longs et très froids, alors que les étés sont précoces et courts. Il est bon d'éviter les périodes de Salons (octobre, novembre, mars, avril), les hôtels affichant alors souvent complet. ● Voyagistes. Inexco Voyages, spécialiste de la Russie-CEI propose des séjours à la carte, en hôtels (voir ci-dessus) et, pour un réel « bain culturel », des adresses dans des familles sélectionnées, à Moscou même. Des familles parlant le français ou toute autre langue, selon les désirs du voyageur et les possibilités sur place. À partir de 220 F par personne en chambre double et demi-pension. Consulter également Bennett Voyages (tél. : 01-48-01-87-77), Kuoni (agences), Nouvelles Frontières, qui programme, hors brochure et sur demande, le National, Transtours (agences) et Voyageurs en Europe (tél. : 01-42-96-17-20). ● Visites. Moscou compte près de 150 musées, dont le célèbre Pouchkine avec ses œuvres de Rubens, de Rembrandt et de peintres impressionnistes. Mais la grande capitale de Russie possède aussi de nombreux palais, églises et places qui méritent l'attention des visiteurs. Une mention particulière doit être décernée au métro de la ville. En plus d'être rapide et pratique, avec une ligne périphérique, il s'impose aussi comme lieu de visite permettant la découverte d'un morceau d'histoire et d'architecture des premières années du régime communiste. De nombreux artistes ont participé à la décoration des stations et l'on retrouve les divers tendances qui ont marqué le pays des modernistes, des années 20, aux néo-classiques spécialistes du fameux « dorique prolétarien ». On peut aussi profiter d'un séjour moscovite pour aller admirer, dans un rayon de 70 à 300 km autour de la capitale, les villes de l'« Anneau d'Or », et leur très beaux monastères orthodoxes : Serguiev-Possad (ex Zagorsk), Kostroma, Souzdal, Rostov, Vladimir notamment. En voiture avec chauffeur à réserver à l'avance à Paris. ● Formalités. Visa obligatoire à demander au consulat de Russie (40, boulevard Lannes, 75116 Paris, tél. : 01-45-04-05-01), à partir de 275 F, en prévoyant un délai d'une semaine et en fournissant la preuve que l'on a déjà réservé un hôtel. Aussi est-il souvent plus simple de passer par une agence. ● Lectures. Le guide Moscou (Autrement) est excellent, le Petit Futé, abondant en informations pratiques, mais le Guide Bleu (Hachette) et Russie (Gallimard) demeurent des références.

siècle Une méthode inventée en 1533

Vertical text on the left margin, partially cut off.



- Ensoleillé
Peu nuageux
Brèves éclaircies
Couvert
Brume brouillard
Averses
Pluie
Orages
Neige
Vent fort
Température de l'eau

LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE Pour le week-end de l'Assomption du 14 au 16 août la Sécurité routière prévoit un samedi 15 classé « journée rouge » et conseille aux automobilistes d'éviter d'emprunter la vallée du Rhône dans le sens des départs Paris-province, voire de renoncer à rentrer ce même jour dans le sens contraire. Il est préférable de privilégier le dimanche, annoncé « journée verte », comme le vendredi. Information : Minitel 3615 Route rubrique PLO (1,29 F la minute), et audiotel 08-36-68-20-00.
INDE Avec l'ouverture d'une ligne ferroviaire, la Konkan Railways Track, la durée du trajet en train de Mumbai (Bombay) à Goa se trouve réduite à une dizaine d'heures, sans correspondance, contre vingt quatre heures auparavant avec un changement. Départ de la gare Kuria à 23 h 10, arrivée à Goa à 9 h 05 le lendemain. Un billet de wagon-lit en 2e classe climatisée revient à 200 F environ. De Goa, on peut désormais rejoindre, par avion, les îles Lakshadives, avec la mise en service des vols Indian Airlines, chaque mardi et dimanche. Information auprès de l'Office national indien du tourisme, tél. : 01-45-23-30-45.
ÉTATS-UNIS De nouveaux survols du Grand Canyon sont proposés au départ de Las Vegas par la compagnie d'hélicoptères Papillon. Au programme figurent notamment une incursion chez les Indiens Hualapai, un pique-nique au champagne au bord du Colorado, une découverte du versant ouest du Grand Canyon et le survol nocturne de Las Vegas. Réservations à Paris auprès d'Express Conseil au 01-44-77-88-09.

Le rafraîchissement se confirme

JEUDI, avec le recul de l'anticyclone en Atlantique, la dépression au voisinage de l'Écosse dirige sur le pays un flux de nord-ouest qui nous amène un air relativement frais. Le rafraîchissement se confirme. Le soleil sera généreux sur la moitié nord, tandis que le ciel sera plus nuageux sur le sud, avec quelques orages sur le relief. Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le soleil sera prédominant. Les températures seront relativement fraîches près des côtes, avoisinant les 20 degrés et ne dépasseront pas 23 à 25 degrés à l'intérieur des terres. Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. La présence de quelques nuages n'empêche pas le soleil d'être au rendez-vous. Les températures ne dépassent pas 19 à 27 degrés du nord au sud, avec au mieux 25 à 26 degrés sur la capitale. Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les ondées, parfois orageuses, qui touchent encore l'est et le sud en début de matinée s'évacuent. Le ciel se dégage par le nord-ouest et

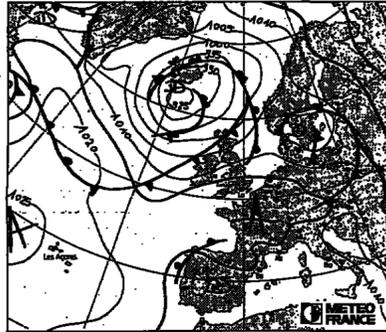
le soleil s'impose. Des nuages traînent sur le sud de la Bourgogne et le Jura. Ils pourront encore donner quelques orages sur le relief du Jura. On ne dépassera pas 25 à 28 degrés. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Dans le Poitou-Charente, il fera beau et relativement frais, avec au mieux 21 à 25 degrés. Ailleurs, le ciel sera souvent nuageux et on ne sera pas à l'abri d'une ondée. Des orages pourront se développer dans les Pyrénées. On atteindra au mieux 25 à 29 degrés, localement 23 degrés sur les côtes. Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Nuages et éclaircies alterneront. Les ondées tourneront parfois à l'orage sur le relief dans la journée. On ne dépassera pas 27 à 32 degrés l'ouest en est. Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Autour de la Méditerranée, la présence de nuages d'altitude n'empêchera pas le soleil de briller. Plus à l'intérieur des terres les nuages seront plus nombreux et parfois menaçants. Des orages pourront éclater sur le relief.

PRÉVISIONS POUR LE 13 AOÛT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Table with 2 columns: City and Temperature/Weather forecast. Includes cities like Ajaccio, Biarritz, Bordeaux, Bourges, Brest, Caen, Cherboug, Clermont-F., Dijon, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Nice, Paris, Pau, Perpignan, Rennes, St-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Tours, Valenciennes, Cannes, Fort-de-Fr.



Situation le 12 août à 0 heure TU

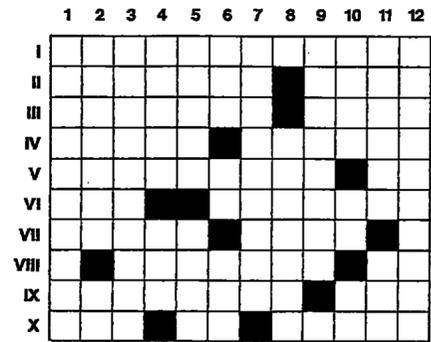


Prévisions pour le 14 août à 0 heure TU

Table of international weather forecasts for various cities including Milan, Moscow, Munich, Naples, Rome, Prague, Sofia, St-Petersburg, Stockholm, Tenerife, Warsaw, Venice, Vienna, Washington, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Lima, Los Angeles, Mexico, Montreal, New York, San Francisco, Santiago de Chile, Toronto, Washington, Algiers, Dakar, Kinshasa, Le Cap, Marrakech, Nairobi, Pretoria, Rabat, Tunis, Asie-Océanie, Bangkok, Bombay, Djakarta, Hanoi, Hong Kong, Jerusalem, New Delhi, Perth, Seoul, Singapore, Sydney, Tokyo.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98192 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Ne s'adonne pas aux plaisirs de la chair. - II. Ce n'est pas là que la précédente vient se ravitailler. La valeur des choses. - III. Logement de misère. On lui doit La Marseillaise. - IV. Arme verte. Sauter sur l'occasion. - V. Suite de petits coups. Retrouvées dans le précédent. - VI. Jeune d'aujourd'hui. Sera sans effet. - VII. Ses eaux apportent l'oubli aux morts. Assure l'équilibre des plateaux. - VIII. Très souvent artificiel, il suit de près la mode. Personnel. - IX. Comme une grosseille préparée

VERTICALEMENT

1. Son abstinence est encore plus stricte que celle du I horizontal. - 2. Le cobra ou lenaja. Cours italien. - 3. Poules des bois. - 4. Laisse échapper les gaz. Pour appeler dans la rue. - 5. Jugée du bout des doigts. Vacances forcées. - 6. Officier à la cour du sultan. Possessif. Lettres explosives. - 7. Eprouvée. - 8. Ouvrages pour préparer les exa-

mens. - 9. Ronde et anglaise, elle est aussi bâtarde. - 10. Personnel et phurriel. Largeur de la bande. Prend son temps dans les arbres. - 11. Dépourvement total. Flottante dans l'assiette. - 12. Ne s'arrêteront donc jamais.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98191

HORIZONTELEMENT
I. Trompe-la-mort. - II. Reboisés. RER. - III. Acerbes. Ravi. - IV. Môle. Sémites. - V. Puant. Résout. - VI. Op. Extras. Iso. - VII. Les. Oul. Arel. - VIII. Eau-de-vie. - IX. Nous. Enée. Né. - X. Eclat. Trônât.

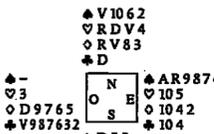
VERTICALEMENT

1. Trampoline. - 2. Recoupé. Oc. - 3. Obèle. Seul. - 4. Morne. Asa. - 5. PIB. Trou. - 6. Esés. Rude. - 7. Léseraient. - 8. As. Mes. Ver. - 9. Ris. Aieo. - 10. Oratoire. - 11. Réveuse. Na. - 12. Tristounet.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1801

SAUVÉ PAR LE MIRACLE
Alan Truscott a fait paraître dans le New York Times cette donne jouée lors d'un match de sélection.



Ann. : S. don. E.-O. vuln.

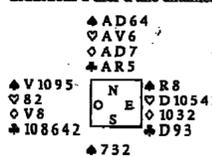
Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 4 ♠ passe
4 ♣ passe 5 ♣ passe
6 ♣ passe passe passe

Ouest ayant attaqué le 6 de Carreau (4e meilleure), comment Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM à CŒUR contre toute défense ?

Réponse
Ouest n'ayant pas de Pique pour faire chuter immédiatement le chelem, il ne restait plus qu'à essayer une remise en main suivie d'un retour dans coupe et défausse.

Après avoir fait l'As de Carreau sec, le déclarant a tiré la Dame de Trèfle, et a commencé son jeu d'élimination en coupant un Carreau. Il a joué ensuite le Roi et l'As de Cœur, puis l'As de Trèfle. Pour remonter au mort, il a coupé le... Roi de Trèfle (Est

AIDE-TOI, LE CIEL T'AIDERA !
Ce chelem, réussi par Roger Médan, montre l'importance des déductions à tirer d'une entame.



Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
passe 2 ♠ passe 2 ♠
passe 3 SA passe 4 ♠
passe 4 ♠ passe 4 SA
passe 5 ♠ passe 6 ♠

défaussant un Pique) et a réalisé le Roi de Carreau sur lequel Sud jeta le 3 de Pique. Dès lors, il était clair que Ouest, qui avait un seul Cœur et sept Trèfles, et qui (en principe) n'avait pas de Pique, détenait forcément cinq Carreaux à l'origine, dont la Dame. Il suffisait donc de jouer le Valet de Carreau et de défausser le 5 de Pique. Ouest prit, mais dut rejouer Carreau ou Trèfle pour une coupe par le dernier atout du mort et la défausse du dernier Pique de Sud...

Quest ayant fait l'entame normale du Valet de Pique, comment Médan, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM à CŒUR contre toute défense ?

Note sur les enchères
En répondant « 2 Carreaux », malgré deux Rois et un Valet, Sud espérait gagner un palier d'annonces, que son partenaire lui fit perdre avec « 3 SA » pour arrêter les enchères, car un chelem lui semblait exclu. Mais Médan ne s'arrêta pas aussi facilement et déclara « 4 Carreaux ». Son partenaire (Molle) renvoya la balle en disant « 4 Cœurs ». Sud fit alors un Blackwood à « 4 SA » sans se rendre compte que cette enchère n'était qu'un relais naturel. Enfin, sur « 5 Carreaux », Sud déclara le chelem.

Philippe Brugnon

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 13 AOÛT 1998

FESTIVALS Le Festival interceltique de Lorient, qui se déroule du 7 au 16 août, est devenu en dix ans un important rassemblement d'une musique qui dépasse largement le

concept « traditionnel ». On y entend des musiques folks aussi bien que classiques, rocks, ou technos. Le public est aussi bigarré que les sons dispersés en 250 concerts par 4 500

artistes. ● LA « NUIT DES ASTURIENS », dimanche 10 août, a illustré cette ouverture, avec un groupe espagnol très « irlandisé », une chanteuse des montagnes et, surtout, la

création d'une suite pour orchestre symphonique et instruments traditionnels de Ramon Prada. ● ALAN STIVELL représentait, le 11, la première génération des musiciens bre-

tons à avoir sorti les instruments traditionnels du folklore. ● DIDIER SQUIBAN, quant à lui, est l'un des tout premiers à interpréter le répertoire breton au piano.

Lorient, celte et décidée à le rester

Le Festival interceltique, qui se tient du 7 au 16 août, connaît cette année encore un succès nourri de l'esprit de fête et d'ouverture. Bretagne, Asturies, Irlande, pays proches et lointains s'y rejoignent en mariant rock, techno, folk et classique

LORIENT de notre envoyé spécial Si l'on vient au Festival interceltique de Lorient avec la nostalgie d'une Bretagne de carte postale, on est déçu. Ce qui se passe ici ressortit à une culture vivante, rien à voir avec un musée poussiéreux. Plaçons le décor : un grand port du sud de la Bretagne, une architecture reconstruite à la hâte après guerre, une rade superbe avec quelques navires de guerre et des centaines de bateaux de plaisance, un port de commerce, un centre-ville envahi par des dizaines de milliers de personnes. Tous sont là, pour les dix jours de fête et de musique qu'offre, chaque année, début août, le Festival interceltique. Dans une ville tarabouée par la chaleur, la fête est partout, la musique aussi. L'adjectif « interceltique » peut sembler flou. Il n'empêche que, parti voilà vingt-sept

ans d'un rassemblement de sonneurs, ce festival est aujourd'hui la plus importante manifestation de tous les amateurs de musique d'une culture partagée. Certains intégristes de la musique bretonne d'hier seraient surpris de voir leurs enfants et petits-enfants danser la gavotte en tenue de rappeur et crête sur la tête. Crête, et non pas crêpe, aliment local ayant, lui aussi, largement dépassé les frontières bretonnes. TOUTES LES MUSIQUES Toutes les musiques d'inspiration celte sont représentées à Lorient. 250 spectacles, 4 500 artistes, ça empêche toute orthodoxie. C'est pour cela que Lorient fascine : rock, folk, techno, classique, et musique traditionnelle, on entend tout cela, et plus encore. La conservation du patrimoine musical est ici fort peu conservatrice.

Une balade dans la ville permet de vérifier cette affirmation. Pas un café, une terrasse, un coin de jardin public qui ne rassemble des musiciens et des festivaliers parlant d'abord le langage de la musique. Vu l'état de certains, c'est plus sûr. Au Palais des congrès, bâtiment assez laid en béton, entre les quais de Rohan et des Indes, on entre et on sort par grappes. C'est l'un des poumons du festival. Le matin, master classes de cornemuses ; l'après-midi, les Trophées (concours) des sonneurs de cornemuses et de gaita (version celtique de l'instrument) ; le soir, concerts. C'est aussi là qu'on rencontre, au hasard, le responsable du Festival interceltique de Tokyo (T), celui de Sydney (re-t) et des journalistes italiens clamant haut et fort que Milan fut créée par des Celtes. Ailleurs, on dépasse un groupe

de musiciens qui font un bouff, on s'y essient, ça n'a pas d'importance. Des enfants en costume passent dans la rue. Leur langue espagnole les désigne comme galiciens ou asturiens. On devise sur le costume, les instruments et, rapidement, on joue et on danse sur le bitume ; la ville est piétonne, ça aide. Après les concerts inoubliables sous chapiteau, vers minuit, la fête improvisée redémarre autour de lieux mythiques - la salle Camot (un gymnase) et le Pub, encore un chapiteau mais doté d'un grand bar. Salle Camot, les festouzes durent jusqu'au matin ; l'accès est gratuit. Des musiciens se relaient sur la petite scène. Une sonorisation sommaire amplifie les airs à danser de la tradition bretonne, interprétés au binou, à la bombarde, à l'accordéon et chantés. Même les timides n'y résistent pas. On s'y met naturellement. La

coutume est de danser ensemble, à vingt, à cent, à cinq cents, des danses traditionnelles des régions de Bretagne : pillin, rondes, gavottes... Le parfait antidote à l'individualisme. Le public est incroyablement bigarré : des jeunes en phase avec la mode et des moins jeunes habillés comme à la ville, des Ecossais en kilt. On voisine même avec une danseuse au pied plâtré. DES LARDEES « DESTROY » Encore plus tard, il faut rejoindre l'autre lieu de la nuit : le Pub. Agrandi cette année, il reste trop étroit pour les centaines de personnes dansant des gavottes à tendance pogo, des lardées version destroy, au son d'un groupe folk-rock plutôt secoué. Au Palais comme au Pub, l'excitation ne souffre ni violence ni ségrégation. Au festival, la tradition reprend parfois le dessus. Dimanche matin,

dans la ville, des milliers de danseurs et musiciens des « nations celtes » ont défilé. Comme chaque année, juste pour la beauté du geste. Ils sont venus des quatre coins de la région mais aussi des îles Britanniques et de plus loin. Ils ont fait le tour de la ville, applaudis par des dizaines de milliers de spectateurs. Sous un soleil indigne de ces gens des pays frais, portant de beaux mais chauds costumes. Qu'importe, la « Breizh Pride » est à ce prix. Alors faut-il être celtique pour venir au Festival interceltique. La réponse est clairement négative. Car est celtique, et donc « intercelte », qui veut. Les Celtes de l'histoire ont été le premier peuple européen capable d'intégrer et d'assimiler les cultures des pays traversés. Lorient est vraiment leur capitale. P. de la C.

Ramon Prada, coloriste des Asturies

NUIT DES ASTURIENS. 1^{re} partie : Llan de Cubel ; Mari Luz Cristobal Caunedo et Xuan Rodriguez. 2^e partie : Orchestre symphonique de la principauté des Asturies, Maximiliano Valdes (direction). Par Alberto Fernandez Varillas, gaita, et Celia Gonzales, zanfona. Mamel E. Avello : Trois variations sur un thème de gaita. Benito Lauret : Scènes asturiennes. Ramon Prada : La Nuit celte, suite symphonique. Le 10 août.

LORIENT de notre envoyé spécial En spencer blanc, col ouvert, Maximiliano Valdes entre sur la scène illuminée. S'emparant d'un micro, le chef présente le plus simplement du monde son orchestre et les œuvres qu'il va diriger, retransmis sur deux écrans géants placés de chaque côté de la scène. Le festival, à cet instant, bouscule les habitudes du concert. Le public est conquis. C'est la méthode interceltique.

Sous le chapiteau géant de Kergroise, le festival consacrait une soirée à la musique des Asturies, région du nord de l'Espagne qui redécouvre son passé celte. Après, en première partie, un groupe folk très « irlandisé », Llan de Cubel, et une étonnante chanteuse des montagnes, la Nuit des Asturies présentait un programme de musique populaire pour orchestre symphonique et instruments traditionnels. Les deux premières œuvres, Trois variations pour gaita (cornemuse) de Manuel Avello et Scènes asturiennes de Benito Lauret, s'appuient sur un matériel mélodique traditionnel. L'orchestration emprunte beaucoup à des musiciens

comme Saint-Saëns, Dukas ou Vaughan-Williams... Dramatiquement gentilles, ces musiques pourraient servir, au mieux, de générique de télévision avec, toutefois, quelques mesures plus inventives dans la dernière partie des Scènes asturiennes. Le final fut l'hymne de la principauté des Asturies, ce qui fit se lever le public averti. Le morceau de bravoure de cette nuit fut la création mondiale de La Nuit celte. Composée par Ramon Prada, cette pièce de quarante-cinq minutes est une suite symphonique pour orchestre, gaita, zanfona (vielle à roue) et ensemble de gaitas. S'appuyant sur un récit de la résistance des Celtes asturiens face à l'envahisseur romain, La Nuit celte est une musique « à programme ».

Bien construite, l'œuvre raconte sur un mode très expressif, en dix-sept tableaux, l'amour, la bataille, la trahison, la résistance... Le plus fort est qu'on y croit. Avec culot, ce compositeur asturien de vingt-huit ans, dont c'est la première création symphonique, fait accepter une musique simple, bien orchestrée, riche de mille idées.

FILATION ESPAGNOLE Ramon Prada sait construire son récit et faire jouer avec l'orchestre deux instruments traditionnels musicalement limités, la gaita et la zanfona. Il crée de belles couleurs sonores, en jouant fréquemment sur l'alternance des pupitres et les effets de surprise par variation de tempo. Quelques facilités dans les moments très mélodiques, des naïvetés à la fin de l'œuvre ne gâchent pas notre plaisir. Et le public enthousiaste, applaudissant entre les brefs mouvements, se prend au jeu



GILBERT/LEZARD/AGENCE DE LORIENT

Alberto F. Varillas à la gaita.

de l'écoute attentive, avant de faire un triomphe à cette Nuit celte qui doit beaucoup au Nouveau Monde de Dvorak pour le thème récurrent, à Rodrigo pour la filiation espagnole et à la musique de film pour l'efficacité. De cette soirée on regrettera le travail de sappe d'un sonorisateur qui a contrecarré la direction précise et délicate du chef. Rénové en 1991, très international et doté d'un

remarquable pupitre de cordes pour la plupart issus des Virtuoses de Moscou, l'Orchestre symphonique des Asturies tire très bien son épingle d'un jeu, somme toute, périlleux car l'œuvre de Ramon Prada, qui revendique tonalité et néoclassicisme, n'est pas aussi aisée à interpréter qu'elle pourrait le laisser croire. P. de la C.

Alan Stivell, divinité intergalactique transmanche

ALAN STIVELL : 1 DOUAR (UNE TERRE). Alan Stivell : chant, harpe celte, tin whistle, cornemuse, Pascale Le Berre-Pascal, claviers, Robert Le Gall, guitare et violon, Pascal Sarton, basse, Christophe Gallizo, batterie, Khiffa Rachedi, percussions, Breda Mayock, flûtes, Orchestre de chambre du Festival interceltique, Chœur d'hommes Kanerion an Oriant, Bagad an Oriant. Le 11 août.

LORIENT de notre envoyé spécial Sous le chapiteau de Kergroise, Alan Stivell revenait au Festival interceltique pour une nouvelle mouture du spectacle bâti autour de son album-concept intitulé Une terre. Dès son entrée en scène, le vétérán de la cause bretonne semble tout petit, à côté de sa belle harpe celte, et malgré une retransmission sur écran géant. Alan Stivell, le pape du renouveau de la musique celte, l'un des premiers à avoir donné confiance à tous les amoureux de la tradition bretonne, s'est mué en chanteur de l'universalisme, au risque courageux de déplaire à ses premiers soutiens. Mais l'homme est tenace et rassemble encore sur son nom de grandes foules, comme les 4 000 spectateurs de cette soirée. Dès les premières mesures du concert, on est terrassé par la sonorisation. Les sons cristallins de la harpe celte sont transformés en verre cassé, le violon en crin-crin, la guitare en lance-roquettes ; une rythmique éléphantinesque couvre tout, et le son est si

fort qu'il est impossible de distinguer qui joue quoi, et comment. Instantanément, nous sommes devenus sourds. Le sonorisateur doit l'être depuis plus longtemps. On devine tout de même l'Orchestre de chambre du festival, le plaignant aussitôt d'avoir à prendre part à une telle hécatombe sonore et musicale. Ses sobres apparitions du début du spectacle sont noyées dans un magma sonore dont émergent heureusement les interventions efficaces du guitariste et violoniste Robert Le Gall. C'est à ce musicien que l'on doit la transcription des arrangements imaginés par Stivell. On aurait préféré l'inverse.

OREILLES CASSEES Du côté des voix, on s'inquiète. Celle d'Alan Stivell, d'habitude plus assurée, se promène dangereusement. Tout comme les voix féminines qui l'accompagnent. Les compositions de Stivell passent d'un genre à un autre, alternant grandes nappes sonores new-age, hard-rock celte, reel irlandais, kan ha diskann électrique, cims d'œil au passé et déclarations hallucinées : « O divinité suprême, paix en Ulster ! » Si le public est conquis, c'est par nostalgie d'un passé musical brillant, mais révolu. Car le présent est embruyé et casse les oreilles. Beaucoup quittent le navire en perdition. Ils reviendront pour le Bro Goch mo zadow, l'hymne breton « intergalactique et transmanche », Stivell dit. P. de la C.

Films documentaires et remue-méninges à Lussas

C'EST REPARTI pour un tour. Du 16 au 22 août, quelque cent cinquante films seront montrés à Lussas, de 10 heures du matin à minuit, à la faveur de la dixième édition des Etats généraux du film documentaire. Avec l'augmentation régulière de la fréquentation (quatre mille participants attendus cette année) et l'installation d'une salle supplémentaire (assurément belle comme un camion, puisque c'en est un !), Jean-Marie Barbé et son équipe de fidèles devraient être en mesure de cultiver au mieux la triple vocation du festival dont l'urgence originelle est chaque année reconduite : témoigner de l'engagement du cinéma documentaire dans la société, mener une réflexion approfondie sur le genre, et favoriser la rencontre entre le public et des professionnels. Moteur principal de la mini-machinerie lussasienne, la session thématique (un coordinateur, une programmation, des intervenants

spécialisés, un débat public) développe cette année cinq chevaux. Soit le travail à la télévision, et plus particulièrement la façon dont celle-ci, depuis ses origines, a représenté celui-là. La multiplication, ces dernières années, des lieux de diffusion associatifs du documentaire en France, et l'affinité retrouvée entre cinéma et lien social dont ce phénomène semble témoigner. LA PLACE DU TÉMOIN Après la place des archives, en 1997, c'est celle du témoin dans le documentaire historique qui est envisagée, ainsi que la mise en scène dont il est l'objet, ou la manière dont, informant l'histoire, il est aussi changé par elle. L'année 1967 est aussi passée au crible rétrospectif, pour tenter d'y révéler, sous l'angle de la « prise de parole » et à travers des cinéastes comme Chris Marker ou Jacques Kébedian, l'annonce de 68. Enfin, faute de paroles et privé de mots,

on pourra constater, à l'initiative de Anne-Marie Faux, selon sa belle formule, que « les gestes composent une grammaire, une partition qui durent encore. Quand les films obstinent se taisent, que leur demandent leurs filmeurs ? ». Vaste programme, que viennent enrichir, si besoin était, la sélection des documentaires français de l'année (qu'on nous promet radicale dans son refus du formatage télévisuel), quelques rétrospectives aléchantes (Kazimierz Karabasz pour la Pologne, Borhane Alaouié pour le Liban, Jean-Luc Godard pour ici, on allie), et un hommage au cinéaste militant qui n'a jamais cessé d'être René Vautier. Cela pour ne rien dire des ateliers ordinairement teus à huis clos, qui réservent cette année une surprise suffisamment délicate pour que le contenu n'en soit dévoilé qu'en temps et en heure. Jacques Mandelbaum

TROIS QUESTIONS À... DIDIER SQUIBAN

1 Vous êtes l'un des tout premiers musiciens à interpréter le répertoire traditionnel breton au piano. Pourquoi avoir choisi cet instrument classique ? Par hasard. Quand j'étais enfant, mon oncle tenait un dancing à Ploudalmézeau. Un jour, il a invité Claude François qui a exigé un piano. Il en a donc acheté un. Quand le jour du concert est arrivé, Eddy Louiss accompagnait Claude François à... l'orgue. Dégoûté, mon oncle m'a donné le piano, et le beau de Ploudalmézeau m'a appris à en jouer. Ensuite, j'ai tenu l'orgue à l'église et j'ai appris un grand nombre de cantiques, qui sont souvent issus de mélodies profanes : Ar baradoz (Le Paradis) s'intitule aussi Jenovefa. J'ai écouté des disques, beaucoup lu de musique. A dix-huit ans, j'ai découvert Bill Evans. J'ai rapidement compris que le jazz était mon langage, et la musique traditionnelle, mon vocabu-

laire. Il y a cinq ans, Dan Ar Braz m'a demandé de le remplacer au piano pour accompagner Yann Fanch Kemener, qui a une voix étonnante. Ce fut le début de notre collaboration. Enez Eusa (l'île d'Ouessant, en français), pour moi, c'est un vrai standard de jazz, du type Funny Valentine, mais dans un genre différent. Avec l'album Molène, j'ai voulu prendre plus de risques. Sans la voix, je suis plus libre. C'est à moi de développer la ligne mélodique, et non plus au chanteur. 2 Vous allez éditer vos arrangements des airs traditionnels bretons. Vous inscrivez-vous dans la ligne des compositeurs bretons de musique classique ? Roparz ou LeFlem ne sont bretons que par leur nom ou leur lieu de naissance. Je n'ai pas grand-chose à voir avec eux, même si j'écris actuellement, pour l'Orchestre de Bretagne, une symphonie concertante pour orchestre, chœur, bagad et voix solistes. Dans mes albums solo, je ne fais pas de la musique bretonne, je fais une nou-

velle présentation d'un répertoire, en improvisant, en soulignant le swing des danses, et la beauté mélodique des airs. Je vais éditer seulement les thèmes que j'ai arrangés, sans mes improvisations. 3 Pour vous, que représente la Bretagne ? C'est un pays, une région d'Europe, où il fait bon vivre et où il pleut en été, c'est bien. J'ai du mal à quitter la Bretagne plus de huit jours. Je suis face à la mer, dans mon studio de l'île de Molène comme dans ma maison de la rade de Brest. La mer, avec la poésie et la peinture, est une source d'inspiration permanente, j'ai besoin de contempler ses changements incessants, de couleur, de forme, de mouvement, au moins une heure chaque jour. Propos recueillis par Philip de la Croix * Didier Squiban est en concert, en solo, au Festival interceltique de Lorient, le jeudi 13 août, à 21 h 30, au palais des congrès.

مركزاً من رصاص

L'été, le cinéma a rendez-vous avec les nanars et les grandes reprises

Soixante-dix nouveaux films en juillet et en août à l'affiche, mais quels films ?

Soixante-dix nouveaux films sortent dans les salles cet été. Ainsi distributeurs et exploitants semblent-ils répondre au souhait, soutenu par le

ministère de la culture, que l'été ne soit plus une période creuse. L'amateur du septième art préférera pourtant encore les reprises, que Paris

offre à profusion, mais aussi, désormais, la province, comme le Sud-Ouest avec l'opération Ciné-sites ou le Festival du Gindou.

« UN CONTRESENS », dit la publicité commanditée par la FNCF (Fédération nationale des cinémas de France, qui regroupe les exploitants de salles), insistant sur les soixante-dix nouveaux titres à l'affiche durant la période estivale. Cette année, c'était décidé, les vacances ne seraient pas la période creuse traditionnelle, tout le monde devait y mettre du sien, et Catherine Trautmann était arrivée en renfort, décrétant une hausse du soutien automatique aux producteurs et distributeurs qui, à la suite des Anglais et des chiens fous, tentaient l' aventure d'une sortie en plein soleil. A cette vaillante tentative, il n'aurait manqué qu'une chose : les films.

L'usage veut que l'été soit le rendez-vous des nanars, les distributeurs profitant de la distraction des vacanciers pour écouler leurs fonds de tiroir, mais aussi quelques pépites qui font les délices des cinéastes. Cette année, malgré les efforts ministériels et professionnels, le mois de nouveautés est singulièrement décevant. Du moins sur le plan artistique, le cinéma ayant mieux résisté que prévu à la

concurrence du Mondial, et poursuivant sur sa lancée grâce en particulier aux succès de *L'Arme fatale 4* et d'*Armageddon* - ce qui n'arrange pas la part de marché du film français, mais cela est une autre histoire. Pour voir des beaux films, et pas seulement profiter de la climatization en s'enfilant du pop-com et des effets spéciaux, il faut donc encore et toujours avoir recours aux reprises.

PARIS TOUJOURS UNIQUE
Elles aussi connaissent d'ailleurs un authentique succès économique : les 1 891 entrées de *Qui était donc cette dame ?* de George Stevens avec Tony Curtis et Janet Leigh (Refil Médias Logos) ou les 1 582 entrées des *Contes de la lune vague après la pluie* (Studio des Ursulines), chacun dans une seule salle parisienne, constituent des records qu'environnent bien des titres « commerciaux ». Surtout, il faut dire et redire combien Paris est un lieu unique au monde par la diversité des œuvres accessibles. La plus belle rétrospective de l'été, la plus originale, est sans conteste le vaste ensemble consacré à Mizoguchi,

intégré par la Cinémathèque et poursuivi aux Ursulines. Mais on peut aussi voir des rétrospectives consacrées à Terence Malick (MK2 Quai de Seine), Satyajit Ray (Les 3 Luxembourg), Ingmar Bergman (Saint-André-des-Arts), Eisenstein (Denfert), aux Frères Coen (MK2 Odéon) et à Godard (Refil Médias Logos), Marguerite Duras (Le Républicain) comme aux Marx Brothers (Action Ecoles). Une telle profusion permet des réévaluations pratiquement toujours à la hausse, voire des effets de montage fortuits, souvent ludiques et parfois féconds, pour qui aura le loisir et la curiosité de s'inventer son propre trajet d'une salle à l'autre.

Et il n'y a pas que les rétrospectives. Parmi les films « à l'unité », il faut saluer le singulier *Les Anges du boulevard* (Quartier Latin), perte des studios de Shanghai d'avant-guerre, comme le splendide *Hanky-Tank Man* (MK2 Odéon, MK2 Bastille, MK2 Quai-de-Seine) de Clint Eastwood, rendre visite au bonidisme *Scaramouche* (Majestic Passy) de George Sidney comme au bouleversant *Yasha* (MK2 Farnesse) d'Irissa Ouedraogo, ou ne pas ra-

ter deux merveilles signées Manoel de Oliveira, une grande (*Francisco*) et une petite (*La Part*).

Parmi tant de beaux films, un mot pour une rareté réévaluée (en copie pas neuve du tout à l'Action Ecoles), le passionnant *Gullpier pour trois abelles* de Joseph Mandkewicz, film d'une modernité neuve et cruelle dont chaque plan est à la fois une surprise et une fiandaise. Le film figure aussi dans l'épatante programmation du Festival du cinéma en plein air de La Villette « Au fil de l'eau », que le beau temps revient permet enfin d'apprécier complètement.

CINÉ-SITES DANS LE SUD-OUEST
Paris est, c'est vrai, incomparablement privilégiée, mais la capitale n'a pourtant pas le monopole des retrouvailles avec les grands films : ainsi de l'opération Ciné-sites, qui se déploie dans de nombreux lieux historiques dans tout le Sud-Ouest, ou, dans la même région, mais beaucoup plus exotique dans ses choix artistiques, le Festival du Gindou (du 22 au 29 août).

J.-M. F.

Quand Jean Renoir formulait son « art poétique » avec Flaubert

Madame Bovary. Mal jugé par son auteur, ce film est une expérience essentielle de « réalisme intérieur »

Film français de Jean Renoir. Avec Valentine Tessier, Pierre Renoir, Max Dearly, Fernand Fabre. (2 heures.)

Plus qu'à Vincente Minelli (1949), Claude Chabrol (1991) ou Manoel de Oliveira, qui n'en propose pas moins une sublime réécriture (*Vol Abraham*, 1993), on ne peut s'empêcher de penser que le roman de Flaubert, pour d'évidentes affinités de style, d'esprit et de culture, devait échoir à Jean Renoir. Pourtant, le film aura connu un échec public, divisé durablement la critique, et occupé de surcroît une place mineure dans les principales exégeses consacrées à son œuvre.

Madame Bovary est de fait un objet problématique, ne serait-ce que de l'aveu même de son auteur, qui le jugea rétrospectivement « un peu ennuyeux » et en imputa la raison aux coupures exigées par les distributeurs, qui obtinrent de le réduire du tiers de sa durée (de trois heures). La perte des chutes empêcha qu'on sût jamais à quoi ressemblait le film initial - « c'était très long et c'était bien meilleur », précise Renoir. Cette mutilation lui a donné une aura qui n'est pas pour rien dans l'admiration de ses défenseurs. André Bazin ou Eric Rohmer y voient une œuvre où le cinéaste aura formulé son « art poétique », sondant « les rapports fondamentaux entre la liberté et la règle, l'être et l'apparence ».

Madame Bovary constitue une étape essentielle dans l'évolution d'une esthétique qui, depuis *La Chienne* (1931), annonce ce film pré-

curseur du néoréalisme qu'est *Toni* (1934). L'hypothèse peut paraître paradoxale dans la mesure où *Madame Bovary* - explicitement défini par Renoir comme « une expérience avec les gens de théâtre » (tous les acteurs du film le sont) - semble de prime abord se situer aux antipodes de l'expérience stylistique de *Toni*. Le film privilégie les cadres dans le cadre, multiplie à travers portes et fenêtres un point de vue sur le monde défini comme une scène où les personnages sont désignés comme les victimes consentantes de la représentation. Le coup de génie de Renoir, c'est d'avoir adapté la matière romanesque de Flaubert en faisant ce détour par le théâtre, de telle sorte que le cinéma en restitue l'intime vérité.

THÉÂTRE FILMÉ, UNE POLÉMIQUE

Sans doute l'esthétique du théâtre constitue-t-elle d'une façon générale pour Renoir, comme le remarque Pierre Haffner (*Jean Renoir*, Rivages, 1988), « un fondement du cinéma ». Mais, plus encore, on retrouve ici la notion de « réalisme intérieur » chère au cinéaste, qu'André Bazin va brillamment développer : l'adaptation cinématographique, loin de subordonner le sentiment de réalité à l'accumulation des faits réels, doit au contraire l'évoquer par l'insistance infinitésimale de certains détails (par exemple les tableaux animaliers), tout en accusant par ailleurs les conventions proprement théâtrales.

Voilà pourquoi lorsque Bazin, en 1951, juge que le retour du « théâtre filmé » (Cocteau, Welles, Bresson...), loin de constituer une dégénérescence du cinéma, témoigne au contraire

de la maîtrise accrue de son langage et de son approfondissement esthétique sous le signe de la conquête du réalisme, il nous permet de mieux comprendre le cheminement, et non la fracture apparente, qui permet à Renoir de tourner *Toni* dans la foulée de *Madame Bovary*. Il met en lumière un phénomène intéressant rétrospectivement : l'évolution du cinéma lui-même, qui, comme on le sait, a largement puisé son inspiration, au début du parlant, dans la littérature et plus encore dans le théâtre. Renoir ne fait pas exception à la règle, en adaptant coup sur coup Feydeau (*On purge bébé*, 1931), Georges de La Fouchardière (*La Chienne*, 1931), Georges Simenon (*La Nuit du carrefour*, 1932), René Fauchois (*Boudu sauvé des eaux*, 1932), Roger Ferdinand (*Chopard et Cie*, 1932), Flambert enfin avec *Madame Bovary*.

Cette vogue du théâtre filmé, et la polémique qui s'ensuit, aura deux conséquences majeures. Elle permet, d'abord aux réalisateurs, en butte au mépris des gens de lettres et des auteurs dramatiques, de s'émanciper progressivement de cette tutelle en faisant à leur tour reconnaître leur statut d'auteur, notion promise en France à une certaine fortune. Elle engendre ensuite, parmi beaucoup de médiocrités qui justifient la défiance originellement portée au genre, des œuvres où le réalisme cinématographique semble faire son lit dans la transfiguration de la dramaturgie théâtrale, et l'on aura reconnu Marcel Pagnol, qui ne deviendra sans doute pas pour rien le producteur de *Toni*.

Jacques Mandelbaum

LES FILMS DE LA SEMAINE

LE VEILLEUR DE NUIT

Ole Bornedal est l'un des nombreux réalisateurs européens à signer son entrée à Hollywood par un remake de son film précédent. Il était donc à craindre que *Le Velleur de nuit* ressemble à un devoir appliqué de bon élève soucieux de faire plaisir à ses commanditaires. A partir d'une idée banale (un serial killer terrorise une ville en s'attaquant aux prostituées qu'il assassine sauvagement avant de leur arracher les yeux), Ole Bornedal fait preuve d'un véritable talent pour susciter l'angoisse. En concentrant la majeure partie de son action dans une morgue, sur laquelle doit veiller un jeune étu-

diant (interprété par un Ewan McGregor très convaincant, au jeu intelligemment sobre), il réussit à créer un climat glaauque, inquiétant, reposant uniquement sur la paranoïa grandissante de son héros. L'absence d'effets gore et des ficelles habituelles du cinéma d'horreur fait davantage penser à Jacques Tourneur, dont Ole Bornedal a retenu l'une des leçons : suggérer le mystère sans jamais le montrer. Malheureusement, l'incohérence de la deuxième partie du scénario et une avalanche d'hémoglobine empêchent *Le Velleur de nuit* d'être plus qu'un bon film de genre. *Samuel Blumenfeld*
Film américain d'Ole Bornedal. Avec Ewan McGregor, Patricia Arquette, Nick Nolte. (1 h 48.)

THE BIG HIT

Comme ses collègues John Woo ou Tsui Hark, Kirk Wong a répondu aux appels de Hollywood en mal de renouvellement stylistique, trouvant une échappatoire à la perte de vitalité du cinéma hongkongais et à la restitution de la colonie à la Chine populaire. Mais Kirk Wong était, lui, un pur spécialiste du film d'action violent et sombre. En allant réaliser son premier film aux Etats-Unis, il cherche à modifier son image avec

cette comédie émaillée de scènes spectaculaires. Racontant les tribulations d'un quatuor d'hommes de main qu'il filme comme des Tortues Ninja humaines, il se concentre sur les mésaventures familiales et professionnelles du plus gentil d'entre eux. La cible de cette comédie est rien de moins que les clichés du cinéma grand public américain (ce qu'en d'autres temps on aurait appelé l'idéologie dominante) : le héros positif, le couple, la famille, la division du travail au service du boulot (quel que soit celui-ci) bien fait quoi qu'il arrive. Mais, si la subtilité de Kirk Wong dans les scènes de bagarres et de poursuites reste entière (il invente notamment quelques mémorables figures de combat au pistolet inspirées du hip-hop), le mélange action-comédie semble souvent forcé, et la charge antihollywoodienne plus roublarde qu'audacieuse. *J.-M. F.*
Film américain de Kirk Wong. Avec Mark Wahlberg, China Chow, Lou Diamond Phillips, Avery Brook, Bokeem Woodbine, Christina Applegate. (1 h 31.)

ELLES

Produit par une société luxembourgeoise qui s'est montrée plus inspirée (*La Promesse*, des frères Dardenne), réalisé par un cinéaste portugais qui n'aime visiblement

pas le cinéma. Elles est une comédie européenne francophone censée se dérouler à Lisbonne et évoque les démentels sentimentaux de cinq amies dans la fleur de l'âge. En réalité, il s'agit d'un objet parfaitement identifiable sous les plis espèces de la télévision, à mi-chemin du kaléidoscope publicitaire et de la sitcom bâclée, avec un fuculaire lisboète en guise de principal plan de coupe entre les scènes d'intérieur. Carmen Maura en présentatrice télé branchée, Miou-Miou en enseignante amoureuse du fils d'une de ses amies, Guesh Patti en chanteuse nymphomane, Marisa Berenson en esthéticienne lesbienne et Marthe Keller en divorcée déprimée incarnent les malheureuses concurrentes de cette Euprovision de la psychologie féminine. *J. M.*
Film franco-luxembourgo-portugais de Luis Galvão Teles. Avec Carmen Maura, Miou-Miou, Marisa Berenson, Guesh Patti, Marthe Keller. (1 h 55.)

DR. DOLITTLE
CURSUS FATAL
LA PROPOSITION
RÉACTIONS EN CHAÎNE
LOVED
ÇA NE SE REFUSE PAS
ON VA NULLE PART ET C'EST TRÈS BIEN
Les critiques de ces films seront publiées dans nos prochaines éditions.

SORTIR

PARIS

Paris vu par... Lubitsch
Dans le cadre de la thématique « Paris vu par... les cinéastes étrangers » que propose la Vidéothèque de Paris jusqu'au 25 octobre, cinq journées sont consacrées au cinéaste Ernst Lubitsch (1892-1947). Berlinois d'origine, Américain d'adoption, Ernst Lubitsch a souvent utilisé Paris comme décor. Au milieu des joyaux de la période américaine des années 30 (*Haute Pègre*, *Sérénade à trois*, *Ange*, *La Huitième Femme de Barbe-Bleue*, *Ninotchka*) seront présentées deux opérettes musicales interprétées par Maurice Chevalier (*Une heure près de toi*, *La Veuve Joyeuse*) ainsi que trois films moins connus : *L'homme que j'ai tué*, réflexion sur la mort et l'absurdité de la guerre, et deux films muets, *Madame du Barry*, reconstitution historique du XVIII^e siècle tournée par Lubitsch en Allemagne au début de sa carrière, et *Montmartre*, avec Pola Negri, qui seront projetés avec un accompagnement musical au piano.
Vidéothèque de Paris, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris-1^{er}.
M^e Châtelet-Les Halles, Du 12 au 16 août. Tél. : 01-44-76-62-00.

MULHOUSE

Jazz à Mulhouse
La Chapelle-Saint-Jean, en début de journée, et L'Entrepôt, à partir de 18 heures, sont devenus les lieux principaux de Jazz à Mulhouse, festival très libre, très mouvementé, plutôt européen, sans frontières depuis des années. Après un

départ dès le 13 août avec le Cultivated Swab Jazz Band dans des communes voisines et plusieurs concerts dans différents lieux publics de la ville, le festival prendra son rythme avec des propositions fortes du 19 au 22 août. Volapük, Elliott Sharp et Le Quan Ninh, Akash S. et son Unit, débuteront le 19, suivis d'Iva Bittova, Double Jeu Trio, Louis Scavias/Jean-Pierre Drouot, Damián Lazo avec Michel Doneda, Marc Dresser, Fawzi Al-Aledi, pas mal de Néerlandais (le groupe The Ex, Ernst Reijseger, l'Institut Composers Pool avec Misha Mengelberg, Michael Moore, Han Bennink...) et l'Allemand Peter Brötzmann pour clore l'une des manifestations les plus indispensables de l'été. Jazz à Mulhouse, BP 1335, 68056 Mulhouse Cedex. Du 13 au 22 août. Tél. : 03-89-45-63-95. Pass Festival 300 F.

PARTHENAY (DEUX-SEVRES)

De bouche à oreille
La première partie de cette 12^e édition du festival est déployée en Gâtine, et consacrée à la voix (parlée, racontée, chantée), et fait la part belle au violon, aux instruments traditionnels. En concert en ville : Joe Cormier (Québec), Vassen (Subbe), le 19 ; Drailles, Ensemble de violons traditionnels poitevins (France), le 20 ; Christian Lanau (France), Kevin Burke (Irlande), Chants du monde, avec Jean-Marc Padovani, Keyvan Chemirani, le 21 ; Jean-François Vrod, Nedim Nalbantoglu (Turquie), le 22. Du 15 au 16 août en Gâtine. Du 19 au 23 à Parthenay. Tél. : 05-49-94-90-70.

GUIDE

FESTIVALS

Au fil de l'eau
Billy Budé de Peter Ustinov : le 12, à 22 h ; *Les Diaboliques* de Henri-Georges Clouzot : le 13, à 22 h. Parc de La Villette, Prairie du triangle, 19^e (01-40-03-76-92).
Ingmar Bergman
Le Visage : le 12, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Musique dans les ténèbres* : le 13, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Saint-André-des-Arts 1, 6^e (01-43-26-48-18).
John Cassavetes
Opening Night : le 12, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Shadows*, le 13, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaubourg, 6^e (01-42-22-87-23).
Jean-Luc Godard
Le Petit Soldat : le 13, à 12 h 05. Refil Médias III, 5^e (01-43-54-42-34).
Alfred Hitchcock
La Main au collet : le 12, à 16 h, 18 h, 20 h ; *Le Faux Coupable* : le 13, à 14 h 10, 16 h, 18 h, 20 h. Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-42-54-51-60).
Inédits d'Amérique
The Second Civil War de Joe Dante : le 12, à 22 h ; le 13, à 22 h ; *Sick, The Life and Death of Bob Flanagan de Kirby Dick* : le 13, à 18 h. Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
Max Ophüls
Lola Montès : le 12, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Madame de...* : le 13, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. L'Ariéquin, 6^e (01-45-44-28-80).
Pier Paolo Pasolini
Salò ou les Cent Vingt Journées de Sodome : le 12, à 17 h 20 ; *L'Évangile selon Matthieu* : le 12, à 21 h 10 ; *Les Contes de Canterbury* : le 13, à 15 h 10 ; *Le Décaméron* : le 13, à 17 h. Accanto, 5^e (01-46-33-86-86).
Satyajit Ray
La Grande Ville : le 12, à 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15 ; *Le Lâche* : le 13, à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45. Les Trois Luxembourg, 6^e (01-46-33-97-77).
Olson Welles
Citizen Kane : le 12, à 15 h 45, 19 h 50 ; *Vérités et Mensonges* : le 13, à 14 h, 15 h 40, 19 h 50. Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

ENTRÉES IMMÉDIATES

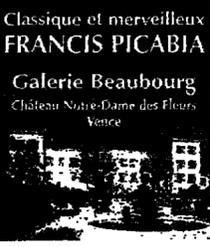
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. L'Amante anglaise

RESERVATIONS

The Artist (ex-Prince) Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Le 21 août, à 20 heures. Tél. : 01-42-06-60-00. De 248 F à 385 F. Pâtes feuilletées de Alain Stern, mise en scène de Didier Long, avec Brenard Fresson, Claude Evarard, Frédéric Cullin. Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9^e. A partir du 26 août. Tél. : 01-42-80-01-91. 180 F et 230 F.

DERNIERS JOURS

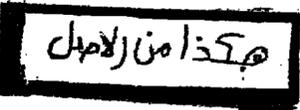
22 août : Prix européen d'architecture Pavillon Mies Van der Rohe Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournay, Paris 6^e. Tél. : 01-46-39-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.



Classique et merveilleux
FRANCIS PICABIA
Galerie Beaubourg
Château Notre-Dame des Fleurs
Venise

L'été des festivals
sur INTERNET
Durant tout l'été, sillonnez la France de festivals et consultez le site Web du MONDE avec les articles du journal, les programmes et des reportages multimédias.
www.lemonde.fr

Vertical sidebar with various text elements, including 'FILMS DE LA SEMAINE' and 'GUIDE'.



FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.30 La Féline... Jacques Tourneur (États-Unis, 1942, N. v.o., 75 min.)... 21.00 Outrages... Brian De Palma (États-Unis, 1989, 120 min.)... 21.45 L'Ange pourpre... Nunzio Johnson (États-Unis, 1960, N. v.o., 100 min.)... 22.10 Les Fêtes gravées... René Féret (France, 1997, N. v.o., 95 min.)... 0.30 Étrange séduction... Paul Schrader (Italie - États-Unis, 1990, 105 min.)... 1.00 Ces dames au chapeau vert... Maurice Cloche (France, 1927, N. v.o., 105 min.)

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES: 19.00 De l'actualité à l'histoire... 19.00 Rive droite, rive gauche... 20.00 Savoir plus santé... 20.00 20h Paris Première... 20.45 Les Mercredis de l'histoire... 21.00 Autant savoir... 21.00 Envoyé spécial... 21.00 Paris modes... 21.40 Indéjts... 23.00 Le Magazine de l'histoire... 23.50 Un siècle d'écrivains... 0.30 Le Canal du savoir... DOCUMENTAIRES: 17.25 A la fête foraine de Blackpool... 17.45 Le Temple souterrain du communisme... 19.20 Bombo, le prix des flammes... 19.30 Le Mystère des pyramides... 19.45 Papouasie Nouvelle-Guinée... 20.00 L'Invasion des tortues de mer... 20.05 Complexes légendaires du XXe siècle... 20.20 Gianni Versace... 20.30 Le Monde en rythmes... 20.30 La Vallée du Rift... 20.35 Ortiz, général sans Dieu ni maître... 20.35 Staline et les pionniers de l'Arctique... 20.55 Mékong, source de vie et d'espoir... 20.55 L'histoire de la Harley Davidson... 21.30 La Saga du vélo... 21.55 Sancta Thémis... 22.20 Le Sauvage du Sphinx... 22.40 Les Enfants virtuoses de Harlem... 23.15 Joy Adamson... 23.25 La Lucarne... 23.45 Marilyn... 18.00 Football. Ligue des champions... 19.00 Tennis. Tournoi messieurs... 20.45 Football. Ligue des champions... DANSE: 18.35 Le Lac des cygnes... 21.00 The Hard Nut... 22.30 De Sybilide en sybilides... 23.30 Casse-noisette... 23.35 De Sybilide en sybilides...

NOTRE CHOIX

19.30 Arte Tous les étés du monde C'est devenu un marronnier: chaque année aux beaux jours, en guise d'habillage d'antenne saisonnière, les chaînes lancent leur Lambada. Cet été, Arte revêt les couleurs du voyage et les sons du monde. Elle a donné carte blanche aux Télécréateurs, et jeunes réalisateurs qui ont (notamment) à leur actif le générique de «Tracks», pour des petits films d'animation, six intentions d'une minute illustrant chacun une région de la planète (Bretagne, Espagne, Turquie, Cameroun, Angola, Cuba) à partir d'une chanson. «Pour nous qui, depuis La Sept, avons un passé dans le world music, explique Henri L'Hôte, responsable de l'antenne et de l'habillage, c'est une façon de se démarquer des autres chaînes en montrant que les musiques du monde, ce n'est pas forcément de la «dance». » Et un (bon) moyen de préserver son originalité en faisant comme tout le monde... - V Z

PROGRAMMES

- TÉLÉVISION: TF1: 18.10 Contre vents et marées... 19.05 Melrose Place... 19.50 Le Journal de Paris... 20.00 Journal, l'usage du jour, Météo... 20.55 Sagas. Changements de vie... 22.55 Le Secret du Sahara... FRANCE 2: 18.45 Jeux de comédie... 19.15 1000 enfants vers l'an 2000... 19.20 Qui est qui?... 19.40 et 20.45 Tirage du Loto... 19.45 Au nom du sport, Météo... 20.00 Journal, Météo... 20.40 Le Père de ma fille... 20.45 Méc Méc Mac... 0.20 Journal, Météo... 0.35 Les Fourberies de Scapin... FRANCE 3: 18.20 Questions pour un champion... 18.50 Météo des plages... 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo... 19.20 Le Ludo... 19.35 Tout le sport... 19.45 Consommag... 20.50 Caracaz, Yéfélim, Carl Schütz... 22.25 Portes en défile... 23.20 Météo, Soir... 23.50 Un siècle d'écrivains... CANAL+: En clair jusqu'à 17.55... 17.25 A la fête foraine de Blackpool... 17.55 Football. Ligue des champions... 20.00 Athlétisme. Meeting de Zurich... 22.30 Flash Infos... 22.35 VTT Tour 98... 22.40 Les Enfants virtuoses de Harlem... 23.40 Y'en a marre... 23.55 South Park... RADIO: FRANCE-CULTURE: 20.00 Les Rois de France. Henri IV... 21.00 La Radio à l'heure... 22.40 Nocturnes. Le voyage des Dieux... 0.05 Du jour au lendemain... FRANCE-MUSIQUE: 20.00 La Roque-d'Anthéron... 21.30 La Roque-d'Anthéron... 23.00 La Roque-d'Anthéron... RADIO-CLASSIQUE: 20.40 Les Soirées... 22.55 Les Soirées... LA CINQUIÈME/ARTE: 13.55 Les Lumières du music-hall... 14.25 La Cinquième reconstruite... 15.25 Entretien avec Zaza Hassan... 15.55 Chercheurs d'aventure... 16.25 Modes de vie, modes d'emploi... 16.55 Jeunes mariés reporters... 17.10 Aï... 17.35 100 % question... 18.00 Va savoir... 18.30 Le Monde des animaux... 19.00 Beany & Cecil... 19.30 Pour l'amour de Dieu... 20.00 Architectures... 20.30 Le Monde des sciences... 20.30 1/2 Journal... 20.40 Soirée thématique... 21.40 Alexandre Dubcek... 22.05 Les Printemps oubliés... 22.35 Un été capricieux... 23.30 Les Écrans du rêve... 0.50 L'Échappée... RADIO: 19.50 Chroniques du voyageur immobile... 20.00 Les Rois de France... 22.40 Nocturnes... 0.05 Du jour au lendemain... FRANCE-MUSIQUE: 19.36 Soirs de fête... 20.00 Concert. Donné en direct... 20.40 Les Soirées... 22.40 Les Soirées... RADIO-CLASSIQUE: 18.30 Majuscules... 19.30 Classique affaires-soir... 20.40 Les Soirées... 22.40 Les Soirées... 0.15 Golf...

FILMS DU JOUR

- 13.25 Les Équilibristes... 16.00 Ces dames au chapeau vert... 18.50 L'Ange pourpre... 20.55 Ma chérie... 22.05 Transit... 22.30 Quelle joie de vivre... 22.45 La Route vers l'Ouest...

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES: 13.00 Les Dossiers de l'histoire... 14.00 Le Canal du savoir... 17.00 De l'actualité à l'histoire... 17.00 Le Gal Savoir... 18.00 Stars en stock... 19.00 Le Magazine de l'histoire... 19.00 Rive droite, rive gauche... 20.00 20h Paris Première... 21.00 Les Nouveaux Moods... 21.00 Cours particuliers... 22.10 Boléro... 22.40 L'Été de la 25e heure... 0.15 Capital spécial été... DOCUMENTAIRES: 18.15 Le Musée du Prado... 18.20 Indiens Hopi... 18.30 Les Guillemons... 18.35 A la fête foraine de Blackpool... 19.00 Pharaons... 19.15 Méditerranée, rive sud... 19.30 Pour l'amour de Dieu... 19.40 Le Temple souterrain du communisme... 20.00 Architectures... 20.00 Voyage au cœur du règne animal... 20.20 Catastrophes aériennes... 20.30 Evelyn Glennie... 20.35 Une leçon d'esprit... 20.40 Soirée thématique... 20.45 Les Chés prestigieuses d'Italie... 21.15 La Planète aux mille visages... 21.40 Papouasie Nouvelle-Guinée... 21.45 Le Mystère des pyramides... 22.30 Ortiz, général sans Dieu ni maître... 22.30 Mabilou va par Mabilou... 22.30 Gianni Versace... 22.55 S.O.S. Hindenburg... 23.00 Avoir vingt ans... 23.30 La Saga du vélo... 23.45 Poupées de chair... 23.55 Le Sincère des hommes... 23.55 Sancta Thémis... 23.55 Les Grands Explorateurs... 0.05 Le Sauvage du Sphinx... 0.45 Boîtes noires... 0.50 Sous le regard de Dieu... 0.50 Chronique de feu... 16.30 Cyclisme... 19.30 Football... 21.30 Tennis... MUSIQUE: 18.00 Ma Vierge... 19.25 Symphonie n° 8 de Dvorak... LES CODES DU CSA: O Accord parental souhaitable... A Accord parental indispensable... I Public adulte... SIGNIFICATION DES SYMBOLES: > Signalé dans «Le Monde Télévision-Radio-Multimédia»... On peut voir... Ne pas manquer... Che d'œuvre ou classiques... Le Monde publie chaque semaine... ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite... Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur... < Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants...

NOTRE CHOIX

20.30 Arte La Fin d'une illusion Prague 68, l'agonie d'un printemps A VOIR les images des chars soviétiques jouer les éléphants dans la porcelaine de Prague, on comprend vite, en ce mois d'août 1968, que les événements qui se déroulaient là-bas étaient autrement plus dramatiques que ceux qui venaient de soulever le pavé parisien. Dans La Fin d'une illusion, de Christian Vinkeloe et Gina Kovacs, qui ouvre la Théma à Prague 68, l'autre printemps », Jiri Pelikan, alors directeur de la télévision et l'un des animateurs du printemps, raconte comment il réussit à s'extraire à l'occupation les images du coup de force du « grand frère » qui inonderaient l'Occident. Une première ! Le plus poignant dans ce film, le premier à « célébrer » le trentième anniversaire de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, le 21 août 1968, c'est le sourire d'agneau de Dubcek (enfin un dirigeant communiste qui sourit !) au milieu de tous ces hommes au chapeau gris prêts à dévorer l'impertinent réformateur, feignant de négocier alors que l'occupation est décidée - Brejnev, le chef de meute, a le regard le plus féroce. Moscou ne peut supporter un seul écart de ses vassaux. Dubcek est déjà une non-personne, condamnée au jardinage du côté de Bratislava. Il y eut 72 morts et plus de 250 blessés. Mais pratiquement pas un coup de feu ne fut tiré par la foule désespérée, brisée dans son élan de liberté, vers ces jeunes soldats, pétrifiés sur leurs tourelles, comme leurs cadets plus tard en Afghanistan. Aujourd'hui Jaruzelski, alors ministre polonais de la défense, n'a pas un regret. En revanche, un général soviétique à la retraite, barbe à l'œil: « Tout cela a été une tragédie. » Encore plus terrible que celle de Hitler, ajoute un Pragois, parce que ceux qui venaient nous opprimer s'étaient déclarés nos frères. Il faudra attendre plus de deux décennies, durant lesquelles la répression reprit de plus belle, pour que la Tchécoslovaquie se défasse du joug communiste, et que le dernier soldat soviétique - le 27 mai 1991 - quitte le pays. Régis Guyotat

PROGRAMMES

- TÉLÉVISION: TF1: 13.50 Les Feux de l'amour... 14.35 Arabesque... 15.25 Médécia à Hopôhina... 16.20 1/2 gag... 16.30 Sunset Beach... 17.20 Beverly Hills... 18.10 Contre vents et marées... 19.05 Melrose Place... 19.50 Le Journal de Paris... 20.50 Journal, Point route... 21.00 Les Nouveaux Mondes... 22.40 L'Été de la 25e heure... 23.40 Journal, Météo... 0.50 Sous le regard de Dieu... FRANCE 2: 13.50 Rex (1/2)... 14.40 Dans la chaleur de la nuit... 15.25 Tiroc... 15.40 Chicago Hope, la vie à tout prix... 16.25 Végés... 17.15 Du livre, des livres... 17.20 Au cœur de Fenqête... 18.05 Kung Fu... 18.45 Jeux de comédie... 19.15 1000 enfants vers l'an 2000... 19.55 Au nom du sport... 20.00 Journal, Point route... 21.00 Les Nouveaux Mondes... 22.40 L'Été de la 25e heure... 23.40 Journal, Météo... 0.50 Sous le regard de Dieu... FRANCE 3: 13.55 Aventures des mers du Sud... 14.20 Panique sur la voie express... 15.50 Les Enquêtes de Remington Steele... 16.40 C'est Péé... 16.20 Questions pour un champion... 18.50 Météo des plages... 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo... 20.05 Le Radar... 20.35 Tout le sport... 20.50 Le Schpenz III... 23.00 Météo, Soir... 23.25 On aura tout vu... CANAL+: 13.55 Soleil... 15.25 Surprises... 15.50 Les Enfants virtuoses de Harlem... 16.50 Pourstyle... 18.30 Les Baisers... 18.30 Les Baisers... 18.35 En clair jusqu'à 20.30... 18.35 A la fête foraine de Blackpool... 19.00 Best of Nulle Part Ailleurs... 19.50 et 22.00 Flash Infos... 20.00 Zapping... 20.05 Les Simpson... 20.30 Les Nouveaux Moods... 22.05 VTT Tour 98... 22.05 L'Europride... 22.20 Gay Caribbes... 22.55 Les Mille Merveilles de Paulvers... 0.15 Golf...

Le Monde Du 13 juillet au 25 août 1998
organise le grand jeu de l'été

PLUS DE 700 PRIX À GAGNER!

Chaque semaine, entre le 13/07 et le 20/08/98, Le Monde publie du lundi au samedi une grande série hebdomadaire. Cette lecture vous permettra peut-être de gagner l'un des 100 prix hebdomadaires et l'un des 10 prix offerts au classement général. Vous participez selon votre réponse à un jeu hebdomadaire ou à l'ensemble des sept jeux.

● **Jeu n° 5 : Voyages en astropôle - du 18/08/98 au 15/09/98**
Cette semaine, Le Monde, joue « retour vers le futur ». Bon voyage!

Questions n° 3 - Le Monde du 12/08/98 date 138798

Quel est l'auteur du premier livre numérisé par Michael Hart ?

Cliquez sur le jeu n° 5: le 18/08/98 minute (le cachet de La Poste faisant foi). Seront pris en considération les papiers libres ou les bulletins-jeu comportant les six réponses du jeu n° 5. Inscription du bulletin-jeu dans Le Monde du 15/08/98, date 16-17/08/98.

Chaque jour, un indice précieux est diffusé sur RTL entre 7 h 30 et 8 h 30.

● **Sélection des 100 gagnants hebdomadaires**
Chaque jour paraissent un article de la série thématique et une question relative à cet article. Pour jouer, il suffit de répondre aux six questions de la semaine. Les gagnants sont sélectionnés par tirage au sort parmi les papiers libres ou bulletins-jeu indiquant les réponses exactes reçues en plus tard le jeudi soir à la date de clôture du jeu. Par jeu, il se sera attribué un seul jeton par foyer (même sans adresse adhésive).

1^{er} jeton 1 semaine au Sénégal pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
2^e jeton 1 semaine en Corse pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
3^e jeton 1 semaine en Thaïlande pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières

● **Le classement général**
Il classera les participants par ordre décroissant du nombre de réponses exactes données aux sept jeux hebdomadaires. Tous les bons points sont comptés. Le premier prix sera attribué au participant dont le total des points sera le plus élevé. Les six autres gagnants seront départagés par un tirage au sort. Le classement général paraîtra dans Le Monde du 21/09/98, date 22/09/98.

Des 1^{er} au 10^e prix: des chèques-cadeaux Fiat valables sur tous les produits proposés dans les magasins Fiat: livres, CD, vêtements, bijoux, magazines, cosmétiques, appareils photo, micro-ordinateurs, télévisions et télévidéos de grande taille.

chèques-cadeaux Fiat		chèques-cadeaux Fiat	
1 ^{er} prix	25 000 F	7 ^e prix	5 000 F
2 ^e prix	20 000 F	8 ^e prix	4 000 F
3 ^e prix	15 000 F	9 ^e prix	3 000 F
4 ^e prix	10 000 F	10 ^e prix	2 000 F
5 ^e prix	6 000 F		

Extrait du règlement:
Les gagnants sans obligation d'accepter. Participation réservée exclusivement aux personnes résidant en France métropolitaine (Ces règles s'appliquent à la France métropolitaine). Les bons points gagnés pour l'achat d'un produit Fiat ou d'un produit Fiat pour clients par téléphone et ceux gagnés pour la demande d'un règlement comptant, ou d'un remboursement, après remboursement au tarif fixé en vigueur au simple demandeur, au dossier n°: Jeux concours Le Monde Code: 2247, 99224 Paris Concord.

RTL NOUVELLES FRONTIÈRES fnac

Après un « mardi noir », les marchés financiers retrouvent mercredi un calme précaire

La crainte d'une intervention des banques centrales a stabilisé le yen

APRÈS une véritable journée noire, mardi 11 août, sur l'ensemble des marchés boursiers internationaux, le calme semblait revenir mercredi 12 août sur les places asiatiques et européennes, grâce en particulier au redressement du yen japonais et du yuan chinois.

Mardi, les marchés financiers internationaux ont connu une véritable tourmente: chute du yen, attaques spéculatives contre le yuan chinois, plongeon de la Bourse russe, sévère correction sur les places occidentales. Une semaine après avoir enregistré sa plus forte baisse de l'année (-3,4%), la Bourse de New York a terminé, mardi, la séance en net repli. L'indice Dow Jones a perdu 112 points (1,31%) après avoir abandonné jusqu'à 250 points en cours de journée. Les Bourses européennes n'ont pas été épargnées: Paris a cédé 2,37%, Londres 2,77%, Francfort 3,20% et Zurich 3,54%. La Bourse de Moscou a baissé de plus de 9%, mardi, victime d'une remontée des taux d'intérêt et des rumeurs de dévaluation du rouble, tandis que Sao Paulo abandonnait 4,14%.

L'aggravation de la crise financière asiatique est à l'origine de ce regain de tensions. Depuis la nomination, fin juillet, du nouveau premier ministre japonais Keizo Obuchi, la monnaie japonaise n'a pas cessé de se déprécier, les opérateurs doutant de la capacité du gouvernement à arrêter la détérioration de la situation économique dans l'archipel. L'agence de planification économique (EPA) a reconnu mardi que l'économie japonaise connaît « un affaiblissement prolongé » alors qu'elle se contentait jusqu'à présent d'évoquer une « stagnation » de l'activité. Les grandes difficultés que connaît la deuxième économie mondiale incitent les investisseurs à vendre des yens pour acheter des dollars et des deutschemarks. Ces opérations ont pour conséquence de faire baisser la devise japonaise, tombée mardi à son plus bas niveau depuis huit ans

face au billet vert (147,60 yens pour un dollar). Compte tenu de l'importance des transactions commerciales à l'intérieur de la région asiatique (50% des échanges totaux), la faiblesse de la monnaie japonaise met sous pression les devises des pays voisins. Comme le notent les économistes de Paribas, « l'interdépendance des économies de la zone incite les investisseurs à considérer les devises en bloc, avec des effets d'entraînement possibles en période de crise ». Depuis plusieurs jours, le yen chinois qui, depuis un an, a tenu bon et est parvenu à maintenir sa parité vis-à-vis du dollar américain, est déstabilisé. Les opérateurs l'attaquent, pariant sur le fait que Pékin sera contraint, si la chute du yen se poursuit, de le dévaluer pour empêcher un ralentissement trop fort de l'économie nationale.

américains et européens, jugés plus sûrs. Si ces flux continuent à bénéficier aux emprunts d'Etat - les taux d'intérêt à dix ans sont tombés, mardi, à un plus bas niveau historique de 4,55% en France -, ils n'alimentent plus en revanche les marchés boursiers.

Les opérateurs ont le sentiment que la tourmente en Asie affectera plus gravement que les économies plus développées de la zone économique mondiale, comme semble l'indiquer la chute continue des prix des matières premières: les cours du pétrole sont tombés, mardi, à leur plus bas niveau depuis dix ans, tandis que ceux du cuivre, de l'aluminium, du nickel, du zinc, ne cessent de se replier. Dans ces conditions, la poursuite du « miracle » économique américain, caractérisé par une croissance forte, non inflationniste et des profits records pour les entreprises du pays, serait compromise. C'est ce qui inquiète Wall Street. Au cours des dernières semaines, plusieurs indicateurs économiques ont reflété un essoufflement de l'activité outre-Atlantique, assorti d'une moindre productivité (-0,2% au deuxième

CHUTE DES MATIÈRES PREMIÈRES
Jusqu'à présent, les places financières occidentales avaient très bien résisté à la crise asiatique. Elles en avaient même largement profité, les capitaux fuyant l'Asie étant venus se réfugier sur les marchés

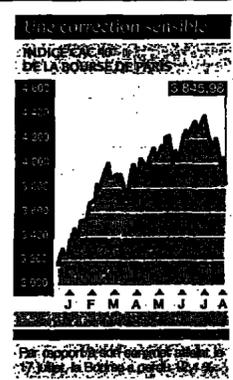
DE QUOI RASSURER M. GREENSPAN
Si elle est une mauvaise nouvelle pour les épargnants, la correction observée depuis trois semaines sur les places boursières occidentales est en revanche accueillie favorablement par les autorités monétaires internationales. Dès le mois de décembre 1996, le président de la Réserve fédérale américaine Alan Greenspan avait évoqué « l'exubérance irrationnelle » des marchés boursiers, ce qui n'avait pas empêché Wall Street de gagner plus de 30% dans les vingt mois qui avaient suivi.

Les banquiers centraux, chargés de maintenir la stabilité des prix à la consommation, se préoccupent d'une telle inflation des actifs financiers: des ménages qui se sentent enrichis par la hausse de leur portefeuille boursier épargnent moins, consomment plus, ce qui provoque une hausse de la demande de biens et de marchandises et une accélération de l'inflation. Depuis quelques jours, M. Greenspan est sans doute moins inquiet.

Rebond des Bourses européennes

Les places boursières européennes ont ouvert en hausse, mercredi matin 12 août, soutenues par le redressement du yen observé durant la nuit à Tokyo. A l'ouverture, Paris gagnait 1,20% et Francfort 1,8%.

La monnaie japonaise a regagné près de deux yens face au dollar après la menace d'une intervention de la Banque du Japon. Le premier ministre Keizo Obuchi a qualifié de « fâcheuse » la baisse du yen. Le vice-ministre des finances, Eisaku Sakakibara, prononçait un discours plus agressif du Japon sur le marché des changes.



Pierre-Antoine Delhommeaux

L'UCI convainc les coureurs de l'utilité des contrôles de santé

AU COURS d'une réunion de cinq heures, l'Union cycliste internationale (UCI) et une délégation de coureurs ont amorcé, mardi 11 août à Lausanne (Suisse), une réflexion sur les réformes nécessaires à l'assainissement du cyclisme professionnel. Après les affaires de produits dopants qui ont été mises au jour lors du Tour de France, l'UCI avait décidé d'organiser une série de débats avec les protagonistes du cyclisme: les derniers consultés étant les coureurs. L'UCI présidée par le Belge Hein Verbruggen, a entendu des champions venus « à titre individuel »: Laurent Jalabert, Luc Leblanc, Stéphane Heulot, Pascal Richard, Johan Bruyneel, Maurizio Fondriest, ainsi que Miguel Indurain et Tony Rominger, aujourd'hui retirés du peloton.

La question des sanctions et celle d'une éventuelle amnistie pour les coureurs qui ont reconnu s'être dopés pendant le Tour n'a pas été abordée. La rencontre était la dernière consultation préparatoire à une prise de position officielle de l'UCI sur le dopage, prévue pour le jeudi 13 août.

LES AFFAIRES CONTINUENT
Pendant ce temps, les affaires de dopage continuent. L'équipe Cofidis pourrait rompre avec son leader, l'Italien Francesco Casagrande. Celui-ci « a fait l'objet de plusieurs contrôles antidopage lors des derniers Tours du Trentin et de Romandie », a annoncé un communiqué de la formation. La demande d'une contre-expertise avait permis au coureur italien de participer au Tour de France. Il avait abandonné au cours de la 10^e étape, sur blessure.

Quatre coureurs italiens de l'équipe Mobilvetta (Paolo Alberati, Graziano Rechinella, Mario Manzoni et Renzo Ragnetti) ont été exclus du Tour du Portugal, mardi, à la suite d'un test sanguin inopiné qui laissait apparaître un hématochrome supérieur à 50%, qui, selon l'UCI, peut révéler une prise d'EPO.

Quatre coureurs italiens de l'équipe Mobilvetta (Paolo Alberati, Graziano Rechinella, Mario Manzoni et Renzo Ragnetti) ont été exclus du Tour du Portugal, mardi, à la suite d'un test sanguin inopiné qui laissait apparaître un hématochrome supérieur à 50%, qui, selon l'UCI, peut révéler une prise d'EPO.

Deux Lenois font leur entrée en équipe de France de football

ROGER LEMERRE, le successeur d'Aimé Jacquet, a annoncé la sélection des dix-huit joueurs qui rencontreront l'Autriche en match amical, mercredi 19 août, à Vienne. Douze des récents champions du monde ont été retenus, dont les joueurs évoluant en championnat d'Italie, celui-ci ne reprenant pourtant que le 13 septembre. Deux éléments-clés de Lens - club champion de France - Tony Vairelles et Frédéric Déhu, dont c'est la première sélection, les rejoignent. L'équipe a été peu remaniée: dans les buts, Fabien Barthez et Lionel Letizi; en défense, Vincent Candela, Alain Goma, Christian Karembeu, Franck Leboeuf, Bixente Lizarazu, Lilian Thuram; au milieu, Alain Boghossian, Frédéric Déhu, Didier Deschamps, Youn Djozeff, Zinedine Zidane; en attaque, Thierry Henry, Lilian Laslandes, Florian Maurice, Robert Pires, Tony Vairelles.

Trage du Monde daté mercredi 12 août 1998: 456 554 exemplaires. 1

Le pouvoir en vacances n'est pas la vacance du pouvoir

LE DÉPART SIMULTANÉ du chef de l'Etat, en vacances à l'île Maurice, et du premier ministre, en villégiature dans les Cyclades, révélerait-il de la désertion? C'est quasiment ce que laisse entendre Valéry Giscard d'Estaing quand il exprime sa « surprise » dans France Soir du 10 août. L'ancien chef de l'Etat se fait un devoir de rappeler que « le général de Gaulle avait posé le principe que l'un des deux premiers personnages de l'Etat devait constamment rester sur le territoire national pour faire face à une situation d'urgence ».

Cette pratique de l'intérim, inaugurée en 1967 par Georges Pompidou, n'est pas une obligation instituée par une loi, mais une simple coutume. Elle a dû être validée par le Conseil d'Etat après avoir subi les coups de boutoir de l'Union des jeunes avocats, au début des années 80. Cette association la jugeait inconstitutionnelle, puisque non inscrite dans le texte fondateur de 1958. La Constitution ne prévoit pas le remplacement du chef du gouvernement lui-même, mais la possibilité, pour

lui, de déléguer « certains de ses pouvoirs » aux ministres. Les juristes du Palais-Royal avaient jugé que la pratique de l'intérim permettait de mieux assurer la continuité de l'Etat. Ils avaient même invoqué une jurisprudence administrative très ancienne, selon laquelle, afin de garantir la continuité du service public, tout fonctionnaire doit avoir un intérimaire.

Après son installation à l'hôtel Matignon, M. Jospin n'a pas désigné de substitut pour les périodes où il s'absenterait de France. Peut-être cette nomination lui aurait-elle posé de redoutables problèmes politiques, car elle ne respecte pas nécessairement la hiérarchie gouvernementale. M. Jospin, qui avait lui-même remplacé Michel Rocard, en tant que numéro deux du gouvernement, à la fin des années 80 et au début des années 90, aurait pu, à son tour, faire appel au premier des ministres, rang dévolu à Martine Aubry, chargée de l'emploi et de la solidarité. Il aurait pu, aussi bien, choisir Elisabeth Guigou, le titre

de garde des sceaux ayant souvent, par le passé, désigné le titulaire de l'intérim.

Mais pourquoi nommer un intérimaire lorsqu'on peut désormais, face à la mer Egée, s'informer de la situation des marchés internationaux, suivre l'évolution de la pollution dans les grandes villes de France ou surveiller le projet d'accord entre le gouvernement et les pharmaciens? M. Jospin garde un contact étroit avec le directeur adjoint de son cabinet, Jean-Pierre Jouyet, Olivier Schrameck, le directeur, étant lui aussi en congé, mais joignable. Il lui téléphone plusieurs fois par jour, sans crainte des indiscretions protégées. C'est ainsi que M. Jospin a pu très vite réagir aux attentats survenus dans les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salaam.

De toute façon, les arbitrages les plus importants ont été rendus avant les vacances. De loin, on ne gère que les affaires courantes.

Rafaëlle Rivais

Le niveau des loyers a enregistré une légère hausse en 1997

DANS L'AGGLOMÉRATION parisienne comme en province, après deux ans de stabilité, le mouvement de hausse des loyers a amorcé un léger redressement en 1997. La reprise est plus marquée en province, note le rapport annuel sur l'évolution des loyers du ministère de l'Équipement, des transports et du logement, mais le loyer moyen y reste deux fois moins élevé qu'à Paris et proche banlieue.

Alors que la hausse moyenne des loyers avait progressé moins vite que l'indice des prix à la consommation au cours des deux dernières années, le processus s'est inversé en 1997. La particularité de l'année 1996 est, pour la première fois en douze ans, les loyers avaient baissé en francs constants (-1,6% en francs courants, contre 1,8% pour les prix à la consommation). La hausse moyenne est de 1,1% à Paris, 1,3% en banlieue, 1,8% en province. En

1997, pour l'ensemble du parc locatif privé, le loyer moyen est de 83 francs au m² à Paris, 66,7 francs en banlieue, 37,7 francs en province.

Pour la province, l'étude, basée sur un échantillon de 600 000 logements dans onze villes, montre que trois paramètres essentiels influent sur le niveau des loyers: la localisation, l'ancienneté du locataire et la taille des logements. Aix-en-Provence se signale par des loyers élevés (48 francs au m²), qui atteignent 41 francs au m² à Grenoble et à Rennes, de 36 à 39 francs à Toulouse, Bordeaux, Lyon, Strasbourg et Besançon. Les villes les moins chères (entre 32 et 33 francs) sont Lille, Nancy et Brest. En moyenne, sur les onze villes étudiées, le locataire qui a emménagé en 1997 paie environ 43 francs au m², celui qui habite son logement depuis dix ans ne débourse que 29 francs. Conjugés, ces trois effets induisent une

très forte dispersion: le locataire d'un studio loué en 1997 à Aix-en-Provence paie 76 francs au mètre carré, celui qui occupe depuis dix ans le même cinq-pièces à Brest seulement 20 francs.

A PARIS, LES PETITS PLUS CHERS
A Paris et en proche banlieue, l'enquête porte sur un échantillon de plus de 800 000 logements. La hausse, encore modérée, des loyers (+1,1% à Paris, +1,3% en proche banlieue) s'explique essentiellement par la hausse de l'indice du coût de la construction sur lequel sont indexés la majorité des loyers du secteur privé. La fourchette des prix tend à se resserrer dans l'agglomération parisienne. Lors des changements de locataires, en 1997, 40% des loyers parisiens ont été révisés à la baisse, les loyers chers (plus de 100 francs au m²) perdant, en moyenne, 8%. En revanche, les loyers meilleur marché continuent

à progresser. Toutes les tailles de logement sont concernées par la baisse des loyers de relocation, y compris les petits logements, qui accusent une baisse dans 40% des cas à Paris, 42% en proche banlieue.

Sur l'interprétation de ces évolutions, les experts de l'observatoire des loyers du ministère de l'Équipement préfèrent rester prudents. Il est sans doute prématuré, estiment-ils, de parler de reprise du marché de la location à Paris, en raison de la persistance des baisses de loyer, à la relocation, mais aussi de l'accroissement de la mobilité des locataires. A Paris comme en banlieue, près d'un locataire sur quatre a déménagé en 1997. La précarité de l'emploi explique en partie cette instabilité, mais aussi le grand choix d'appartements sur le marché et la disparité des prix.

Christine Garin

Voyages en...
Russie...
Dopage...
Fiscalité...
A lire dans Le Monde